





## DÉBATS

Affaires

### L'Etat de droit n'existe pas

par Gérard Monate

« **B**ÉTISE ! » Ce n'est qu'une « **bétise** ». Par ce simple mot, le juge Jean-Pierre de la Cour de cassation, lors de l'instruction ouverte sur un accident du travail où il y a eu deux morts dont aujourd'hui on parle peu. Dans sa stratégie, ce juge a voulu, en parlant d'un fait divers, mettre en cause le groupe Urba. Pour ce faire, il n'a pas hésité à manipuler les faits. Chacun sait aujourd'hui que l'informateur anonyme, réel, supposé, ou inventé de toute pièce par le juge, a surtout servi à justifier son action ultérieure. Simple **bétise** sans doute bien qu'il s'agisse d'un acte grave, qui doit être dénoncé sans cesse devant l'opinion publique.

« **Bétise** » sans doute, qui permet au juge Jean-Pierre de faire entendre par la police d'Orléans Christian Giraudon, l'un de ses collaborateurs, de le faire conduire au Mans, de l'interroger hors la présence d'un avocat, de le faire incarcérer à la maison d'arrêt sans autre raison que sa conviction profonde qu'il tient là un des responsables de cet accident du travail. « **Bétise** » — et quelle **bétise** ! — puisque ce collaborateur d'Urba ne pouvait pas être concerné par cette affaire, d'abord parce que le groupe n'a jamais eu à connaître de ce dossier. Ensuite, parce que, depuis déjà un bon moment et bien avant l'accident concerné, ce collaborateur n'exerçait plus dans la région : nous lui avions confié une mission exclusivement parisienne.

« **Bétise** » encore, le fait que le juge Urbé, successeur provisoire du juge Jean-Pierre, ait eu nécessairement de mettre sous

contrôle judiciaire l'innocent Giraudon, avec toutes les conséquences personnelles qui en découlent pour lui dans une ville de province. « **Bétise** », tout cela, envers un homme qui n'est en aucun cas concerné par cette affaire et qui se trouve pourtant confronté à la vindicte populaire. Coup de fil anonyme, réel ou inventé, erratation arbitraire, incarcération sans autre forme de procès, cela doit rappeler de fâcheux souvenirs aux gens qui, sous l'Occupation, ont eu à connaître ou à subir ces méthodes !

Inculpé permanent

Malgré tout, on a oublié aujourd'hui les raisons — de droit — qui ont conduit un procureur à dénoncer le juge Jean-Pierre de ce dossier ? « **Bétise** » encore que ce dernier, malgré son dessaisissement, passe outre et poursuit son action jusqu'à la cour d'appel, Nîmes, où il se heurte à un officier de police déterminé et courageux qui lui notifie de nouveau la décision du procureur. Ce qu'il recherche, c'est le scandale et le coup médiatique. Dès lors, ne pouvant s'interroger comme il l'aurait, il va effectuer une perquisition dans les locaux d'Urba, bien qu'il n'en ait plus le droit. L'illégalité ne lui fait pas peur, et, bien sûr, par un effet du hasard, procès et télévisation seront là lorsqu'il se présentera rue Rochecouart ! Quel donc a pu les informer ? Enfin, qu'espérait-il trouver rue Rochecouart ? Depuis quinze mois, c'est-à-dire depuis le roi Rocard, l'activité d'Urba n'a cessé par une liquidation amiable, et

seul le liquidateur continué dans les formes légales sa mission pour régulariser cette liquidation.

C'est donc bien un acte politique, et non une action de justice, qu'a mené le juge Jean-Pierre, mais, selon lui, ce n'est qu'une « **bétise** », et rien d'autre. En réalité, face à de telles méthodes, l'Etat de droit dont on nous rebat les oreilles a quand même une drôle de coloration. Mais, que l'opinion publique se rassure, le justice poursuit son œuvre, sans aucune entrave de notre part. Malgré les dires, le dossier Urba n'est pas près d'être clos. Personnellement, j'ai dû répondre aux convocations de quatre juges différents. J'ai subi avec deux collaborateurs un procès qui s'est étalé sur trois semaines avec, à la clef, des condamnations contre lesquelles, selon nos droits, nous avons fait appel.

Sept autres de mes collaborateurs ont depuis ce procès été inculpés, d'autres inculpations se profilent déjà et, bien évidemment, je me trouve associé chaque fois, ce qui signifie que je suis un inculpé permanent, subsistant toujours les mêmes questions auxquelles j'apporte toujours les mêmes réponses. La plupart de ces réponses ont d'ailleurs été rendues publiques. En vérité, chaque juge rencontré veut connaître Urba et son fonctionnement. Peut-être faudrait-il que j'organise une assemblée générale de tous les juges de France. En une seule fois je pourrais leur donner toutes les explications utiles et même ouvrir un débat.

► Gérard Monate est ancien PDG d'Urba.

### L'argent : procès ou culte ?

par Alain Minc

La société française se libère-t-elle de son dernier tabou ? Echeppera-t-elle à la fois stigmatisme de l'argent qui corrompt et accumulation des principes réservés privées — l'indépendance — d'or ? Reconnaîtrait-elle enfin que, devenue une authentique économie de marché, il lui faut accepter l'argent-valleur, l'argent-étalon, l'argent-référence ? Découvrirait-elle qu'il existe des antidotes au culte de l'argent : la loi, le droit, la morale ? Ce ne sont certes ni les colloques ni les revues (1) qui changent la face du monde, mais ils témoignent d'un état d'esprit.

Que le Monde et Autrement se penchent, chacun avec sa propre idiosyncrasie, sur l'argent ne semble pas, de ce point de vue, sans signification. En arrière des enquêtes qui visent à l'hyperactivité, l'argent est passé au stade de la morale, de l'histoire, de la religion, de la psychanalyse... — revient, tel un refrain, une même interrogation implicite : la France est-elle désormais capable d'établir une relation normale avec l'argent ?

A quelles conditions ? Celle-ci passe d'abord par la transparence : une société qui tait les revenus, qui voit ses dirigeants ruser, par genre, avec les chiffres, qui enfouit son patrimoine et son capital n'est pas sortie de l'ambiguïté. De ce point de vue, le modèle anglo-saxon est plus franc : l'argent trône au firmament des valeurs sociales, mais on moins révélateur à visage découvert : tout est clair, connu, répertorié, inventorié.

Celle-ci suppose ensuite de solides contre-pouvoirs. A avoir trop longtemps méconnu le marché, avant de nous y abandonner avec conscience, nous continuons d'ignorer cette évidence : le marché et le droit sont l'avant et le revers de la même réalité ; ils sont

indissociables. Accepter ce principe, c'est faire prévaloir le capitalisme démocratique sur le capitalisme oligarchique, c'est-à-dire un système où les droits et les devoirs des uns et des autres sont codifiés sur une organisation opaque qui voit l'argent et le pouvoir s'entremêler de façon indistincte, floue et souvent immorale.

Réhabilitation de l'éthique

Celle-ci exige aussi une vision politique, en termes de pouvoirs et contre-pouvoirs. Enquêter le marché par des règles incontestables suppose que pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire jouent, chacun à sa place, sa partition. Dès qu'il y a entre eux confusion des genres, le marché et l'argent sont condamnés, sans le vouloir, à des débordements : ils s'insinuent, s'immiscent, s'imposent.

Celle-ci va, enfin, de pair avec une réhabilitation de l'éthique. Ce n'est pas un paradoxe de penser que la toute-puissance de l'argent favorise un retour de la morale. Non évidemment de son propre mouvement, mais par l'exigence, qu'elle rend si crânte, d'un code afin de mieux la contrôler. La dynamique sociale parvient à sa manière à l'optimum, de la même façon que, dans sa propre sphère, le marché voit mille décisions erratiques déboucher sur un équilibre. Sans doute, sans cette explosion financière, l'aspiration morale serait-elle moins forte.

Au fond, les sociétés civiles développées pratiquent-elles spontanément les *checks and balances*. Nos auteurs ne s'y sont pas trompés, qui voient tous désormais dans l'argent et la morale les deux pôles de notre système social.

(1) Comment penser l'argent ? Textes réunis et présentés par Roger-Pol Droit (Le Monde Éditions). L'argent : pour une réhabilitation morale. Revue Autrement.

### Bon appétit, messieurs...

par Jean-Jacques Dupeyron

Il y a quelques mois, M. Bérégovoy installait la commission Bouchery, chargée de proposer des mesures anticorruption. En tête d'une longue liste, ladite commission a préconisé la parfaite transparence des patrimoines et des revenus des parlementaires. Ce qui va de soi. Sans grand mérite, j'étais moi-même soulagé dans ces colonnes, à diverses reprises, la nécessité de cette double transparence, sur laquelle la président de la République prenait à son tour position dans son interview du 14 juillet, en termes énergiques. Aussitôt suivi, le lendemain, par Laurent Fabius, ce qui pouvait laisser, à d'incroyables optimistes, une lueur d'espoir.

La droite, en effet, ne peut être qu'inconditionnellement réfractaire à toute transparence qui mettrait en évidence les ressources parallèles de nombre de ses représentants et l'origine de ces ressources. Mais les socialistes ! Dans l'état où les ont laissés tant d'affaires et tant d'inculpations, on aurait pu penser qu'ils auraient trouvé à l'occasion rêvée de crier au pays : « Nous, nous n'avons rien à cacher ! » Hélas, hélas ! Contre toute mesure susceptible de réduire la corruption, c'est aussitôt, dans la classe politique, l'union sacrée.

Nécessaire transparence des revenus

Pour faire échec au vœu présidentiel, une proposition de loi Auroux faisait une distinction. Il y avait transparence des patrimoines : au moment de l'entrée en fonctions du député et à celui de l'expiration de son mandat, un état récapitulatif de ses biens serait publié au JO. Il est vrai qu'aucune sanction n'était prévue au cas de fausse déclaration et que, pour éviter tout contrôle de visu, l'adresse des immeubles devait demeurer confidentielle ! Nouveau slogan : fraudeurs de tous pays, unissez-vous... Mais enfin, côté parlementaire, une manœuvre... En revanche, la proposition de loi Auroux excluait toute transparence des revenus, pourtant mille fois plus nécessaire que celle des patrimoines ! Peut-être fallait-il voir là une illustration de la nouvelle morale qui condamne la démarche frauduleuse accablant le patrimoine, mais s'accommodant de celle qui ne concerne que les revenus ?

Quoi qu'il en soit, il ne restait plus à la commission des lois de l'Assemblée nationale qu'à proposer — avec l'accord des socialistes — de faire sauter la transparence des patrimoines... Et c'est finalement un texte bideau qui n'impose plus aucune transparence de quel que ce soit qui a été adopté en première lecture par l'Assemblée, à la sauvegarde — et fait extraordinaire — à main levée. Seuls les communistes ont refusé de s'associer à une pantalonade qui, pour le président de la République — et pour chaque citoyen, — est un véritable soufflet.

Bon appétit, messieurs...

### L'architecture du vide

par Antoine Grumbach

ARCHITECTE, j'ai passé un contrat moral avec la ville. Observateur attentif, j'ai constaté qu'aujourd'hui l'architecture et la ville sont définitivement séparées. Les professions de foi se multiplient, prétendant produire des bâtiments ou des quartiers indifférents au contexte. Enfermés dans un narcissisme convulsif, les maîtres d'ouvrages publics et privés ont fait accéder l'architecture dans le domaine de la consommation, du design, de la mode, en un mot dans le champ d'une durée de vie limitée qui caractérise les produits industriels. Le pur, le transparent, le technique surgissent partout dans l'immédiate généralité de tout « déjà là ».

Indifférents en contexte, à l'histoire des hommes dans le territoire, les projets contemporains flottent, repliés sur eux-mêmes. Dans les villes constituées où la continuité du bâti a fait l'objet d'un consensus général depuis plusieurs siècles, le mouvement moderne a tué les gestes élémentaires du rapport à l'autre, du respect de la mitoyenneté. Perte totale de langue et surtout de possibilités de converser. Aveugles, ils ne savent plus saisir les temps lents qui suscitent ces inévitables enchevêtrements du bâti sur lequel se superpose la ville contemporaine.

De disputes querelles de styles et l'académisme Beaux-Arts refaisant surface, le mépris de l'usage et l'indifférence à la célébration de l'espace public deviennent la règle des projets. Les matériaux et les techniques de construction verre, métal, câble, renforcent encore la splendeur isolément, l'indifférence à l'autre, si ce n'est en renvoyant sans qu'on le demande, l'image vide d'une autre boîte vide, en miroir.

Diana Agrest remarque justement que « la ville est l'inconscient de l'architecture ». Aussi, le projet de ville évanoui, le projet d'architecture ne peut s'y substituer. La crise de l'architecture contemporaine repose sur cette absence de formes urbaines de référence. Comment dissocier la ville sédimentaire de la ville contemporaine, expression d'un collage, d'une accumulation de rationalités contradictoires, où le bâti moderne et les formes obsoletes se recombinent sans cesse. L'impur est le théâtre de notre vie quotidienne. Les vastes territoires des banlieues ne sont qu'à leur degré zéro, première couche bouillonnante de ce palimpseste qui accompagne la fabrique des

villes. En ayant perdu tout sens de la combinatoire, de la transformation, de l'addition, de l'accumulation pour se contenter d'objets lisses et fragiles qui gardent leur distance, l'architecture avoue son incapacité à fabriquer la ville.

A côté d'un mode de production éternellement archaïque, de la forme urbaine, on peut arguer que les dimensions des infrastructures liées aux déplacements : autoroutes, gares, aéroports, les grandes structures de production et les réseaux de la grande distribution, composent un ensemble d'éléments qui échappent aux règles passées de la formation de la ville sédimentaire. L'architecture devrait alors pouvoir réaliser avec ces très grandes échelles. Mais, hélas, leur mise en forme a conduit jusqu'à aujourd'hui à élaborer de gigantesques « machines collabantes » confondant l'espace public et le bâti privé qui l'englobe. L'espace public est devenu un non-lieu impossible à habiter.

Partager les projets avec les habitants

Partager une idée de ville, accepter et accompagner, voire désirer la réalisation d'un grand ou modeste projet est l'expression de la démocratie. Hommes politiques, élus et professionnels doivent aujourd'hui, bien plus qu'hier, se préparer à partager la conduite des projets avec les habitants et les consommateurs, en se souvenant que le calendrier des élections ne se superpose jamais avec le temps de la fabrique des villes.

Dans cette situation inconfortable où l'architecture se perd dans le design, la forme de la ville devenant négociation permanente, la contestation des habitants une règle et la compétence des maîtres d'ouvrages restant à établir : quel peut être l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme. Sans statuts, sans moyens dans un monde où l'architecture est quotidiennement objet de débats publics médiatiques, les enseignements se sentent totalement abandonnés. L'enseignement n'est toujours pas rattaché à l'université. De récents rapports existent sur la nécessaire professionnalisation des études alors que tout concourt à montrer que c'est par l'organisation, la diversification du programme, de l'urbanisme ou paysagisme, qu'il faut procéder. L'enseignement de l'architecture ne peut pas être réglé

sans qu'un véritable débat s'installe sur la ville à construire, sans qu'une clarification se fasse sur le rôle des différents acteurs de la chose publique.

Où l'architecture saura se ressaisir et participera à l'édification du vide qui sépare ses réalisations ou elle disparaîtra comme discipline autonome pour rejoindre les métiers du bâtiment, du contrôle technique de l'environnement, et de la communication. Pour recréer les conditions d'une architecture responsable, il faut redonner, à la pensée sur la ville, toute son autorité. Les vides, le mouvement, le temps, sont autant de matériaux avec lesquels il faudra réapprendre à composer les bâtiments de demain. La nécessité de l'architecture n'est pas fondée, son origine comme discipline autonome est récente et perçue aujourd'hui comme un supplément d'âme, elle ne peut être légitimée que si elle montre sa capacité à fabriquer les espaces publics de la démocratie.

► Antoine Grumbach est architecte, professeur à l'École d'architecture de Paris-Belleville.

## Le Monde

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311F

---

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile
- « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme
- des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprise
- M. Jacques Lesourne, gérant.

---

Imprimé par la SARL Le Monde  
12, M. Grumbach  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et périodiques : 437  
ISSN : 0595-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

---

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

---

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
221 MD 02

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

\*Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

**Comité de direction :**  
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Gail, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

**Rédacteurs en chef :**  
Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

**Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenzi,  
Philippe Herrmann, Jacques-François Simon**

**Daniel Vernet**  
(directeur des relations internationales)

**Anciens directeurs :**  
Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1960-1982)  
André Laurens (1982-1988), André Fontaine (1988-1991)

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10



# ÉTRANGER

SOMALIE : rappelé à l'ordre par M. Boutros-Ghali

## Le représentant spécial de l'ONU a présenté sa démission

M. Mohamed Sahnoun, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Somalie, a présenté, lundi 26 octobre, sa démission à M. Boutros-Ghali, qui ne l'avait pas encore acceptée mardi matin. Notre correspondant à New-York, Serge Marti, nous indique que, selon certaines sources, M. Sahnoun aurait signifié au secrétaire général que, tout en maintenant sa démission, il était prêt à conserver ses fonctions jusqu'à ce que soit déployé le premier contingent de cinq cents gardes armés pakistais de l'ONUSOM (Opération des Nations unies en Somalie), arrivé en septembre à Mogadiscio pour protéger la distribution de l'aide alimentaire. M. Sahnoun a critiqué à plusieurs reprises le manque d'efficacité de certaines agences des Nations unies (Le Monde daté 9-10 août 1992).

### MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Dans une lettre envoyée il y a quelques jours à son représentant spécial, M. Boutros-Ghali reprochait à ce dernier d'avoir critiqué à plusieurs reprises le rôle joué par les Nations unies en Somalie. L'une des dernières formules par M. Sahnoun — et qu'il a réitérées récemment, à la télévision américaine, au cours de l'émission *Sixty minutes* — a trait à la date à laquelle l'organisation internationale a commencé à se préoccuper de la situation dans ce pays de la corne de l'Afrique. M. Sahnoun estime qu'en intervenant dès le début de la guerre civile, au moment de la chute du président Siyad Barre, c'est-à-dire en janvier 1991, l'ONU aurait pu empêcher le pays de sombrer dans le chaos.

La première résolution du Conseil de sécurité sur la Somalie date du mois de janvier 1992. D'autres ont suivi depuis, dont l'une est à l'origine de l'arrivée à Mogadiscio de cinq cents « casques bleus », seulement, sur les quelques quatre mille qu'il est prévu d'y envoyer. Comme de nombreux observateurs sur place, et particulièrement les représentants des organisations humanitaires,

M. Sahnoun reproche aux divers agents de l'ONU, l'UNICEF excepté, de ne pas se montrer à la hauteur de la situation. Cent cinquante mille personnes environ seraient mortes de faim ou auraient été tuées au cours d'affrontements depuis deux ans, et un million et demi seraient promises à une mort prochaine faute de vivre.

Dans sa lettre, M. Boutros-Ghali estime que M. Sahnoun aurait dû manifester davantage de réserve dans ses déclarations. Il lui reproche aussi d'être un peu trop souvent en Somalie. M. Sahnoun, qui encoit son rôle autrement, déploie beaucoup d'efforts diplomatiques en faveur de la Somalie à l'étranger. Cette manière de faire ne serait pas du goût de certains hauts fonctionnaires des Nations unies à New-York. Agé de soixant ans, diplomate chevronné — il a notamment été ambassadeur d'Algérie à Paris et à Washington — M. Sahnoun est certainement le conseiller le plus averti de la situation en Somalie. Son différend avec le secrétaire général n'est pas une solution au conflit et d'une amélioration du sort de la population.

BERTRAND LE GENDRE

## ALGERIE : multipliant les opérations ponctuelles

### L'armée s'engage directement dans la lutte contre le terrorisme

#### ALGER

de notre correspondant

Engagée dans une « lutte implacable » contre le terrorisme, officiellement attribué aux islamistes, et qui a pris son essor au lendemain de l'instauration de l'état d'urgence au début du mois de février 1992, les autorités locales, un moment désemparées et sur la défensive, marquent, aujourd'hui, des points.

Le rythme des attentats s'est nettement ralenti. Les arrestations d'éléments « subversifs » et le démantèlement de « groupes armés », déjoués par l'ensemble des médias, attestent que les forces spéciales anti-terrorisme sont en ne peut plus actives. Composées de militaires, de gendarmes et de policiers, elles sont placées sous l'autorité du général-major Mohamed Lamari, ancien commandant en chef des forces terrestres, considéré comme un homme à poigne, qui n'a jamais caché son hostilité à l'intégrisme. Ainsi l'armée prend-elle en charge la lutte contre le terrorisme.

Ces unités spécialisées ont été, depuis le début du mois d'octobre, déployées à Alger et dans les agglomérations les plus touchées par la guérilla. Agissant de manière ponctuelle, dotées d'une logistique importante, très mobiles, elles paraissent opérer efficacement aux côtés des brigades anti-émeutes. La lutte anti-terroriste couvre l'ensemble du territoire et ne se limite pas aux grandes villes, dont les faubourgs populaires ont été un vivier extrêmement fécond pour le recrutement des militants de l'ex-Front islamique du salut (FIS), puis du Mouvement islamique armé (MIA).

Plus de 250 « terroristes » ont été arrêtés depuis le milieu de la semaine dernière, parmi lesquels plusieurs « émissaires » (responsables de sections). L'un des plus recherchés, Leulmi Abdenezer, vingt-six ans, a été tué, à Mascara, dans l'ouest du pays, au cours d'un accrochage avec les forces de l'ordre. Selon la presse locale, il serait l'un des adjoints du chef du MIA, Abdelkader Chebbou, jusqu'à présent insaisissable. Celui-ci est vu comme une sorte de Robin des Bois en kamis (tenue islamique) par les sympathisants de l'ex-FIS, qui l'ont gratifié du titre de « général ».

En outre, des « éléments subversifs » se seraient rendus aux forces de l'ordre, demandant à bénéficier

de la « clause de repentance », incluse dans le décret législatif antiterroriste, promulgué au début du mois d'octobre. Cette loi, qui demeure extrêmement sévère, prévoit que, si ces individus font amende honorable avant la fin du mois de novembre, ils ne seront pas poursuivis, sauf s'ils sont coupables de crimes de sang. Bien que peu nombreux, ces redditions semblent en progression constante, sans que l'on sache cependant si elles sont le fait de sans-grade ou d'individus nettement plus impliqués dans le terrorisme.

Malgré ces succès, les autorités algériennes ont le droit de se sentir déçues. La stratégie est claire : multiplier les actions ponctuelles pour décourager les réseaux terroristes et ne pas leur laisser le temps de se reconstituer. Mais, pour que cette stratégie soit efficace, il faut que les forces de sécurité soient capables de mener à bien ces opérations. C'est pourquoi, depuis le début du mois d'octobre, les forces de sécurité ont été renforcées, et les opérations ont été multipliées.

Un hebdomadaire proteste contre la répression en France. — Le directeur de l'hebdomadaire *Libre*, M. Abderrahmane Mahmoudi, a dénoncé, lundi 26 octobre, l'interdiction d'entrée en France, (en vigueur depuis la mi-septembre) de cet hebdomadaire algérien, qui a été des plus forts tirages. Le 26 août dernier, *Libre* libéravaient l'Algérie, ce qui a été interprété comme une provocation. La France était impliquée dans l'attentat meurtrier de l'école d'Alger. — (AFP)

SENÉGAL : trente personnes tuées à proximité du village touristique de Cap Skirring. — Trente personnes ont été tuées, lundi 26 octobre, à Casamance, dans un village de pêcheurs à proximité du centre touristique de Cap Skirring, par un groupe armé d'une vingtaine d'individus qui ont réussi à prendre la fuite, selon des sources sûres à Dakar. Des femmes, des enfants, des policiers et un gendarme figurent parmi les victimes. Les assaillants se réclament du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), qui revendique l'indépendance de cette région méridionale et touristique. — (AFP)

## Libéria : offensive générale contre l'assiégeant

La Force ouest-africaine d'interposition semble prête à « régler le problème » de la rébellion de M. Charles Taylor, qui poursuit le siège de Monrovia

### MONROVIA

de notre envoyé spécial

« Regardez-moi ça ! ». Visiblement excité, un officier nigérian de la Force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG) se précipite sur un maquisard de l'ULIMO pour lui arracher une canette de bière. Un peu plus loin, un autre combattant du Mouvement uni de libération pour la démocratie au Libéria se prépare tranquillement un « joint » de chanvre indien. « Ils ne sont pas nos ennemis », affirme cet officier de l'ECOMOG, qui résume assez bien la réalité de la collaboration qui s'est établie entre les combattants de l'ULIMO et la Force ouest-africaine d'interposition. Les uns et les autres tentent conjointement de reprendre le contrôle de l'immense base de Caldwell, l'ex-quartier général de M. Prince Johnson, au nord de Monrovia, occupée depuis une dizaine de jours par M. Charles Taylor.

Ce lundi 26 octobre, les opérations de « nettoyage » se poursuivent. Une compagnie de soldats nigériens, épaulée par des maquisards de l'ULIMO, enfile pour certains des perruques et barbes d'ambassadeurs, progressant lentement en file indienne à travers les rues de cette immense base où les soldats de Prince Johnson vivaient avec leurs familles. Le sol est jonché de douilles. Une dizaine de cadavres, « des gens de Taylor », précise un combattant de l'ULIMO, se décomposent au soleil. Des jirs sporadiques d'armes automatiques retentissent çà et là. « Il y a encore des poches de résistance », déclare un officier de l'ECOMOG. Rien n'indique pour l'instant que M. Taylor soit prêt à lever le siège de la capitale.

« J'essaie de sauver la nation de l'emprise de ces faus opposés ULIMO », a déclaré sur les ondes de la BBC le président du Front national patriotique du Libéria (FNPL). « Ces opérations se poursuivront jusqu'à ce que nous ayons sauvé le pays », a-t-il averti, en

répétant une nouvelle fois que « l'ECOMOG est une force d'interposition et d'occupation ». Cette interposition a conforté l'état-major de la Force ouest-africaine d'interposition dans sa volonté d'infliger une cuisante défaite au dirigeant rebelle. « Le problème est simple, soupire un officier, soit on procède simplement à Monrovia, soit on règle le problème une bonne fois pour toutes ».

### Situation d'urgence

L'ECOMOG semble avoir opté pour la seconde hypothèse, ce qui expliquerait le bombardement du quartier général de M. Taylor à Gbarnga, jeudi dernier, et le pillage du port de Buchanan, « le port du FNPL », par où transitent les exportations de bois et de caoutchouc. A la suite de cette offensive, les « casques blancs » de l'ECOMOG ont en partie déserté Monrovia pour prendre position à la périphérie de la ville.

Profitant de ce retrait tactique, les ex-soldats du président Samuel Doe (les AFL, Armed Forces of Liberia), cantonnés dans leurs casernes depuis la signature du cessez-le-feu en novembre 1990, se sont déployés en ville. Devant la multiplication des actes de pillage, le gouvernement intérimaire dirigé par le professeur Amos Sawyer a lancé un appel aux AFL et à l'ULIMO pour qu'ils cessent de harceler la population.

Ce cocktail de milices armées qui déambulent tranquillement dans la capitale libérienne n'est pas de nature à rassurer la population, déjà traumatisée par les deux d'artillerie de ces derniers jours. Une file ininterrompue de réfugiés, avec des valises, des matelas sur la tête, s'étire le long du boulevard Tubman qui mène au centre de Monrovia, un réduit de quelques kilomètres carrés coincé entre l'océan et les marécages, les habitants des quartiers de Congo-Town

et de Sinkar ont été réveillés à l'aube par des roquettes tirées par les hommes de M. Taylor. Trois obus sont tombés à proximité de la piste du petit aéroport de James Spriggs-Payne, le seul encore ouvert. D'autres projectiles se sont abattus sur une zone habitée. Cinq personnes ont été tuées et le quartier s'est alors vidé. Depuis dix jours, la population a quitté les faubourgs nord et sud-est de la capitale, théâtres d'affrontements entre la Force ouest-africaine d'interposition et « les freedom fighters » (combattants de la liberté) du FNPL, pour se réfugier au centre de Monrovia.

Vingt-neuf mille personnes, selon les Nations unies, sont rassemblées dans des camps, essentiellement des écoles. Cent cinquante mille autres s'entassent chez des parents ou des amis. « C'est une situation d'urgence », reconnaît M. Juhan Heffnick, le coordinateur de Médécine sans frontières-Belgique. L'organisation se prépare à mettre en place un programme de distribution d'eau. L'approvisionnement de la capitale en eau est la préoccupation majeure des organisations non gouvernementales (ONG) et des fonctionnaires de l'ONU. La station de pompage de Monrovia, ne fonctionne plus depuis l'attaque du FNPL. « Si l'on arrive à la saison sèche ainsi, ce sera une catastrophe majeure », redoute M. Karl Tinsman, le coordinateur de l'UNICEF.

JEAN-KARIM FALL

TOGO : grève générale très suivie. — La grève générale de trois jours, déclenchée lundi 26 octobre au Togo par l'opposition démocratique pour protester contre le coup de force militaire de la semaine dernière (Le Monde du 24 et 25-26 octobre), a été massivement suivie dans le pays. Seules les villes du nord, de Lomé, de l'Etat, le général Gossangbé Eyadéma, n'ont pas participé au mouvement. — (AFP)

### AFRIQUE DU SUD

## Regain de violence dans la province du Natal

### JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le chef de l'Etat a appelé M. Nelson Mandela, le président du Congrès national africain (ANC), et M. Mangosuthu Buthe, le chef de l'Inkhata, parti conservateur à dominante zouloue, à se rencontrer « aussi vite que possible », pour tenter de « mettre fin à la violence qui sévit entre leurs partisans ». Le président De Klerk a estimé, lundi 26 octobre, que les massacres commis pendant le week-end dans la province du Natal (Le Monde du 27 octobre) constituaient « une sérieuse menace contre le processus de négociations ».

Au moins trente personnes ont été tuées près de Folweni, au sud-ouest de Durban. Dans la plus meurtrière de deux attaques, samedi, vingt personnes ont été tuées et vingt-sept autres blessées, par une quinzaine d'hommes armés de fusils d'assaut, à Umbumbulu. Selon les premières hypothèses formulées par la police, il pourrait s'agir d'une vengeance, au lendemain de l'assassinat de six membres de l'ANC dans la région.

M. Mary De Haas, une anthropologue de l'université du Natal, à Durban, chargée d'étudier la violence dans la province, a comparé la région à « un volcan prêt à entrer en éruption ». Elle a indiqué, lundi, qu'elle recevait régulièrement des informations confirmant « une activité paramilitaire croissante ». Elle a également affirmé être en possession de rapports sur « une troisième force » dont les éléments infiltrés dans les bandes de jeunes armés se réclament de l'ANC.

Selon cette anthropologue, dont les propos ont été rapportés, mardi, par le très sérieux quotidien *Business Day*, des militants de l'organisation néo-raciste ANB sont employés dans les forces de sécurité locales, et la violence a été volontairement « rapatriée » des townships proches de Johannesburg vers le Natal, d'où elle avait essaimé dans le reste du pays, en août et septembre 1990.

FREDERIC FRITSCHER

## PROCHE-ORIENT

Après la mort de cinq de ses soldats

## Israël a riposté avec force au Liban sud

La Syrie, par la voix du chef de sa délégation aux négociations de paix à Washington, a démenti, lundi 26 octobre, toute implication dans les attaques qui ont provoqué la mort de cinq soldats israéliens au Liban sud, dans la « zone de sécurité » occupée par Israël. « L'occupant est responsable de ce qui se passe dans les régions qu'il occupe », a déclaré M. Mouaffak Al Alai. De son côté, le porte-parole du quasi d'Orsay a dénoncé, « une fois encore, les actes de violence qui vont à l'encontre de la volonté de faire progresser la négociation ».

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Intervention de l'artillerie, de l'aviation et de la marine israélienne au Liban sud, salves de katyushes sur la Galilée. Ce scénario devenu presque trop classique vient encore d'être mis en œuvre après l'attaque d'un convoi militaire dimanche, dans la « zone de sécurité » occupée par l'Etat hébreu au Liban sud, au cours de laquelle cinq soldats israéliens ont trouvé la mort.

Jusqu'au 19 cet enchaînement de la violence ? Car les représailles israéliennes au Liban sud contre des positions du Hezbollah pro-iranien ont eu pour conséquence, mardi 27 octobre, à l'aube, une contre-offensive des tirs de katyushes (roquettes) sur la ville-frontière israélienne de Kyrat-Shmonah, qui ont fait un mort et cinq blessés.

Il y a une dizaine d'années, cette localité avait été la cible de multiples attaques de roquettes. Et c'est en invoquant le oom de Kyrat-Shmonah que, depuis lors, l'Etat juif a eu recours à toute une panoplie de mesures militaires au Liban sud

pour protéger la Galilée. Ces tirs ont d'autant plus choqué les Israéliens que la victime en est un émigrant de quatorze ans, originaire de l'ex-URSS, venu s'installer ici avec sa famille, il y a deux ans.

Le commandant du secteur, le général Itzhak Mordechai, a aussitôt déclaré que « l'Etat s'emploiera à ramener le calme ». Mais, pour parvenir à cet objectif, un deuxième échelon devra peut-être être franchi dans l'escalade des représailles. Ainsi, à toutes fins utiles, l'armée israélienne continue de renforcer ses effectifs le long de la frontière libanaise.

### La Syrie mise en cause

Lundi déjà, l'artillerie et l'aviation avaient bombardé plusieurs positions chérites au Liban sud, et trois vedettes de la marine avaient pillonné le camp de Nahr Al-Bared, à une quinzaine de kilomètres de la frontière syrienne. Comme l'avait annoncé le chef d'état-major, le général Ehud Barak, « c'est le Hezbollah, responsable direct de l'attaque du dimanche au Liban sud, qui devra payer le prix fort ».

Bien que la Syrie ait été aussi nommément mise en cause par les dirigeants israéliens pour avoir « laissé faire le Hezbollah », le premier ministre a tenu, dans un discours prononcé, lundi, devant la Knesset, à ne pas envenimer les choses avec Damas au moment où les négociations de paix continuent à Washington. M. Itzhak Rabin a souligné qu'il était toujours prêt « à poursuivre avec les Syriens les pourparlers sur un retrait partiel du plateau du Golan ». Il a profité pour inviter les Palestiniens à saisir la chance de ces discussions, dont le groupe parlementaire du Likoud a demandé la suspension : « Si vous continuez dans la voie de la violence, les a-t-il prévenu, vous en subirez les conséquences et votre sort sera amer. » — (Interim)

CLAUDE HAGÈGE

LE SOUFFLE DE LA LANGUE

VOIES ET DESTINS DES PARLERS D'EUROPE

EDITIONS ODILE JACOB

288 p. 130 F

## ou culte ?

## Bon appétit, messieurs...

par Jean-Jacques Dupeyron

Il y a quelques mois, M. B... a installé la commission de mesures anti-régulation. En fait d'une longue liste, ladite commission a été confiée la tâche de contrôler les dépenses des parlementaires. Ce qui n'a pas empêché M. B... d'être élu député.

### de l'éthique

Il y a une semaine, un député a été élu. L'annonce de son élection a été faite par un communiqué de presse. Le communiqué mentionne que le député a été élu par les électeurs de la circonscription.

La droite, en effet, ne peut être qu'inconsciemment réfractaire à toute transparence qui mettrait en évidence les sources parasites de certaines ressources. Mais les socialistes ? Dans l'état où les socialistes sont, on peut se demander qu'ils auront-ils la même attitude ?

Il y a une semaine, un député a été élu. L'annonce de son élection a été faite par un communiqué de presse. Le communiqué mentionne que le député a été élu par les électeurs de la circonscription.

### Nécessaire transparence des revenus

Pour faire échec au chaos, il faut une transparence des revenus. C'est la seule manière de lutter contre le terrorisme.

### ide

Le Monde

Le Monde

### Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde



## EUROPE

ALLEMAGNE : dans un discours devant le congrès de la CDU

### Le chancelier Helmut Kohl a appelé le pays à de nouveaux sacrifices

Le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, a été réélu à la tête du Parti chrétien-démocrate (CDU), dont le congrès s'est ouvert à Düsseldorf, lundi 26 octobre. Alors que le ministre de la défense, M. Volker Rühe, était donné favori pour devenir l'un des vice-présidents du parti, le congrès lui a préféré M. Heinz Eggert, un pasteur originaire de l'ex-RDA. M. Kohl a appelé les Allemands à accepter des sacrifices, en affirmant que « l'heure de vérité » pour le pays est arrivée. Il a également évoqué l'éventualité d'un « état d'urgence » si l'immigration de diminue pas.

DÜSSELDORF

de notre envoyé spécial

Les temps sont durs pour le chancelier Helmut Kohl et son Parti chrétien-démocrate. Le congrès de la CDU s'est ouvert, lundi 26 octobre à Düsseldorf, le jour même où les cinq grands instituts économiques d'Allemagne confirment dans leurs prévisions bi-annuelles la baisse de la croissance dans l'ouest de l'Allemagne. Deux ans après la réunification allemande, les problèmes augmentent plutôt qu'ils ne diminuent. L'est du pays s'enfonce dans un cycle de désindustrialisation, de chômage, et de violence qui pèse sur le climat politique général et ne laisse plus de portes de sortie pour cacher les difficultés.

Fouté par la tempête, le congrès s'est cabré au cours de sa journée d'ouverture contre le mauvais sort en élisant parmi les quatre vice-présidents du parti l'outsider surprise venu de l'est brouiller la belle ordonnance de la grand-messe de Düssel-

dorf. Le nouveau héros chrétien-démocrate est le ministre de l'intérieur de l'ex-RDA, M. Heinz Eggert. Des quatre élus, il a réalisé le meilleur score, il s'est offert le luxe de renvoyer dans l'antichambre le cinquième candidat, le ministre fédéral de la défense, M. Volker Rühe, la figure montante du parti. M. Rühe, qui est l'un des deux dauphins actuels du chancelier Kohl, a donc vu son ascension freinée.

Mais l'ancien pasteur de la petite ville saxonne d'Oybin avait su, lors de la présentation des candidats, susciter l'enthousiasme des délégués par un discours combatif, un parler vrai qui a réveillé le congrès. Les chrétiens-démocrates qui ont toute les peines du monde à maintenir leur audience à l'est de l'Allemagne, où ils font les frais de toutes les déceptions de la réunification, n'avaient plus d'eux qu'à pour leur nouvelle vedette.

Anti-apparatchik par excellence, M. Eggert, âgé de quarante-huit ans, est l'un des victimes les plus connues de la Stasi. L'ancienne sécurité d'Etat est-allemande avait tenté de se débarrasser physiquement de ce pasteur déjà embarrassé, chargé des jeunes, en le rendant fou. Après lui avoir provoqué, par injection, une grave intoxication dont il avait failli mourir, il avait été « pris en charge » par des médecins complices de la Stasi qui lui administraient des traitements le rendant hors d'état de faire quoi que ce soit. Il avait sauvé sa vie, presque par hasard, en décidant brusquement de cesser de prendre les médicaments qui lui étaient prescrits.

Après la réunification, M. Eggert, qui n'est entré au Parti chrétien-démocrate qu'à la fin de 1990, avait été élu dans sa région comme conseiller d'arrondissement. C'est à ce poste que ce battant avait été repéré par le ministre-président de l'ex-RDA qui l'avait fait venir à ses côtés

comme ministre de l'intérieur après que le titulaire du poste eut été démasqué comme ancien informateur de la Stasi. Dans ses nouvelles fonctions, il a gardé l'habitude d'aller rencontrer les gens pour discuter, ce qui lui vaut une grande popularité dans sa région. Avec lui, la CDU dispose désormais d'une « figure d'intégration » à l'est qui peut rivaliser avec le ministre-président de Brandebourg, M. Manfred Stolpe.

L'heure de vérité

Les difficultés économiques et la réunification ont dominé d'emblée un congrès qui avait pourtant été surtout prévu pour mobiliser le parti sur le thème de la construction européenne et de l'après-Maastricht. La dégradation du climat politique et économique interne ne permettait pas de s'en tenir aux objectifs initiaux. Le chancelier Kohl avait été le premier à le sentir en annonçant, au cours de son discours inaugural, lundi matin, que « l'heure de vérité » était venue et que le pays devait maintenant sérieusement s'apprêter à des sacrifices.

Longtemps accusé d'avoir trompé l'opinion publique en sous-estimant les coûts de la réunification, le chancelier était passé à la contre-offensive à la veille du congrès en faisant annoncer que contrairement à tout ce

qui avait été promis jusqu'à là, il fallait s'attendre maintenant à des augmentations d'impôts, à un allongement du temps de travail et une limitation des coûts sociaux, afin de surmonter la charge de la « montagne de dettes léguée par l'ex-RDA », soit au total « 400 milliards de Deutsche Marks ». « Nous sommes aujourd'hui, a poursuivi M. Kohl, que l'héritage du régime communiste est plus lourd que ce que quiconque pouvait imaginer (...). Nous nous trouvons aujourd'hui au milieu d'un dramatique bouleversement. » Pour le moment, les augmentations de recettes fiscales sont prévues à partir de 1995, mais le chancelier n'a pas exclu qu'elles puissent intervenir avant, si la situation l'exigeait.

Selon le chef du gouvernement de 4 % à 5 % du produit national brut de l'Allemagne devrait être consacré annuellement « à la reconstruction de l'Allemagne de l'Est ». Evoquant également dans son discours l'affilié massif des demandeurs d'asile, M. Helmut Kohl a estimé que l'Allemagne avait « dépassé la limite » de ce qu'elle pouvait supporter : « Si nous n'agissons pas, nous écopons le risque d'une grave crise de confiance dans nos États démocratiques et même, oui, d'un état d'urgence. »

HENRI DE BRESSON

La croissance ne dépasserait pas 0,5 % en 1993. - Les cinq grands instituts de conjoncture allemands, que l'on appelle outre-Rhin les « cinq sages », ne sont pas optimistes. Dans leurs prévisions d'automne publiées mardi 27 octobre, ils estiment que la croissance économique dans la partie ouest de l'Allemagne ne sera que de 1 % cette année et de 0,5 % en 1993. Dans la partie est du pays, le PIB (produit intérieur brut) augmenterait

de 7 % l'année prochaine après 5,5 % cette année. Les « cinq sages » - le DIW de Berlin, le HWVA de Munich, l'Institut d'économie de l'université de Kiel, l'Institut Ifo de Munich et l'Institut d'études économiques de Rhénanie-Westphalie - estiment que l'inflation dans la partie ouest du pays atteindra 4 % cette année et 3,5 % l'année prochaine, mais 4,5 % en 1993, après 3,5 % en 1992 pour l'ensemble du pays.

GRANDE-BRETAGNE : avant le débat sur la ratification du traité de Maastricht

### La crise s'amplifie dans les rangs conservateurs

LONDRES

de notre correspondant

Confusion et incertitude régnaient, lundi 26 octobre, dans les milieux politiques de Londres, alors que la crise au sein du parti conservateur prenait de l'ampleur. En faisant peser la menace de l'irrésistible de nouvelles élections en cas de non-ratification du traité de Maastricht par le Parlement, le premier ministre a pris de court de nombreux membres du gouvernement, ainsi que la direction de son propre parti.

Abasourdi par cette annonce, de nombreux « barons », ainsi que les groupes de pression du parti tory, se sont efforcés de convaincre le gouvernement de battre en retraite. L'entourage du premier ministre s'est cependant refusé à démentir que M. Major ait l'intention de lier son sort, voire celui de son gouvernement, au vote de la Chambre des communes sur le traité.

Le débat « d'orientation », qui doit avoir lieu mercredi 4 novembre, avait été promis l'été dernier, peu après la « non » donnée à la ratification du traité européen. En confiant à cette discussion générale une valeur politique qu'elle n'avait pas, le premier ministre poursuivait un double objectif : d'une part, faire plier les « euro-sceptiques » et restaurer son leadership ; d'autre part, convaincre les partisans de la Grande-Bretagne que celle-ci ne profite pas des incertitudes danoises pour temporiser à propos de son propre vote de ratification.

Selon toutes les apparences, le résultat de cette stratégie se révèle désastreux : loin d'être raffermie, l'autorité de M. Major est de plus en plus menacée, et son propre remplacement fait partie des scénar-

ios ouvertement évoqués à Westminster. L'hypothèse d'un vote hostile des travaillistes sur la motion discutée lors du débat de la semaine prochaine paraissant se confirmer, il suffirait alors que trente et un députés conservateurs « euro-sceptiques » refusent de suivre le gouvernement pour provoquer sa défaite. La menace d'élections générales est cependant moins sérieuse qu'il n'y paraît, dans la mesure où le premier ministre ne peut pas demander à la souveraine de dissoudre la Chambre s'il ne dispose pas du soutien - improbable - de son parti.

Pour éviter la crise politique qui se profile, les pressions se multiplient pour obliger M. Major à abandonner sa position intransigente : l'échappatoire consisterait à voter de sa substance politique la motion parlementaire qui doit être débattue le 4 novembre : c'est-à-dire de toute référence au traité de Maastricht.

LAURENT ZECCHINI

ITALIE : une quinzaine d'arrestations dans une affaire de corruption à Tescano. - Une quinzaine de responsables politiques et d'entrepreneurs de la région de Florence ont été arrêtés, lundi 26 octobre, dans le cadre d'une enquête sur la construction d'une digue sur un affluent de l'Arno, a indiqué la police italienne. L'ancien président de la région de Toscane, M. Marco Marucci, « valeur montante » du PDS (ex-PCI), figure parmi les personnes interrogées. Il s'agit d'une nouvelle étape dans la vaste opération « mains propres » que les magistrats italiens ont lancée à travers toute la Péninsule. - (AFP)

## TADJIKISTAN

### Plusieurs centaines de morts à Douchanbe

DOUCHANBE

de l'envoyé spécial de l'AFP

A l'issue d'un week-end de combats dont le bilan, selon des estimations locales, serait de plusieurs centaines de morts, les forces gouvernementales du Tadjikistan s'employaient, lundi 26 octobre, à réduire la résistance de tireurs embusqués à la périphérie de la capitale. De nombreux cadavres gisaient encore dans les couloirs du Parlement et du palais présidentiel, que les forces rebelles procommunistes, au pouvoir dans plusieurs régions du pays, avaient occupé samedi. Des journalistes auraient aperçu sur la place du Parlement des camions remplis de corps, sans qu'il soit possible d'identifier leur appartenance à tel ou tel camp.

Des fumées noires s'élevaient au-dessus d'un quartier nord de la capitale, un de ceux où des tir se faisaient encore entendre lundi. Parmi les forces procommunistes, dont le gros aurait été bloqué aux entrées d'une région au sud-ouest de Douchanbe, se trouvait un commandement gouvernemental.

Le Parlement et le palais présidentiel sont très endommagés, les immeubles situés à proximité ont les vitres brisées, les murs sont criblés de balles et des mares de sang séché maculaient encore les rues du centre-ville. Mais les habitants

ont commencé à sortir pour se ravitailler et s'informer. Les boulangeries ont été réapprovisionnées. Dans les rues, seuls circulent cependant des blindés et des véhicules chargés de combattants. Des familles, redoutant un nouvel essai, se réfugièrent chez des parents à la campagne.

Une issue politique du conflit semblait lundi des plus improbables. Des forces procommunistes ont certes quitté leurs positions du centre-ville dimanche soir, sous la protection de blindés russes, mais il est difficile de dire si ce retrait est le résultat d'un accord avec le gouvernement « démocratique » et « islamiste », ou de la défaite militaire des insurgés qui n'ont pas reçu les renforts espérés. Le chef des rebelles, l'ex-président du Parlement Safarali Khendjaev, aurait été « grièvement blessé », dimanche soir, lors du retrait, selon une agence russe. Il avait auparavant conclu un accord avec le président en exercice Akbarcho Iskenderov, dans une garnison russe, convoquée au Parlement, exigée par les procommunistes et prévue par cet accord, semblait lundi improbable. Les unités de la 201<sup>e</sup> division russe qui gardaient les locaux de la télévision, ont commencé à se retirer lundi soir, a-t-on constaté sur place. Ils continuèrent toutefois de garder l'aéroport, aux côtés de combattants des forces gouvernementales.

MINA RAD

### Des réfugiés de l'ex-Yougoslavie « en danger de mort »

Soin de la première page

Mais je sais que le principal problème, c'est de se chauffer et de trouver du combustible pour l'hiver. J'ai discuté avec les représentants du gouvernement yougoslave et aussi avec la population. La presse et les autorités serbes ont tout fait pour convaincre les Serbes qu'il y avait un complot - venant notamment de la Communauté européenne - contre la Yougoslavie. Seuls les Serbes qui ont une conscience politique plus développée et les intellectuels ont une vision de la réalité plus objective et moins manipulée. Le poids des sanctions qui pèse sur la Serbie a ses causes. L'embargo est dû à la politique inadmissible des autorités serbes.

Quel rôle pourraient jouer les pays occidentaux ? Faut-il envoyer sur place une aide humanitaire ou faire venir les réfugiés menacés de mort dans des familles d'accueil ?

L'un et l'autre. L'estime que les personnes en danger de mort qui viennent de sortir des camps ou qui se trouvent dans des centres comme celui de Trnopolje, il faut les accueillir dans nos pays et les faire sortir. C'est un faux dilemme que de dire que ce type d'action contribue à la politique de purification ethnique.

Avant tout, il faut faire un choix et ne pas s'en laver les mains. Ce n'est qu'un théorème que l'on peut parler d'une forme de participation à la purification ethnique. La réalité, c'est qu'il faut sauver ces gens de la mort certaine qui les attend s'ils restent dans les camps.

Cela n'empêche pas d'acheminer une aide humanitaire pour les réfugiés qui ne sont pas en danger de mort mais qui ont besoin de tout car ils ont tout perdu. Je pense par exemple à Trnopolje, où se trouvent 14 000 réfugiés. Il faudrait leur construire des maisons, même si c'est du provisoire, faire parvenir de la nourriture, des vêtements, tout ce qui leur manque. Ces deux types d'action doivent être coordonnés. Et enfin, il faut prendre conscience que c'est urgent, très urgent. Dans l'un et l'autre cas, il faut agir vite. D'après ce que je sais, la Croix-Rouge internationale ne sait pas où envoyer les réfugiés. Je suis sûr que beaucoup de familles en France et ailleurs seraient prêtes à les accueillir. L'association Equilibre mène une action qui va dans ce sens. Il faut aider ces organisations et leur donner la possibilité de transporter les réfugiés.

Pensez-vous que la retour

### Les détenus libérés des camps de Bosnie attendent des pays d'accueil

Après s'être indignés tout l'été à propos du traitement infligé aux détenus dans les camps de Bosnie, après s'être engagés - lors de la conférence de Londres en août, puis lors du sommet des pays européens à Birmingham - à accueillir au moins temporairement ceux qui seraient libérés, les États occidentaux ne se pressent pas outre mesure pour prendre les « dispositions techniques » nécessaires. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a de nouveau lancé, lundi 26 octobre, à Genève un appel pressant à la communauté internationale pour qu'elle ouvre ses portes aux milliers de détenus qui attendent d'être évacués des camps, où nombre d'entre eux ont été victimes de terribles traitements et de torture. Plus rapides que les pays de la Communauté, les États-Unis ont annoncé lundi qu'ils étaient prêts à recevoir 1 000 de ces anciens détenus. La Suisse a pris des dispositions pour en accueillir 208 autres qui y arriveront jeudi. D'au-

tre pays ont fait connaître au HCR leurs intentions chiffrées : Finlande (150), Italie (100), Norvège (100), Nouvelle-Zélande (50), Danemark (150 à 200).

Mais, souligne le HCR, ce sont des milliers de prisonniers qui peuvent regagner leur région d'origine en Bosnie en raison de la guerre et des pratiques de « purification ethnique » qui continuent de dépeupler les camps faits de pays d'accueil. Le Comité international de la Croix-Rouge, qui projetait de s'évacuer lundi quelque 5 000 détenus à la fin de septembre, a dû repousser cette opération d'une semaine (le Monde daté 25-26 octobre).

Au ministère français des affaires étrangères, on indiquait mardi que les engagements pris n'étaient « pas perdus de vue », mais qu'on n'avait encore arrêté ni le nombre de détenus, ni la date de leur accueil, ni leur statut, ni les modalités de financement de l'opération.

C. T.



des réfugiés dans leurs villages sera un jour possible ?

« On doit avant tout leur garantir le droit au retour. Dans la déclaration qu'ils ont signée, Dobrica Cosic, le président yougoslave, et Franjo Tudjman, son homologue croate, affirment qu'ils n'acceptent pas les conséquences de la purification ethnique. Les réfugiés qui réussissent à partir doivent recevoir la garantie des autorités internationales de pouvoir revenir chez eux lorsqu'ils le souhaiteront. Mais il est certain qu'actuellement c'est impossible. »

Vous avez rencontré à Sarajevo les représentants de la communauté juive. Combien sont-ils aujourd'hui ?

Il reste 800 juifs à Sarajevo alors qu'ils étaient 14 000 avant la guerre. Ils tiennent une synagogue qui, une fois par jour, offre un repos. Ils sont respectés par toutes les forces en présence et, pendant le week-end, ils ont la possibilité de sortir de leurs abris. En ce sens, leur situation est particulière. Mais je dois ajouter qu'ils sont extrêmement angoissés et qu'ils ont perdu l'espoir d'être un jour sauvés. Et s'ils ne l'ont pas perdu, ils sont en passe de le perdre. Cela ne concerne pas uniquement la communauté juive. Le garde de Sarajevo une impression très triste car j'ai rencontré, lors de ma deuxième mission, les mêmes personnes que j'avais vues au mois de septembre. Elles étaient en très mauvais état physique, amaigries et affaiblies. Moralement, j'ai senti que ces gens étaient en train de perdre espoir. L'aide du reste du monde, ils n'y croient plus et ils savent Sarajevo perdue.

La Communauté européenne aurait-elle pu, à votre avis, éviter ce désastre ?

Je ne veux pas me mettre dans la peau de l'accusateur, mais j'es-

time qu'il faut appliquer les accords de manière conséquente. En particulier, ceux qui portaient sur l'arrêt des bombardements d'artillerie sur Sarajevo, et sur une autre ville du nom de Jajce. Ces accords doivent être appliqués avec plus de rigueur. Ensuite, il faut aider les gens. Je viens de recevoir un télégramme de Jajce qui est encerclé par des forces irrégulières serbes. Les habitants de Jajce me lancent un appel à l'aide et me demandent d'envoyer 4 000 « casques bleus » de la FOR-PRONU.

Les structures de l'ONU ne vous semblent-elles pas trop rigides et trop peu efficaces ?

Les structures de l'ONU sont certainement très lourdes et très compliquées. Elles ne sont en outre pas toujours adaptées aux conditions exceptionnelles de la situation yougoslave. Ces structures sont nées durant la période de la guerre froide et ne sont pas adaptées aux conflits actuels comme la guerre dans l'ex-Yougoslavie. La leçon très souvent est il n'arrive de ne pas me sentir soutenu et de ne pas recevoir l'aide qui me semble indispensable.

Allez-vous collaborer à l'enquête menée par l'ONU sur les crimes de guerre ?

Oui. Je vais travailler en étroite collaboration avec cette commission d'experts et tous les documents qui sont en ma possession lui seront accessibles. Nous venons d'ailleurs de dévaler l'existence très probable d'un charnier près de Vukovar.

Propos recueillis par ELISABETH KULAKOWSKA

### Mort d'Ante Ciliga ancien dirigeant du PC yougoslave

Nous apprenons la mort à Zagreb d'Ante Ciliga, ancien dirigeant du Parti communiste yougoslave. Il était âgé de quatre-vingt-quatorze ans.

Ante Ciliga avait connu une certaine célébrité dans les années 30, l'année, d'ailleurs, du Parti communiste yougoslave, qu'il représentait à Moscou. Il avait été arrêté sur ordre de Staline et interné dans ce que l'on appelait alors un « travail politique ». C'était l'époque où les prisonniers appartenant au « mouvement ouvrier » (travailleurs, socialistes, sociaux-démocrates, etc.) avaient souvent droit à un statut spécial. Ciliga fut ensuite déporté en Sibérie puis exilé. Il écrivit sur son expérience un livre remarquable, le pays du grand message, publié à Paris en 1938, réédité après la guerre sous le titre Le pays du message décevant.

Pendant la guerre, Ante Ciliga combattit de nouveau les camps de concentration, mais cette fois dans la « Voie des Ombres ». Il avait vécu depuis en exil en France et en Italie, avant de retourner en Croatie après la proclamation de l'indépendance.

L'ALBUM 92  
**Le Monde**  
**PLANTU** est paru  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## EUROPE

TURQUIE : les séparatistes ayant « accepté les conditions du Parlement kurde »

### Les combats sur le territoire irakien entre les peshmergas et le PKK ont été suspendus

Les affrontements entre peshmergas kurdes irakiens et combattants turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été suspendus, lundi 26 octobre, les séparatistes ayant « accepté les conditions du Parlement kurde », a annoncé l'AAP, citant des sources kurdes irakiennes. Le PKK aurait eu jusqu'à mardi midi pour quitter la région ou se rendre. De son côté, l'agence (turque) semi-officielle anatolienne a affirmé lundi que les forces de sécurité turques combattaient désormais la totalité de la vallée de Hakkari, où le PKK avait installé un quartier général. Selon des peshmergas de retour de la zone des combats, un couloir aurait cependant été élargi entre les lignes kurdes irakiennes pour permettre aux membres du PKK de s'échapper vers l'Iran.

ISTANBUL

de notre correspondant

Trois semaines après le début de leur offensive contre le PKK, les peshmergas avaient lancé un nouvel assaut, dimanche 25 octobre, pour tenter de déloger les mille combattants à deux mille séparatistes encore installés en territoire irakien, dans la vallée de Hakkari, près de la frontière iranienne. Parallèlement, les troupes terrestres des forces de sécurité turques — cinq mille hommes des troupes de commando, selon la presse turque — avaient poursuivi leur avance en territoire irakien, appuyées par les bombardements des avions de combat et des hélicoptères de l'armée de l'air.

« La Turquie est en train d'assumer une responsabilité majeure », a déclaré le ministre turc de l'Intérieur, M. Süleyman Demirel, ajoutant que l'offensive continuerait « jusqu'à ce que les forces de sécurité décident qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre les opérations ». M. Demirel a cependant affirmé que la Turquie n'avait aucune intention de créer une zone de sécurité au nord de l'Irak. Depuis jeudi dernier, les bombardements aériens sur l'Irak s'étaient intensifiés, à la fois dans la zone de Hakkari et dans le triangle de Hakkari pour terminer ce que les autorités turques appellent le « nettoyage » des camps du PKK dans ces zones avant l'arrivée de la neige et verrouiller les frontières afin d'empêcher la fuite vers la Turquie des militants séparatistes chassés par les peshmergas. « Il n'est pas facile de porter un coup décisif au PKK, admet un haut fonctionnaire turc. Ce n'est pas une armée régulière, ils se dispersent et se regroupent. »

Les peshmergas qui, selon des sources diplomatiques, se rendent au

NICOLE POPE

La préparation de la dissolution de la Fédération

### Prague et Bratislava ont signé un accord sur l'union douanière

PRAGUE

de notre correspondant

Les premiers ministres tchèque et slovaque, MM. Václav Klaus et Vladimír Mečiar, ont signé, lundi 26 octobre à Javorina (Slovaquie), un mémorandum prévoyant la création d'une union douanière tchéco-slovaque et une coopération économique étroite entre les deux Républiques après la dissolution de la fédération, le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Ce document, qui répartit également entre Prague et Bratislava les quotas d'exportation vers les pays de la Communauté européenne, devra encore être ratifié par les deux Parlements avant la fin de l'année.

Le document sera remis, mercredi 28 octobre, par les premiers ministres tchèque et slovaque, au chef du gouvernement britannique, M. John Major, lors d'une rencontre à Londres des dirigeants de la Communauté européenne et du triangle de Visegrád (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie). La signature du mémorandum est intervenue à l'issue d'une réunion de deux jours des deux gouvernements dans les Hautes-Tatras slovaques. Les cabinets de Prague et Bratislava, qui ont approuvé quinze projets d'accords bilatéraux

MARTIN PLICHTA

## AMÉRIQUES

### Les Canadiens repoussent la réforme constitutionnelle

Suite de la première page

Une analyse plus fine du scrutin confirme ce verdict : les Québécois francophones ont voté « non » à 65 % alors que les anglophones ont opté à 85 % pour le « oui ». Dans cette atmosphère de kermesse, M. Parizeau n'a aucun mal à s'attacher un franc succès. Accueilli par un orchestre assourdissant au milieu des vivats et dans la fumée de feux de Bengale, le dirigeant péquiste, chef de l'opposition provinciale, a du mal à contenir son émotion.

C'est un peu la revanche sur le référendum perdu de 1980.

Prince-Edouard, par les dix premiers ministres provinciaux, le gouvernement fédéral et les représentants des Indiens.

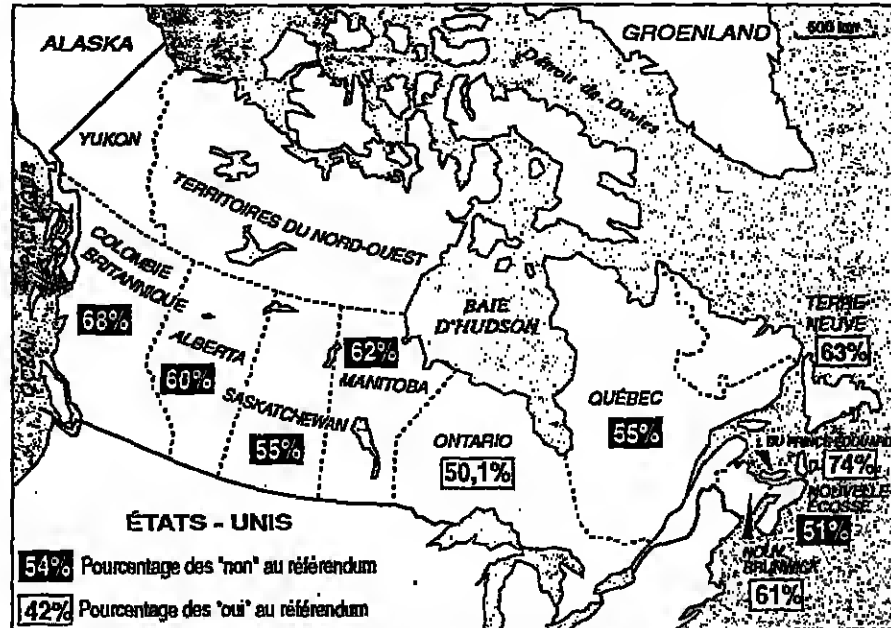
On comprend la tristesse du premier ministre québécois, M. Robert Bourassa (libéral, pro-fédéraliste), qui a admis lundi soir sa défaite. Il a rendu hommage, avec un air-play qui lui fait honneur, au travail accompli par M. Parizeau, son vif adversaire.

« La population du Québec a refusé les offres (du gouvernement fédéral). Je respecte cette décision. L'entente [de Charlottetown] nous paraissait cependant acceptable. Elle reconnaissait pour la première

un nombre appréciable de sièges aux prochaines élections fédérales, aux dépens des conservateurs au pouvoir.

Même l'Ontario, la principale province anglophone, a déçu les espoirs de M. Mulroney. Le « oui » l'a emporté, mais d'extrême justesse (50,1 %). Seules les trois provinces maritimes de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick et de l'Île du Prince-Edouard ont répondu « oui », par respectivement 63 %, 61 % et 74 % des suffrages. La Nouvelle-Écosse a dit « non » par 51 % des voix.

La classe politique canadienne est, en fait, la grande perdante de ce référendum qui met fin, pour des mois et peut-être des années, aux efforts destinés à réformer la Constitution de 1867. Les Indiens, auxquels était accordée pour la première fois une véritable voix au



« Soyons fiers, ensemble, ce soir. Cette solution [la réforme constitutionnelle] n'était pas dans l'intérêt du Québec. Elle devait être rejetée. Cette fois-ci, on a dit ce qu'on ne voulait pas. La prochaine fois on dira ce que l'on veut », lance-t-il, déclenchant un tonnerre d'applaudissements.

M. Parizeau fait évidemment allusion à l'indépendance, que son parti prône depuis la « souveraineté », puisqu'il est assorti du maintien des liens économiques avec le reste du Canada. Mais, dans l'immédiat, il veut surtout faire vibrer la corde sensible du nationalisme québécois, défensive par essence. Le référendum proposé par Ottawa a souvent été perçu ici, à tort ou à raison, comme une menace contre l'identité québécoise. M. Parizeau se fait l'écho de ce sentiment lorsqu'il affirme : « Nous sommes vaccinés contre la peur. On va pouvoir désormais définir notre avenir sans qu'on nous fasse peur. »

La peur d'être engloutis dans un Canada majoritairement anglophone, dans lequel la proportion des francophones s'amenuise inexorablement au fil des ans ? Sans doute. La réforme constitutionnelle visait pourtant précisément à définir enfin, et à préserver, le statut du Québec en tant que « société distincte ». Elle garantissait aussi à la Belle Province, pour toujours et quoi qu'il arrive, un quart des sièges à la Chambre des communes d'Ottawa, de même que quelques pouvoirs « exclusifs ».

#### « D'autres décisions importantes à prendre »

Elle inscrivait enfin dans la Constitution ce qui n'est qu'une coutume en donnant un caractère obligatoire à la présence de trois Québécois à la Cour suprême fédérale, qui ne compte que neuf membres.

La réforme aurait donc fixé les règles du jeu entre le Québec et le reste du pays. Le « non » des Québécois met tout par terre puisqu'il suffisait, pour faire échouer l'ensemble du processus, qu'une seule province rejette le compromis laborieusement adopté le 28 août dernier à Charlottetown, dans l'Île du

« Soyons fiers, ensemble, ce soir. Cette solution [la réforme constitutionnelle] n'était pas dans l'intérêt du Québec. Elle devait être rejetée. Cette fois-ci, on a dit ce qu'on ne voulait pas. La prochaine fois on dira ce que l'on veut », lance-t-il, déclenchant un tonnerre d'applaudissements.

M. Parizeau fait évidemment allusion à l'indépendance, que son parti prône depuis la « souveraineté », puisqu'il est assorti du maintien des liens économiques avec le reste du Canada. Mais, dans l'immédiat, il veut surtout faire vibrer la corde sensible du nationalisme québécois, défensive par essence.

Le référendum proposé par Ottawa a souvent été perçu ici, à tort ou à raison, comme une menace contre l'identité québécoise. M. Parizeau se fait l'écho de ce sentiment lorsqu'il affirme : « Nous sommes vaccinés contre la peur. On va pouvoir désormais définir notre avenir sans qu'on nous fasse peur. »

La peur d'être engloutis dans un Canada majoritairement anglophone, dans lequel la proportion des francophones s'amenuise inexorablement au fil des ans ? Sans doute. La réforme constitutionnelle visait pourtant précisément à définir enfin, et à préserver, le statut du Québec en tant que « société distincte ». Elle garantissait aussi à la Belle Province, pour toujours et quoi qu'il arrive, un quart des sièges à la Chambre des communes d'Ottawa, de même que quelques pouvoirs « exclusifs ».

#### « D'autres décisions importantes à prendre »

Elle inscrivait enfin dans la Constitution ce qui n'est qu'une coutume en donnant un caractère obligatoire à la présence de trois Québécois à la Cour suprême fédérale, qui ne compte que neuf membres.

La réforme aurait donc fixé les règles du jeu entre le Québec et le reste du pays. Le « non » des Québécois met tout par terre puisqu'il suffisait, pour faire échouer l'ensemble du processus, qu'une seule province rejette le compromis laborieusement adopté le 28 août dernier à Charlottetown, dans l'Île du

### CUBA M. Carlos Aldana a été expulsé du Parti communiste

Le comité central du Parti communiste cubain (PCC) a annoncé, lundi 26 octobre, que M. Carlos Aldana, ex-responsable de l'idéologie et de la politique extérieure du PCC, était expulsé du parti. Il avait été destitué du comité central le 21 septembre, en raison de « graves erreurs » dues aux liens qu'il entretenait avec une société à participation étrangère, Audiocables Caribbeas, dont le gérant a été emprisonné pour infractions fiscales.

Le communiqué du comité central, présidé par M. Fidel Castro, a également annoncé l'éviction du parti de M. Raúl Castellanos, collaborateur de M. Aldana responsable de l'éducation. Le ministre des affaires étrangères, M. Ricardo Alarón, et M. José Ramón Balaguer, chargé de remplacer M. Aldana, accèdent au bureau politique.

Le PCC a, par ailleurs, approuvé le projet de loi électorale qui doit être soumis à partir de jeudi à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP). Ce projet prévoit notamment l'élection des députés au suffrage direct. Cependant, les candidatures devront être acceptées par des commissions composées de représentants des « organisations de masse ». Le comité central a enfin estimé que le renforcement de l'embargo commercial américain contre Cuba, entré en vigueur vendredi dernier par le président Bush, constituait « une action de génocide contre la population cubaine », qui « ne se laissera pas intimider ». — (AFP, Reuters)

Salvador : la démobilité complète de la guérilla repoussée au 15 décembre. — La guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et le gouvernement salvadorien ont accepté, lundi 26 octobre, la proposition des Nations unies de repousser au 15 décembre la date limite de la démobilité complète des rebelles. Cette date avait été fixée au 31 octobre dans les accords de paix signés en janvier. Le FMLN a indiqué qu'il serait prêt à démobilité 1 600 hommes avant la fin du mois. — (AFP)

DOMINIQUE DHOMBRES

SCIENCE & VIE MICRO

**SVM**  
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Overdrive, DX2, 586...

**OFFREZ UN TURBO**

à votre PC.

**APPLE**

Les nouveaux Macintosh ultra légers

**MATCH WINDOWS**

Quattro Pro contre Excel 4

3617 SVM2

Le texte intégral des 12 derniers numéros de SVM.



**Le Monde des DEBATS**

**La résistance des nations**

Après Maastricht, le difficile apprentissage du patriotisme européen.

Julia Kristeva, psychanalyste et écrivain.  
Dominique Wolton, chercheur au CNRS.  
Jean-Marc Ferry et Paul Thibaud, philosophes.  
Jack Hayward, sociologue britannique.  
Gabriel Liernu, philosophe roumain.

### GRANDE-BRETAGNE : avant le débat sur la ratification du traité de Maastricht

#### La crise s'amplifie les rangs conservateurs

LONDRES

La ratification du traité de Maastricht, prévue pour le 26 octobre, dans le cadre du débat sur le traité de Maastricht, a été précédée par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement.

La crise s'amplifie les rangs conservateurs. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement.

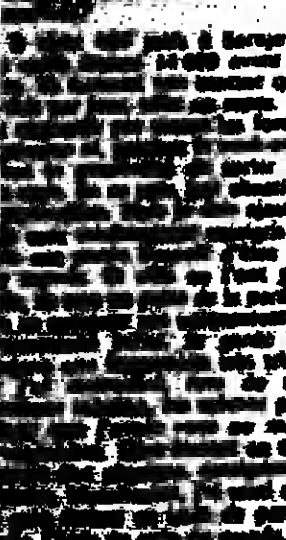
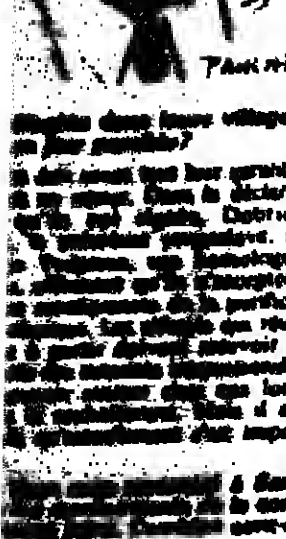
La crise s'amplifie les rangs conservateurs. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement.

La crise s'amplifie les rangs conservateurs. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement.

La crise s'amplifie les rangs conservateurs. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement.

La crise s'amplifie les rangs conservateurs. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement.

La crise s'amplifie les rangs conservateurs. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement. Le débat sur le traité de Maastricht a été précédé par une séance de l'ordre des nouvelles élections au Parlement.





## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la campagne pour l'élection présidentielle

### Désarrois américains

VII. — Recherche : la récession entre dans les labos

M. Perot  
et les « complots »  
WASHINGTON

de notre correspondant

Cette fois, même le placide Marlin Fitzwater, porte-parole du président Bush, s'est fâché, mardi 26 octobre : il a traité le candidat indépendant Ross Perot de « paranoïaque, qui dit des trucs dingues et s'y accroche, un peu comme les gens qui s'accrochent à la théorie des OVNI » (objets volants non identifiés).

M. Perot venait à nouveau d'accuser la campagne républicaine d'être responsable d'une série de « complots » contre sa famille. Le milliardaire texan a assuré qu'il s'était retiré de la course à l'élection présidentielle en juillet après avoir appris que l'équipe électorale de M. Bush avait choisi de s'en prendre à l'une de ses filles. Le « complot » aurait eu pour objet de perturber la cérémonie de mariage de Caroline Perot, de saïr la réputation de cette dernière aux fins d'inciter son père à se retirer. A l'époque, durant l'été, la candidature Perot n'était plus à M. Bush qu'un postulant démocrate, M. Bill Clinton.

L'administration Bush a catégoriquement démenti les allégations de M. Perot. Celui-ci a encore réitéré qu'il avait déjà été victime de plusieurs autres « complots » : son téléphone aurait été mis sur écoute ; les Nord-Vietnamiens, dans les années 70, auraient payé des Panthères noires (groupe noir radical) pour l'assassiner parce qu'il s'occupait de trop près des prisonniers américains détenus par Hanoi. Comme la presse lui demandait des précisions sur toutes ces affaires, il a répondu qu'il n'avait pas à fournir de preuves à l'administration Bush, qu'il estime être une « bande de galeux » irresponsables.

M. Bush, qui est resté à l'écart de la polémique, n'a, aujourd'hui, qu'à se féliciter de la percée du candidat indépendant dans les sondages : il est à près de 20 % des intentions de vote. Cette percée se fait, cette fois, aux dépens de M. Clinton, dont l'avance ne cesse de se restreindre à mesure que M. Perot gagne des points. Statistiquement, le dernier écart du Texas va lui nuire, confortant l'image d'un Ross Perot « effectivement paranoïaque », prêt à voir des « complots » partout et difficile à imaginer, président, aux commandes du FBI et de la CIA. Tout de même, l'équipe de M. Clinton a développé un nouveau slogan, qui témoigne clairement de ses inquiétudes : voter Perot, dit-elle, c'est voter pour le maintien de M. Bush à la Maison Blanche.

ALAIN FRACHON

Les articles précédents portaient sur les symptômes du déclin américain, la crise économique, les classes moyennes et l'éducation, la misère des centres-villes, la criminalité, et la poussée du fondamentalisme religieux (le Monde des 20, 21, 22, 23, 24, et 27 octobre).

par Jean-Paul Dufour

« On dit au public que nous sommes nés en science. Mais les gens veulent savoir pourquoi cela n'améliore pas leur niveau de vie, pourquoi l'unique chose qui marche dans ce pays semble ne pas payer. Nous devons tenir compte de cet état de fait. » Cette réflexion n'est ni de George Bush ni de Bill Clinton, mais de Walter Massey, directeur de la National Science Foundation (NSF). Que le responsable de l'organisme public chargé de répartir les fonds d'Etat destinés aux laboratoires de recherche fondamentale puisse tenir des propos aussi dénués d'ambiguïté montre bien l'ampleur de la crise qui secoue la science américaine.

Le problème n'est, certes, pas nouveau. Depuis longtemps déjà, l'exécutif américain rencontre de plus en plus de difficultés à perpétuer la politique scientifique de prestige inaugurée par John Kennedy avec la conquête de la Lune, et poursuivie par Ronald Reagan. Récession vient le vote au Congrès du budget de la recherche se traduit généralement par une course d'obstacles annuelle très disputée, opposant la Maison Blanche aux parlementaires à majorité démocrate.

La fin  
d'une époque

Une preuve : le financement de la future station spatiale Freedom (à l'échelle de la recherche totale en mai 1991, malgré une réduction de la NASA le mois précédent. Si les parlementaires sont revenus sur leur premier vote, la réduction systématique, chaque année, des crédits destinés à Freedom restera longtemps l'un de leurs sports favoris. L'autre victime traditionnelle des coupes claires du Congrès est le SSC (Superconducting Super Collider), un accélérateur de particules géant, destiné à disputer le leadership des Européens du CERN sur la physique des hautes énergies. Sa construction, au Texas, faillit être annulée, elle aussi, il y a quelques mois.

Ces difficultés rencontrées par M. Bush pour imposer sa politique scientifique ne sont pas forcément vus d'un mauvais œil par les chercheurs américains. Une partie d'entre eux, en effet, est assez hostile à cette coûteuse recherche, qui, en plus, risquerait de réduire à terme

les crédits destinés à des recherches plus fondamentales et moins « médiatiques ». Jusqu'à présent, leurs inquiétudes pouvaient paraître infondées. Bien sûr, George Bush n'a pas tenu sa promesse faite en 1987, de doubler le budget de la NSF avant la fin de son mandat. Mais les crédits dévolus à la recherche fondamentale ont, bon an mal an, cru assez régulièrement.

La tendance s'est inversée brusquement cette année, avec le budget de recherche et développement pour l'année fiscale 1993, voté récemment par le Congrès. Les parlementaires (à majorité démocrate) ont réduit à 6 % la hausse de 18 % que la Maison Blanche avait requise pour la

« Le budget [de la science] se heurte au déficit », résumait récemment l'hebdomadaire *Science*, organe officiel de la toute-puissante Association américaine pour l'avancement de la science (AAAS). Une manière de reconnaître le caractère plus ou moins inéluctable de ces restrictions. Mais, plus encore, peut-être que ces dernières, les scientifiques américains s'inquiètent d'une tendance nouvelle de leurs responsables politiques : la tentation de « piloter la recherche par l'aval ».

Ce sont les sénateurs qui ont prononcé les premiers coups d'autorité, et notamment en France où elle donna lieu à de sévères polémiques.

savent qu'en de telles circonstances la recherche est généralement le premier poste budgétaire sacrifié par les entreprises. D'après un rapport publié en février dernier par le National Science Board, les dépenses civiles de recherche et développement ont chuté de 78,83 à 77,84 milliards de dollars entre 1989 et 1990. Cette baisse est la plus importante enregistrée depuis trente ans et, selon les auteurs du rapport, la tendance devrait persister.

« Le leadership industriel et technologique de l'Amérique est menacé. Les Etats-Unis n'investissent que 1,9 % de leur produit national brut en recherche et développement non militaire, alors que l'Allemagne et le Japon y consacrent respectivement 2,8 et 3 % de leur PNB », souligne le candidat démocrate Bill Clinton, constatant sciemment de préciser que les pourcentages cités pour ces deux derniers pays comprennent la recherche et le développement militaires.

Cette nuance mise à part, la tendance n'en est pas moins réelle. Pour l'inverse, Bill Clinton préconise une démarche plus volontariste de l'Etat. Symboliquement, il a confié à son conseiller Albert Gore « la responsabilité et l'autorité pour coordonner la vision de l'administration en matière de technologie, et d'amener toutes les agences gouvernementales et les groupes de recherche à s'y conformer ». Vis-à-vis de l'industrie et des PME, il propose une politique d'incitation, au lieu de l'usage des grands programmes mobilisateurs européens ou japonais.

Ce projet est-il adapté à la mentalité américaine, farouchement libérale et individualiste ? Ce n'est pas évident. George Bush lui-même a tenté, timidement, d'agir dans cette direction, avec son « initiative nationale pour la technologie » (programmes mobilisateurs) et des incitations fiscales pour favoriser la recherche.

« On a un peu l'impression que Clinton veut mettre en œuvre les promesses non réalisées de Bush, des projets qui n'ont connu qu'un début de réalisation sous l'administration républicaine, affirme un expert français de la politique scientifique américaine. Mais il faut reconnaître à sa décharge qu'il est difficile de faire autrement dans un pays où l'appareil de recherche, encore imprégné de puissance malgré ses problèmes financiers, reste très dispersé et, hormis les grandes agences gouvernementales, échappe en grande partie à toute maîtrise du pouvoir ».

L'aspect « locomotive » pour l'industrie des grands programmes scientifiques ou spatiaux n'est sans doute pas à négliger. Cela pourrait expliquer pourquoi, dans ce contexte de chasse féroce aux dépenses injustifiées, les deux candidats se déclarent décidés à poursuivre les programmes Big Science tant décriés jusqu'à présent par le Congrès, à majorité démocrate.

Les parlementaires ont d'ailleurs, cette année (comme l'an dernier), très peu réduit les crédits réclamés



Séguin

NSF. Un moindre mal en apparence seulement : la part réservée strictement à la recherche sur ce total (1859 millions de dollars sur 2 733) est en baisse de 1 % par rapport à l'an dernier. De la même manière, les 2 896 millions de dollars de crédits de recherche accordés au département de l'énergie diminuent de 3 %.

Avec une hausse de 3 % seulement, inférieure à l'inflation prévue pour 1993, l'Agence de protection de l'environnement (EPA), et surtout les Instituts nationaux de la santé (NIH) sont eux aussi au régime sec. Enorme organisme (11,4 milliards de dollars de budget annuel) chargé de conduire et de financer les recherches en matière de santé aux Etats-Unis, le NIH a été victime, cette année, d'une rupture dans la tradition. « Pour la première fois dans l'histoire récente », souligne la presse américaine spécialisée, le Congrès a refusé l'augmentation (un... dette 4,5 % cette année) demandée par la Maison Blanche.

miques sous l'un des derniers gouvernements de M. Giscard d'Estaing. Ils tentèrent d'imposer à la NSF de nouveaux programmes de recherche appliquée, notamment, sur les ordinateurs rapides ou l'environnement - dotés de « plafonds » de financement minima. Cette initiative provoqua une réaction vigoureuse et immédiate de certains chercheurs.

A leurs yeux, elle limitait les prérogatives de la NSF et, surtout, allait à l'encontre de sa vocation qui est de soutenir la recherche fondamentale. Le Congrès a finalement repoussé sa décision, suspendu à des études supplémentaires. Mais en attendant, précise-t-il, la NSF devrait envisager la possibilité d'allouer davantage de fonds à la recherche fondamentale ayant des liens avec des intérêts industriels futurs, à la recherche en ingénierie, et aux technologies de pointe.

Les parlementaires sont sensibles, évidemment, à la récession qui frappe l'industrie américaine, et



Le poids  
des militaires

En fait, l'avenir de la recherche militaire reste le seul domaine scientifique et technique où MM. Bush et Clinton se démarquent franchement.

Le premier veut poursuivre le développement de l'initiative de défense stratégique (« guerre des étoiles »), dans une version, certes « allégée », mais encore grande dévoreuse de crédits. Le second, en revanche, préconise un réajustement des recherches civiles et militaires, qui amènerait le ratio actuel de 60 % en faveur de la défense à un équilibre 50-50. Une véritable révolution qui dégrèverait quelque 7 milliards de dollars pouvant, estime Bill Clinton, être consacrés à des programmes prioritaires : comme les recherches sur l'énergie ou les transports.

Ce plan, séduisant, semble de bon sens en cette période de fin de guerre froide. Mais la recherche militaire aux Etats-Unis concerne des centres de recherche extrêmement prestigieux comme Los Alamos ou Livermore, véritables réservoirs de matière grise qu'il convient de ne pas menacer par une restructuration trop brutale. De plus, remarque un expert, le transfert intégral de ces fonds de la défense vers la recherche civile semble difficile. Le principe des vases communicants risque de ne pas s'appliquer, et d'autres secteurs de la société, jugés plus prioritaires, pourraient bien bénéficier ainsi de cette nouvelle manne.

PROCHAIN ARTICLE

Santé : un système  
sous perfusion  
par Serge Marti

## OCÉANIE

PAPOUASIE NOUVELLE-GUINÉE

### Le gouvernement de Port-Moresby tente de réduire par la force la sécession de l'île de Bougainville

Le gouvernement de Port-Moresby a annoncé, jeudi 22 octobre, son intention de reprendre le contrôle de l'île sécessionniste de Bougainville. Les forces de sécurité de Papouasie-Nouvelle-Guinée occupent la mission catholique de Tunuro, à quelques kilomètres d'Arawa, la capitale provinciale. Arawa est l'une des places fortes de l'Armée révolutionnaire de Bougainville (ARB), qui contrôle également le port de Kiet et la mine de cuivre de Panguna, enjeu du conflit.

SYDNEY

de notre correspondant

En début de semaine, les troupes papoues ont coupé la route reliant la mine à Arawa. Selon le représentant du gouvernement intérimaire auto-proclamé de Bougainville basé à Honiara - capitale des Iles Salomon

- Arawa a été bombardée par un patrouilleur papou. « C'est maintenant une ville fantôme. Les gens ont fui dans les montagnes ».

Bougainville, rattachée à la Papouasie-Nouvelle-Guinée par le hasard de l'histoire coloniale, est géographiquement et culturellement beaucoup plus proche de l'archipel des Salomon, et a manifesté son désir d'indépendance depuis 1975, date à laquelle la Papouasie-Nouvelle-Guinée a obtenu la sécession de l'Australie. Mais Bougainville est aussi la plus riche des dix-neuf provinces du pays. Pendant dix-sept ans, le gisement de Panguna, exploité par une filiale de la compagnie australienne CRA, a fourni 40 % des exportations du pays.

Le litige porte sur la répartition des bénéfices de la mine : 61,5 % au gouvernement national et 1,4 % aux propriétaires communs, les actionnaires de CRA se partageant le reste. Fin 1988, les propriétaires communs exigeaient une répartition plus équitable des profits et 14 milliards

de dollars australiens en compensation des ravages écologiques causés par la mine.

N'ayant pas obtenu gain de cause, les rebelles lancèrent une série d'attentats contre la mine, entraînant sa fermeture le 15 mai 1989. Un an plus tard, ils déclaraient unilatéralement leur indépendance en réponse au blocus imposé par Port-Moresby. On compte 150 morts depuis le début de l'insurrection et un millier de décès consécutifs au manque de médicaments.

Abolir les gouvernements provinciaux

Le plus grave pour le nouveau gouvernement de M. Paise Wingti, élu en juillet dernier, est que cette attaque contre Bougainville pourrait attiser les velléités d'indépendance d'autres provinces insulaires. A l'issue de leur réunion mercredi, les dirigeants de l'est et de l'ouest de la Nouvelle-Bretagne, de la Nouvelle-Irlande et de Manus ont menacé

d'unir leurs forces à celles de Bougainville et de faire sécession pour protester contre la proposition de M. Wingti d'abolir les gouvernements provinciaux. Le poids de ces provinces n'est pas négligeable puisqu'elles regroupent, avec Bougainville, 600 000 habitants sur une population totale de 3,5 millions. Elles sont aussi riches en bois et autres ressources, notamment le cacao.

Pour M. Wingti, la décentralisation actuelle est trop onéreuse. Les 550 élus des parlementaires provinciaux coûtent trois fois plus cher que tout le corps politique de la Nouvelle-Zélande, pour une population comparable. Le premier ministre reproche également aux gouvernements provinciaux d'avoir privilégié la capitale locale aux dépens de la région, et la région aux dépens de la nation. Mais il n'est pas certain que M. Wingti dispose d'une majorité suffisante pour faire passer la législation proposée, le mois prochain.

SYLVIE LEPAGE

## ASIE

AFGHANISTAN : appel à la solidarité internationale

### L'ONU redoute l'épreuve de l'hiver pour la population

Alors que le mandat du président Rabbani s'achève, mercredi 28 octobre, sans qu'une solution de rechange ne soit prête, un texte émanant du représentant pour l'Afghanistan du secrétaire général des Nations unies lance un cri d'alarme.

Selon M. Sotiris Mousouris, un « nombre élevé » d'Afghans, chassés de chez eux par la guerre civile, risquent de mourir de faim, de froid ou de maladie si la communauté internationale ne les aide pas.

M. Mousouris indique, dans un prérapport, que l'ONU a besoin de 35 millions de dollars pour mettre en place un « plan d'urgence » afin d'aider la population à passer l'hiver, très rigoureux dans ce pays de haute montagne.

Les combats entre factions islamistes depuis la chute des communistes en avril ont provoqué un exode massif, notamment à Kaboul, où dix mille habitations ont été détruites en août. Un million de personnes ont qu...

ville. Conjugué avec le retour, en 1992, de un million de réfugiés venant du Pakistan ou d'Iran, cet exode va faire de l'hiver « une épreuve sans précédent pour des milliers de familles ».

M. Mousouris demande de fournir de la nourriture, des abris, du fuel et une assistance médicale aux populations déplacées par les combats ou victimes de la désorganisation induite par la guerre.

Selon le gouvernement afghan, quatre millions de personnes vont avoir besoin d'une aide alimentaire, dont un million à Kaboul. La situation est aggravée par la disparition de l'aide de l'ex-URSS, qui fournissait annuellement 230 000 tonnes de blé, 100 000 tonnes de sucre et 130 000 tonnes de fuel.

L'Arahie soudite, l'Iran et le Pakistan ont déjà accordé une aide. Pour sa part, le HCR (Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU) a réactivé l'urgence 350 000 couvertures, 15 000 tentes et 215 000 baches. (AFP)



# POLITIQUE

Alors que la motion de censure n'obtient pas la majorité à l'Assemblée nationale

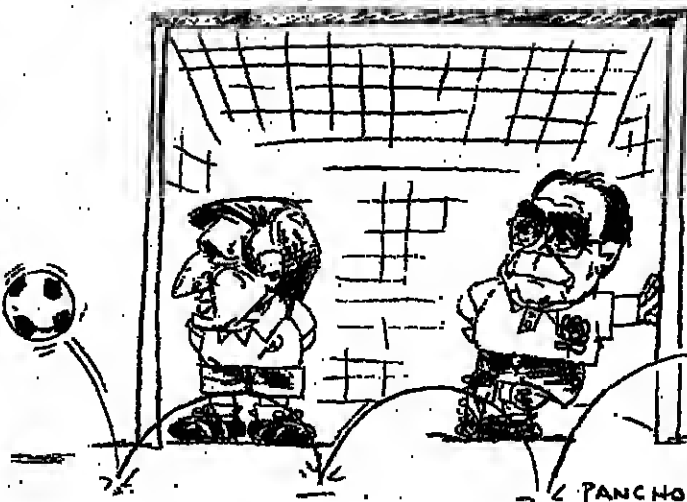
## M. Pierre Bérégovoy met en garde les Français contre les «errements de la facilité et de la démagogie»

Il a manqué vingt-cinq voix, soit très précisément le nombre de membres du groupe communiste (hors apparentés) à l'Assemblée nationale, pour que la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par l'UDF, l'UDF et le RPR contre la politique budgétaire du gouvernement atteigne la majorité requise de 286 voix. Avec 261 suffrages, l'opposition a fait le plein de ses voix, à deux exceptions près : M. Pierre de Bénouville (RPR) et M. Martine Daugreilh (non-inscrits).

Dans le débat qui a précédé le vote, en réponse aux orateurs de la droite et du centre qui s'étaient faits les avocats de la réforme, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a affirmé que «partout où les partis conservateurs ont gagné, ce sont les peuples qui ont perdu». Il a mis en garde les Français contre «les errements de la facilité et de la démagogie».

La chose était entendue depuis la fin de la campagne pour le référendum sur la ratification du traité de Maastricht, et avant même que le contenu du projet de loi de finances pour 1993 soit connu. Le dernier budget de la législature devait être censuré. «Nous avons un devoir absolu d'opposition», avait affirmé le président du Parti républicain, M. Gérard Loefer, lors des journées parlementaires de l'UDF, en préconisant une rédaction suffisamment ouverte de la motion de censure pour que celle-ci ait toutes les chances d'être votée. L'appoint des députés communistes (le Monde, du 1<sup>er</sup> octobre). Un mois plus tard, après que le Parti communiste eut fait le choix de mener la discussion budgétaire «jusqu'au bout», le devoir d'opposition s'est transformé, lundi 26 octobre à l'Assemblée, en un exercice appliqué mais dépourvu d'enjeu, un devoir mais sans sens politique du terme, une sorte d'examen blanc avant la véritable épreuve des élections législatives.

Premier orateur inscrit, le président du groupe UDF, M. Charles



nement, le marasme économique, la dégradation de l'esprit public, la perte du sens de l'indépendance, le mépris de la démocratie parlementaire, le mal des banlieues». Puis il a ajouté : «La France a besoin de réformes : réforme de l'Etat, réforme du système éducatif, réforme de la fiscalité et relance de l'aménagement du territoire».

«L'opposition et l'expédient»

Pour M. Bernard Pons, président du groupe RPR, le débat du jour n'était qu'une répétition. «Nous devons être bien de vous censurer aujourd'hui. Dans cinq mois, les Français le feront avec nous», a-t-il affirmé. Après onze ans de socialisme, a estimé le député de Paris, le bilan est «accablant», et la confiance [à l'égard de l'Assemblée] «nulle». L'opposition

sur les résultats du programme - lutte contre le chômage, l'insécurité et la corruption - annoncé, le 8 avril dernier, par le premier ministre dans sa déclaration de politique générale, M. Pons a déclaré : «Les gouvernements socialistes ont préféré les tergiversations et les expédients aux réformes indispensables».

L'absence de véritables réformes fut aussi le leitmotiv du discours de M. Jacques Barrot. «La France s'endort», s'est plaint le député du groupe UDF. L'absence de volonté politique, le défaut d'ambition réformatrice ont

condamné cette législature à un conservatisme étroit. «Vous avez su dépenser, mais vous n'avez pas su réformer», a ajouté M. Barrot. On a persisté à vouloir endormir les Français. On leur a dit : dormez tranquilles, bons Français, l'inflation est ou plus bas ! Dormez tranquilles, le franc est fort ! Dormez tranquilles, le commerce extérieur est équilibré ! C'est se donner du mal pour rien. Vous avez eu le devoir de donner la liste des économies que vous proposez, en dehors du trompe-l'œil des privatisations.

En revanche, le premier ministre a voulu rendre un hommage aux communistes, en distinguant parmi les parlementaires ceux qui censurent le gouvernement sans l'entendre et ceux qui veulent se faire entendre avant de décider s'ils doivent ou non censurer. «C'est ainsi que je conçois le travail parlementaire».

ment que provoque la politique gouvernementale, a-t-il affirmé. C'est sur le rejet de cette politique que s'appuie la droite, non sur sa capacité à convaincre ou l'originalité sociale de ses propositions. Le député de Seine-Saint-Denis n'apprécie pas pour autant cette «méthode Comé» qui consiste trop souvent, selon lui, à trouver des «comparaisons rassurantes avec d'autres pays» pour justifier la politique du gouvernement. Mais, pour la première fois depuis longtemps, il est clair que le PC a amorcé un virage. L'essentiel des propos de M. Pons a consisté en effet à mettre en valeur quelques-uns des dangers que représenterait un éventuel retour de la droite au pouvoir : insécurité aggravée, suppression des emplois publics, notamment dans l'éducation et la santé, privatisations à outrance, etc. Pour s'en prémunir, il faut que «les forces du travail et de la création se rassemblent».

La censure, pour M. Jean Auroux, président du groupe socialiste, est d'abord une «politisation politique», destinée à faire oublier aux Français «la profonde désillusion, la gravité des querelles et l'indigence des critiques» de l'opposition. Aussi M. Auroux s'est-il inquiété pour l'avenir en demandant à l'opposition : «Où est votre programme promis pour septembre ? Qui, par exemple, serait en charge de la politique européenne ? M. Bosson l'europhile ou M. Pasqua le nationaliste ? Qui serait en charge de notre politique économique ? M. Stéguin qui accepte un déficit budgétaire ou M. Balladur qui n'en veut pas ?»

Dans sa réponse aux députés, M. Pierre Bérégovoy s'est attaché particulièrement à souligner les divergences de fond au sein de l'opposition. «J'ai entendu que l'opposition voulait à la fois moins d'impôts et moins de dépenses, a-t-il dit. Par quel miracle ? Allez-vous longtemps continuer à nous dire qu'il faut baisser les dépenses sans nous dire lesquelles ? Je vous mets au défi de donner la liste des économies que vous proposez, en dehors du trompe-l'œil des privatisations».

En revanche, le premier ministre a voulu rendre un hommage aux communistes, en distinguant parmi les parlementaires ceux qui censurent le gouvernement sans l'entendre et ceux qui veulent se faire entendre avant de décider s'ils doivent ou non censurer. «C'est ainsi que je conçois le travail parlementaire».

taire», a-t-il précisé. Puis, au passage, il a aussi adressé un signal, sous les noms, aux écologistes, en évoquant la nécessité du partage du travail et d'une croissance écologique, comme solutions au problème de l'emploi.

«Réforme et Restauration»

Revenant sur la crise monétaire de mois de septembre, le premier ministre a alors attaqué l'opposition sans ménagement : «Vous êtes tellement divisés sur l'Europe, sur la monnaie, sur le budget, sur l'environnement et sur la peur de gouverner, que vous ne voyez qu'une issue, qui est de miser sur l'échec du pays, a-t-il lancé. Pendant que le franc était attaqué, vous avez annoncé à grand vocifère votre motion de censure. Une nouvelle fois, il s'est employé à expliquer sa politique de désinflation compétitive, qui passe, a-t-il affirmé, par «la baisse des prélèvements fiscaux» et par «la maîtrise des dépenses publiques, du déficit et de la dette».

«Notre politique économique est une politique sociale, a assuré M. Bérégovoy. La désinflation et le refus de la dévaluation, c'est la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat. Ponctuant une fois, deux fois, six fois ses questions à l'opposition par un «les Français ont le droit de savoir», le premier minis-

tre a rappelé les priorités de son gouvernement : «L'égalité des chances par la formation, la lutte contre l'exclusion, contre la ségrégation territoriale et pour la sécurité des biens et des personnes, le maintien d'un haut niveau de protection sociale. «Sont vos suggestions laissent entrevoir le risque d'une régression sociale, soit elles ne sont pas responsables, a-t-il déclaré. On attendait la réforme et l'on voit poindre la Restauration. Voilà le vrai débat que cache cette motion de censure. Je souhaite qu'il se déroule devant les Français, comme nous l'avons fait pour l'Europe».

Puis, le premier ministre a conclu par cette mise en garde, directement destinée aux électeurs : «Partout, les partis conservateurs ont formulé le même projet. Ils ont prétendu qu'ils pourraient assier un surcroît de prospérité sur la facilité économique et le recul social. Et partout où ils ont gagné, ce sont les peuples qui ont perdu. Il m'importe assez peu que mon gouvernement chute, mais je serais bien malheureux que, sous notre conduite, notre pays, la France, tombe dans les errements de la facilité et de la démagogie. C'est cela que je dirai aux Français. Inlassablement.»

JEAN-LOUIS SAUX

### L'analyse du scrutin

La motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, contre la politique budgétaire du gouvernement par MM. Barrot (UDF), Millon (UDF), Pons (RPR) et soixante-huit de leurs collègues a recueilli 261 voix, alors que la majorité requise, compte tenu de l'effectif actuel de l'Assemblée nationale (570 députés), s'établissait à 286.

Ont voté pour :

- 124 RPR sur 125. Seul M. Pierre de Bénouville (Paris) n'a pas voté la censure ;
- 88 UDF sur 88 ;
- 40 UDC sur 40 ;
- 9 non-inscrits sur 24 ;

MM. Léon Bertrand (Guyane), Jean-Michel Dubernard (Rhône), Michel Noir (Rhône), Alexis Pota (la Réunion), Jean Royer (Indre-et-Loire), Maurice Serghère (Nord), Christian Spiller (Vosges), M<sup>me</sup> Marie-France Strohle (Eure-et-Loire), M<sup>me</sup> André Thien Ah Koon (la Réunion).

Par rapport à la précédente motion de censure, le 1<sup>er</sup> juin 1992, sur la politique agricole commune, M. Thien Ah Koon s'est joint au nombre des censeurs. En revanche, M<sup>me</sup> Martine Daugreilh (ex-RPR, Alpes-Maritimes), qui vota habituellement la censure, ne s'est pas associée, pour la première fois, à l'opposition.

### EN BREF

Deux élections cantonales annulées dans l'Allier. Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a annulé les élections de MM. Joseph Blethen (div. d.) et Bernard Faureau (div. d.) comme conseillers généraux des cantons de Cusset-Nord et de Hérisson. Il reproche au premier, élu avec cinquante voix d'avance sur le sortant communiste, d'avoir diffusé un tract après la clôture de la campagne et au second d'avoir déposé, selon la Commission nationale des comptes de campagne, les sommes autorisées.

M. Dursauf critique le Mouvement des réformateurs. M. Michel Dursauf, président fondateur de l'Association des démocrates qui, avec France unie, de M. Jean-Pierre Soisson, et Performance et partage, de M. René Ricol, vient de constituer le Mouvement des réformateurs, a critiqué, dans un communiqué publié lundi 26 octobre, cette initiative. L'ancien ministre rappelle qu'il était favorable à une fédération des formations de la majorité présidentielle autres que le PS, mais à condition qu'il y ait «respect d'une éthique et d'une morale, refus de toute collusion avouée ou clandestine avec le Front national, renouvellement des instances dirigeantes, extension à tous de cette politique de regroupement».

## Volonté combative

par Thierry Bréher

Pour remporter une victoire, et même, tout simplement, pour éviter une défaite, il faut mieux que la général en chef ait la confiance de ses troupes. Or, si M. Pierre Bérégovoy a manifesté envie d'en débouter avec la droite, comme l'a montré le ton offensif de sa réponse à l'Assemblée, à la motion de censure de l'opposition, les militants socialistes ne sont pas convaincus que son seul passage peut leur éviter la débâcle législative à laquelle ils s'attendent.

La façon dont le gouvernement a franchi l'obstacle budgétaire vient à point pour faire oublier une série de contretemps parlementaires qui ont sérieusement fait douter de l'habileté de M. Bérégovoy, lequel n'a pas su, mieux que ses prédécesseurs, faire face à la mauvaise humeur des députés socialistes. Certes, celle-ci s'explique en partie par l'énervement d'une fin de législature qui a été loin d'apporter aux élus de gauche tous les espoirs qu'ils espéraient, et qu'ils voudraient bien obtenir dans les trois mois de l'ultime session, faute d'avoir pu les arracher pendant les quatre premières années.

Certes, cette grogne contre le gouvernement s'est couverte depuis le début du second septennat de M. François Mitterrand. M. Michel Rocard puis M<sup>me</sup> Edith Cresson en ont été les victimes avant M. Bérégovoy, mais force est de constater que celui-ci a commis quelques erreurs qui n'ont pu que donner des arguments à ceux qui prétendent que tout le mal vient de l'exécutif. On convient aujourd'hui, à l'hôtel Mat-

ignon, que la manœuvre parlementaire n'a pas été parfaitement dirigée. Etait-il vraiment très étroit d'occuper les premières semaines de la session par la discussion de deux projets de loi - la réforme de la procédure pénale, donc de l'insurrection, et la lutte contre la corruption - qui ne pouvaient que souligner l'incapacité des socialistes à se débarrasser des affaires, et cela au moment même où le travail de la justice les ramenait sous les feux de l'actualité ? Le risque était d'autant plus grand que les solutions préconisées par le gouvernement à des réels problèmes ne faisaient pas l'unanimité, y compris dans la majorité, comme le débat parlementaire l'a simplement démontré. Etait-il judicieux de faire figurer dans le titre du projet de loi la lutte contre la corruption, alors qu'il n'agissait d'imposer des règles de transparence à des professionnels - les publicitaires, les concessionnaires de service public, les gestionnaires des collectivités locales - où les errements, n'ils existent, ne sont pas la généralité ?

Surtout, était-il opportun d'accrocher à ce projet une troisième réforme du financement de la vie politique, qui ne pouvait avoir pour effet que de faire oublier le reste du texte, pourtant fort important ? M. Bérégovoy, en faisant de la lutte contre la corruption un de ses objectifs majeurs, voulait montrer que cette dangereuse dérive ne touchait pas que le monde politique. Il a abouti au résultat exact inverse : au lieu d'avoir, comme il l'espérait, un bon débat droite-gauche, il a obtenu un affrontement entre le gouvernement et la majorité.

Les dysfonctionnements du groupe socialiste ont certes compliqué la tâche du premier ministre, mais lui-même a semblé, parfois, ne pas mesurer l'ampleur du désaccord. Après que le bureau exécutif du PS se fut prononcé, il est resté en arrière, et il a encouragé de la tradition socialiste à s'efforcer d'obtenir un avis contraire du groupe parlementaire, quand le règlement veut que les élus doivent obéissance au parti.

Cette tentative ne pouvait que nourrir la rumeur d'une bataille entre le gouvernement et le PS, et donc entre leurs chefs, MM. Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius. Le refus du premier ministre de rappeler à l'ordre publiquement les membres de son équipe qui critiquent séchement le parti ne pouvait que renforcer cette impression. Tout est donc en place pour que la volonté affichée de M. Bérégovoy d'être le «coordinateur» de la majorité présidentielle lors de la campagne législative ne soit prise pour l'annonce d'un remue-ménage du conflit qui a opposé MM. Lionel Jospin et Laurent Fabius en 1985, quand déjà le premier secrétaire du PS et le chef du gouvernement se disputaient l'honneur de mener les socialistes à la bataille.

A la direction du PS, on dément une telle analyse, assurant qu'il y aura un saine partage des rôles. Que cela soit vrai ou non, M. Bérégovoy a bien l'intention de prendre toute sa place dans la bataille à venir. Au moment où il s'efforce

de voir certains élus désertir le combat, il est bien décidé, lui, à rendre coup pour coup à la droite.

Son discours à l'Assemblée nationale, lundi, dans la discussion de la motion de censure l'a démontré. D'abord, parce qu'il a défendu le bilan de la gauche depuis 1988, et encore qu'il ait semblé le réduire au bon état des finances publiques ou à la bonne situation économique, il s'agit plus de la bilan personnel du ministre de l'économie et des finances qu'il paraît par bien des aspects être resté en accident à Matignon. Cet aspect-là ne devrait guère mobiliser les militants socialistes, qui violent dans la politique de désinflation compétitive la cause de l'entêtement des réformes auxquelles ils tenaient tant.

En revanche, quand M. Bérégovoy n'en prend rien à la droite, il ne peut que satisfaire ses amis socialistes. Le premier ministre a vite mesuré le danger de la volonté des chiraquiens de se présenter comme le parti de la réforme. Lundi, il a donc commencé à leur faire comprendre qu'il n'est pas suffisant d'être du mot, qu'il faut aussi préciser ce qu'il recouvre. Un tel langage n'a pu que remplir d'aise les députés socialistes qui l'ont entendu. Aussi le premier ministre a bien l'intention de la renouveler avec force à toutes les occasions. A la tête d'un gouvernement composé pour près d'un tiers de non-socialistes, il estime que c'est à la majorité présidentielle tout entière d'embrasser la bataille, et ce, même si en est le chef naturel, il ne peut être un simple élément de la stratégie de son parti.

Conflit ou partage des tâches ?

Cette tentative ne pouvait que nourrir la rumeur d'une bataille entre le gouvernement et le PS, et donc entre leurs chefs, MM. Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius. Le refus du premier ministre de rappeler à l'ordre publiquement les membres de son équipe qui critiquent séchement le parti ne pouvait que renforcer cette impression. Tout est donc en place pour que la volonté affichée de M. Bérégovoy d'être le «coordinateur» de la majorité présidentielle lors de la campagne législative ne soit prise pour l'annonce d'un remue-ménage du conflit qui a opposé MM. Lionel Jospin et Laurent Fabius en 1985, quand déjà le premier secrétaire du PS et le chef du gouvernement se disputaient l'honneur de mener les socialistes à la bataille.

A la direction du PS, on dément une telle analyse, assurant qu'il y aura un saine partage des rôles. Que cela soit vrai ou non, M. Bérégovoy a bien l'intention de prendre toute sa place dans la bataille à venir. Au moment où il s'efforce

de voir certains élus désertir le combat, il est bien décidé, lui, à rendre coup pour coup à la droite.

Son discours à l'Assemblée nationale, lundi, dans la discussion de la motion de censure l'a démontré. D'abord, parce qu'il a défendu le bilan de la gauche depuis 1988, et encore qu'il ait semblé le réduire au bon état des finances publiques ou à la bonne situation économique, il s'agit plus de la bilan personnel du ministre de l'économie et des finances qu'il paraît par bien des aspects être resté en accident à Matignon. Cet aspect-là ne devrait guère mobiliser les militants socialistes, qui violent dans la politique de désinflation compétitive la cause de l'entêtement des réformes auxquelles ils tenaient tant.

En revanche, quand M. Bérégovoy n'en prend rien à la droite, il ne peut que satisfaire ses amis socialistes. Le premier ministre a vite mesuré le danger de la volonté des chiraquiens de se présenter comme le parti de la réforme. Lundi, il a donc commencé à leur faire comprendre qu'il n'est pas suffisant d'être du mot, qu'il faut aussi préciser ce qu'il recouvre. Un tel langage n'a pu que remplir d'aise les députés socialistes qui l'ont entendu. Aussi le premier ministre a bien l'intention de la renouveler avec force à toutes les occasions. A la tête d'un gouvernement composé pour près d'un tiers de non-socialistes, il estime que c'est à la majorité présidentielle tout entière d'embrasser la bataille, et ce, même si en est le chef naturel, il ne peut être un simple élément de la stratégie de son parti.

Le Monde

**DOSSIERS & DOCUMENTS**

Novembre 1992 (8 pages)

**MAASTRICHT, AVANT, APRÈS**

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

## ASIE

qui à la solidarité internationale

### Le Répreuve de l'hiver la population

La campagne avec le retour, en 1992, de six millions de réfugiés vietnamiens du Cambodge en Thaïlande, est considérée comme l'événement de l'hiver. Les réfugiés sont arrivés en Thaïlande pour des raisons de sécurité.

M. Bérégovoy demande de l'aide de la communauté internationale pour les réfugiés vietnamiens. Les réfugiés sont arrivés en Thaïlande pour des raisons de sécurité.

Selon le gouvernement afghan, quatre millions de réfugiés ont quitté le pays pour l'Irak. Les réfugiés sont arrivés en Irak pour des raisons de sécurité.

L'Assemblée internationale, l'Iran et le Liban ont été accusés d'avoir aidé le Hezbollah. Les réfugiés sont arrivés en Liban pour des raisons de sécurité.



مركزا من راحل

## POLITIQUE

### La préparation des élections législatives

## La droite est divisée à Nice face à M. Le Pen

L'UDF et le RPR ont manifesté l'intention d'organiser une « primaire » à Nice, aux prochaines élections législatives, contre M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national, qui avait confirmé il y a deux semaines qu'il serait candidat à Nice (le Monde des 19 août et 13 octobre), a indiqué, samedi 24 octobre, qu'il se présenterait dans la troisième circonscription des Alpes-Maritimes, dont le député sortant, M. Rudy Salles (UDF-PR), entend se représenter. Mais le RPR envisage de présenter également un candidat.

M. Le Pen aura pour adversaire M. Jean-Hugues Colonna, conseiller technique auprès du ministre de l'Intérieur et ancien député socialiste. M. Colonna avait été élu en 1989 conseiller municipal de Nice à la tête d'une liste d'union de la gauche, mais il avait démissionné aussitôt de son mandat pour protester contre l'insuffisance du soutien financier du PS et annoncé sa décision de ne plus briguer de mandat électif. « Je n'ai pas le droit, a-t-il expliqué, pour justifier son revirement, de déserter le combat politique dans une période où le PS connaît des difficultés ».

#### Plusieurs primaires à droite

Le contentieux qui oppose l'UDF et le RPR dans la circonscription de la droite parlementaire dans le département. Ainsi, dans la deuxième circonscription (Nice-V, VI et VII), qui fut le fief de M. Jacques Médéric et où le candidat du Front national sera M. Peyrat, M. Didier Linotte (PR), ancien recteur de l'académie de Nice, envisage d'entrer en lice, mais M. Christian Estrosi, député RPR de la cinquième circonscription, songerait lui-même, dans la perspective des élections municipales, à se présenter dans cette circonscription, plus « niceoise » que celle dont il est l'él. Le député sortant est M. Martine Daugreilh, ex-RPR.

Dans la quatrième circonscription, le maire CDS de Menton, M. Jean-Claude Guibal, a annoncé sa candidature contre le député sortant RPR, M. Emmanuel Aubert. De même, M. Hervé de Fontmichel, maire UDF et conseiller général de Grasse, a émis la volonté de se présenter dans la neuvième circonscription (Grasse, Le Cannet), détenue par M. Pierre Bachet, maire RPR du Cannet, dont il est le suppléant.

Au sein de l'UDF, enfin, M. Michel Mouillot, maire PR de Cannes, paraît décidé à affronter le député sortant CDS de la huitième circonscription (Cannes), M. Louis Moreau, maire de Mandelieu-La Napoule, dont il devait, primitivement, être le suppléant.

GUY PORTE

#### Les tensions internes au Parti socialiste

## M. Fabius dénonce les « flagellants » et les « cracheurs dans la soupe »

M. Laurent Fabius, premier secrétaire du Parti socialiste, dénonce, dans un entretien à Libération daté du 27 octobre, « l'association des flagellants et la congrégation des cracheurs dans la soupe » qui « prospèrent toujours en période difficile ». Evoquant les récentes déclarations de M. Marie-Noëlle Lienemann et de M. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, M. Fabius déclare : « Le débat d'idées, bravo ! Mais l'urticaria du camarade X et les vapeurs du camarade Y, non ! L'ancien premier ministre ajoute que « c'est un étrange moment d'attaquer les siens » alors que, à cinq mois des élections législatives, « le PS est en situation dangereuse ». Il estime toutefois que « ce n'est pas par des procédures disciplinaires que ces questions se règlent », préférant soulever le problème des prochaines investitures. « Peut-on, veut-on, s'interroge-t-il, à la fois critiquer systématiquement un parti et ses orientations et lui demander son soutien lors des élections ? »

M. Fabius évalue à « quatre ou cinq ans » le délai « pour faire ou refaire le parti » sous la forme de « la grande force progressiste, socialiste, européenne dont la gauche a besoin ». Dans l'immédiat, précise-t-il, le parti s'emploiera à défendre « un bilan de réformes impressionnant », « plus large encore que celui des gouvernements de 1936 et 1945 ». L'autre axe de la campagne socialiste, indique M. Fabius, sera la critique de « l'imposture des réformes » prônées par la droite, qui, selon lui, souhaite que « l'argent envahisse tout ».

et que le service public soit paupérisé et appauvri ».

A propos du calendrier présidentiel, le premier secrétaire du PS assure que M. François Mitterrand est « très déterminé à continuer son mandat » afin « d'assumer sa mission » qu'il résume à un triple objectif : « Parfaire la construction européenne, franchir une nouvelle étape économique et sociale et, selon des formes que je ne connais pas encore, accomplir une réforme démocratique des institutions ».

M. Queyranne (PS) ne voit pas d'opposition entre M. Fabius et M. Bédaride pour la direction de la campagne. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a déclaré, lundi 26 octobre, que la direction de la campagne législative « n'est pas un facteur d'opposition entre le premier ministre et le premier secrétaire » du Parti socialiste. « Le rôle de choc est bien défini », a souligné M. Queyranne, qui a précisé que « le PS accorde les investitures, propose un contrat de législature et recherche les accords possibles pour assurer une majorité au gouvernement » et que la « campagne menée est nécessairement commune ».

M. Bambeck veut défilier M. Stiebois (FN) à Dreux. M. Roger Bambeck, ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports de M. Michel Rocard, a demandé le soutien du Parti socialiste pour se présenter à Dreux dans la deuxième circonscription d'Eure-et-Loir, où M. Marie-France Stiebois (FN) l'avait emporté à l'occasion d'une législative partielle, en décembre 1989. En septembre 1993, à Dreux, la droite l'avait emporté sur la municipalité socialiste sortante de l'époque avec le soutien du parti d'extrême droite de M. Jean-Marie Le Pen. Depuis, le Front national a toujours réalisé des scores importants dans cette ville.

## « Affaires » d'outre-mer

### Dans les DOM-TOM, l'affairisme et le clientélisme se nourrissent souvent des effets pervers des régimes de décentralisation

Les « affaires » n'épargnent pas les départements et les territoires d'outre-mer. Si la présomption de corruption se mesure au nombre des élus inculpés par rapport au nombre des élus des anciennes colonies décrochant même, en ce moment, le pompon national... La palme de l'« existisme » en la matière revient assurément à la Polynésie française. Peut-on imaginer, en métropole, que le chef du gouvernement ait été condamné à six mois de prison avec sursis pour ingérence et continue à gouverner comme si de rien n'était ? C'est ce qui se passe à Papeete dans l'indifférence quasi générale.

Si la loi d'amnistie de 1989 ne jouait pas en sa faveur, le président du gouvernement territorial, M. Gaston Flosse, ancien député RPR, ancien secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique Sud dans le gouvernement de M. Jacques Chirac (1986-1988), risquerait en effet d'être bientôt « déclaré à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique », en application de l'article 175 du code pénal qu'il a bafoué, selon le tribunal correctionnel de Paris qui l'a condamné pour ingérence, en avril, à six mois de prison avec sursis en reprochant les conditions dans lesquelles il a obtenu sa réélection de Tahiti par l'intermédiaire d'une société civile immobilière constituée par sa femme et son fils (le Monde du 3 avril). Devant la neuzième chambre de la cour d'appel de Paris, où M. Flosse plaidera, lundi après-midi 26 octobre, contre ce jugement, l'avocat général a réaffirmé que tous les éléments du délit étaient constitués.

Peut-on imaginer, à Paris, que, pendant ce temps, l'ancien premier ministre, le président en exercice de l'Assemblée nationale et deux des plus proches collaborateurs de celui-ci soient eux aussi poursuivis par la justice ? C'est ce qui se passe en Polynésie.

Le président de l'Assemblée territoriale, M. Jean Juventin, ancien député RPR, a été inculpé d'ingérence. Il est soupçonné d'avoir confiné l'intérêt public et ses intérêts personnels au moment de la création d'une usine de traitement des ordures ménagères. Son ancien directeur de cabinet et l'un de ses anciens conseillers ont été inculpés après avoir été inculpés, pour leur part, de corruption, active et passive et de trafic d'influence dans une autre affaire où une clinique locale aurait bénéficié d'un indult d'une mesure de désinfection (le Monde daté 11-12 octobre). Rien de tout cela ne semble pourtant contrarier le fonctionnement du législatif local.

Quant au prédécesseur de M. Flosse à la présidence de l'exécutif local, M. Alexandre Léontieff, député non inscrit, il s'attend d'un moment à l'entre à connaître un sort analogue dans le cadre de l'insurrection ouverte depuis qu'un conseiller territorial proche de M. Flosse a déposé une plainte

accusant le Centre d'approvisionnement à l'habitat, créée sous son gouvernement, d'avoir multiplié les cadeaux en nature aux électeurs à la veille des élections de 1988 et 1989... comme M. Flosse l'avait fait lui-même lors des élections précédentes, à une époque où l'ingénieur constructeur local, M. Daniel Milhaud, soupçonné « d'être le bras armé de la police nationale, trop de gaspillage des fonds publics comme cela fut le cas avec l'argent répandu après le cyclone de 1983 par l'Agence territoriale pour la reconstruction qui n'a finalement reconstruit et réparé beaucoup plus de maisons qu'il n'y en avait eu de détruites... » (le Monde du 17 novembre 1987).

Des systèmes propices

Pour caricaturer qu'il soit, le cas de la Polynésie combine parfaitement les ingrédients qui font des DOM-TOM, dans ce domaine aussi, des terres « spécifiques ». Aux phénomènes post-coloniaux de clientélisme, accentués par l'ampleur de l'illettrisme et du chômage, qui placent les électeurs à la merci de collectifs locaux d'autorité plus ou moins souverains qu'elles consacrent les principaux employeurs de main-d'œuvre (1) se sont superposés des systèmes institutionnels dont le fonctionnement se révèle propice aux dévoiements. Qu'il s'agisse des régimes d'autonomie interne en vigueur dans les territoires de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, ou des lois de décentralisation adaptées aux quatre départements de Guyane, Guadeloupe, Martinique et Réunion, le pouvoir central a octroyé aux élus locaux à la fin des prérogatives exorbitantes et des ressources abondantes et, en l'absence de contre-pouvoir, en l'absence de transparence et de contrôle, a favorisé l'expression des convoitises... ce mélange accroit fatalement les risques de dérive en tout genre.

Surtout quand la maîtrise de ces institutions est confiée à des apprentis pressés d'engranger des résultats économiques et financiers mais capotés à toutes les manipulations. On l'a vu récemment en Nouvelle-Calédonie avec l'affaire de la SODIL (Société de développement et d'investissement des îles), la société d'économie mixte constituée sous la présidence de M. Richard Kalot, président indépendantiste de la province des îles Loyauté, coupable d'ingérence caractérisée... sans le savoir. Il a fallu un rapport confidentiel établi par un commissaire délégué de la République, relayé jusqu'en métropole, cet été, par une campagne politique et une plainte avec constitution de partie civile du président du mouvement LKS (Libération kanak socialiste), M. Nidoish Naf-

selme, pour qu'on finisse par comprendre que M. Kalot s'était sans doute fait piéger à la fois par un notaire de Nouméa, qui avait retenu sans broncher, dans un acte, que le chef de l'exécutif des îles Loyauté et deux de ses vice-présidents puissent devenir à titre personnel actionnaires et administrateurs de ladite SODIL, sur laquelle ils exerçaient leur tutelle politique, et par deux de ses plus proches collaborateurs européens, décrits ensuite par ledit rapport confidentiel comme « les véritables promoteurs de tous ces montages juridiques financiers illégaux (...) créés par le souci constant de réaliser des opérations profitables ».

Dans les départements d'outre-mer s'ajoutent aux particularismes insulaires, d'une part, la coexistence des limites communales et cantonales, qui alourdit le cumul des mandats locaux en favorisant le mélange du service public et des intérêts privés, et, d'autre part, la coexistence sur le même territoire du conseil régional et du conseil général, qui engendre des compétitions fâcheuses là où les majorités politiques s'opposent.

Inventaires...

Les inconvénients du premier type sont parfaitement illustrés par l'inventaire des « affaires » en cours à la Réunion. Quatre notables y sont actuellement poursuivis pour ingérence.

Un député non inscrit, M. André Thien-Ab-Koon, maire du Tampon, poursuivi pour avoir fait réaliser pour le compte de sa commune des travaux d'électrification par une société dont il est actionnaire.

Un conseiller général divers droite, M. Nicolas Moutoussamy, propriétaire d'une entreprise de transports en commun, soupçonné d'avoir tiré profit d'une subvention de 1 million de francs accordée par le conseil général à un groupement d'intérêt économique, dont il est membre, après avoir invoqué des « difficultés de trésorerie » fictives.

Un ancien conseiller général divers droite, associé et complice du précédent dans le même dossier, M. Samuel Carpey, qui avait déjà séjourné en prison, il y a deux ans, après avoir été surpris en flagrant délit de tentative de corruption (le maire de Salazie, qu'il voulait « acheter » pour obtenir le marché local du transport scolaire, avait caché des policiers dans les locaux de son bureau...).

Un maire divers droite, celui de Saint-Leu, M. Jean-Luc Poudroux, accusé d'avoir fait acheter à sa commune un terrain appartenant à sa famille pour un prix huit fois supérieur à celui négocié par l'ancienne municipalité, alors dirigée par le Parti communiste réunionnais.

En Guadeloupe, le cas du maire RPR de Baie-Mahault s'inscrit aussi dans cette rubrique : M. Edouard

Comment remédier à ces errements ancrés dans des pratiques anciennes que seules l'institution récente des chambres régionales et territoriales des comptes et l'indépendance retrouvée de certains magistrats éclairent désormais sans fard ?

Il y a une semaine, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, affirmait la nécessité que l'outre-mer « soit partie d'un Etat de droit ». Ce lundi, à Paris, le maire d'Arue, M. Boris Léontieff, frère du député, constitué partie civile contre M. Flosse, se posait en champion du renouveau civique polynésien. Au même moment, à Cayenne, le nouveau président du conseil régional, M. Karan, souhaitait que, outre-mer, « le couplet tombe sur les corruptus aussi rapidement que dans l'Hexagone... » Chiche !

ALAIN ROLLAT  
(avec les concours des correspondants locaux du Monde)

(1) Lire Les DOM-TOM, de Jean-Luc Mathieu, conseiller à la Cour des comptes, qui fut directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer de 1981 à 1986 (PUF, 1988).

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

#### DIAGONALES

BEDOS-légume. Un plaid enveloppe ses genoux morts. Muriel Robin le pousse en fauteuil roulant vers la rampe de l'Olympia. Elle raconte comment la paralysie eut lieu, le jour du report Krouchtchev. Avec les chars russes à Prague, les jambes ont suivi. L'ex-militant ne peut même plus faire out-out de la tête. Face tuméfiée de gros bébé béré, sa bouche pend : indigestion de couleuvres, overdose de déstitutions. Moralité : qui en a bavé bavera.

La salle rit aux larmes. Elle approuve ces adieux muets à la politique, confirmés par le renoncement de Bedos à sa vachère revue de presse. Il y aurait tant à redire ! Ce serait trop facile ; ou trop navrant. Nous n'avons pas perdu un change, puisque nos deux cœurs reviennent, en maître, au pur comique. Mais leur spectacle de la rentrée 1992 aura marqué, mieux que les sondages, un duel. La réforme socialiste marche donc aussi mal que les révolutions communistes, l'injustice et le tout-flic triomphent : morne bilan !

Jean Cau, lui, ce n'est pas rigoler, ces éruditions en miettes. Privilège des sceptiques : il est de ceux qui vous l'ont bien dit, pour le communisme. Vers 1950, il était sage, seul, faut avouer. Avoir eu raison contre et avant tout le monde, cela vaut bien le rire en coin d'un petit pamphlet de derrière les deux yeux (l'Esprit des intellectuels, Plon, 142 p., 85 F.).

L'ancien secrétaire de Sartre était pourtant exposé au virus « compegnon de route », avec un patron pareil et l'entourage, aux humiliations de la vie et de la mort. Ses origines populaires et paysannes l'ont sauvé de la mau-

## Deuils

voise conscience et de la cherté qu'infligeait à la mort des germanopratins leur saine bourgeoisie. Son centisme de l'heure d'eau a fait le reste. A d'autres, la casuistique de sympathisant consolé au whisky !

Si Cau s'était résolu à trépasser, c'est été plutôt au passé, façon Blondin. Les sports vécus qui finiraient le hussard des zénes ont survécu aux débâcles de belles causes, depuis quarante ans, au lieu que la question douloureuse du « bout de chemin » avec le PC a rejoint le sans des anges, au chapitre des problématiques vaines.

Deux petits oubliés, excusables chez qui ne se souvient qu'à la polémique : Blondin et ses potes de droite, pas si non-violents ni enragés que ça, ont pris le temps, vers 1960, d'arrêter leurs découpables et de pétitionner la prison pour l'écrou de quelques débauchés de gauche hostiles à la guerre d'Algérie. Autre détail : la victoire provisoire de l'ENA sur la Rue d'Ulm et le désaveu de quelques palefreniers avinés de Saint-Germain compteront peut-être moins, au regard de l'histoire, que « l'énorme capital de grandeur qu'il a été gâché » (dixit Georges Charpak, prix Nobel de physique et ancien ennemi de De Gaulle, à « 7 sur 7 », le 25 octobre).

Le capital du bon cœur, l'humanité n'est pas près d'en faire son deuil. Parons que d'autres chimères vont poindre, que d'autres illusions enthousiasmeront encore.

N'espérons pas que les morts ressuscitent,

comme le souhaite Bedos au moment des saluts. (Tant qu'à rêver de nouveau, pourquoi ne pas hisser le barre jusqu'au ciel !) N'attendons plus une vulgate toute faite stylisée 30-50, bien que l'intelligentsia française en ait contracté le goût - c'est son excus - depuis la fondation, en 1215, de l'université de Paris, qui faisait obligation à ses doctes de concocter une « théorie systématique du monde » (voir Un passé imparfait, de Tony Judt, Fayard, 404 p., 180 F.). On imagine plutôt une généralisation de l'élan d'espèce, cet instinct humanitaire qui a réussi, après tout, à mener Sartre chez Giscard d'Estaing, pour plaider la cause des boat-peuple en compagnie de « ce chien d'anticommuniste » appelé Raymond Aron !

Que la révolution violente et la réforme démocratique aient échoué ne signifie pas que la planète et la France se soient converties pour l'éternité à l'humanisme de la COB ou de Guy Sorman. Les hoquets de la rue Saint-Benoît vers 1956 n'ont pas disqualifié à jamais la mauvaise conscience. Nietzsche la crédite des plus grands événements spirituels, et de la beauté même (Généalogie de la morale, citée dans la Pensée politique, chez Larousse).

Pas question de revenir à Fourier ou à Proudhon contre Marx. Mais pourquoi ne pas rendre les pensées de l'avenir à leur élément : la rencontre de l'Autre ? C'est toute la question posée par Lévinas (Humanisme de l'autre homme, Fata Morgana, 1972) et reprise par Miguel Abensour dans le numéro de Lignes sur l'Utopie (octobre 1992, éditions Hazan).

Se tromper jusqu'au crime inclus, personne n'y sera plus tenu, espérons. Mais accepter de paraître candide et ridicule, il le faudra toujours.

REMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
MÉDECINE







SOCIÉTÉ

JUSTICE

La catastrophe de la gare de Lyon devant le tribunal correctionnel de Paris

La sécurité et l'« esprit banlieue »

M. Jacques Fournier, président du conseil d'administration de la SNCF, a déposé lundi 26 octobre, devant la 14<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris qui juge depuis le 19 octobre trois cheminots et une voyageuse inculpés d'« homicide involontaire » après la catastrophe ferroviaire de la gare de Lyon, le 27 juin 1988 (56 morts et autant de blessés). Alors que les débats proprement dits s'achèvent, sa déposition, reçue à sa demande, a pris la forme d'une sorte de plaidoirie en faveur du transport ferroviaire, « globalement beaucoup plus sûr que d'autres ».

Un autre signal d'alarme dans une autre voiture

La président Jean-Claude Antontsi le présente comme le « civillement responsable », car l'implication de M. Fournier ne saurait aller au-delà. Il a remplacé M. Philippe Rouvillat en septembre 1988 à la tête de la SNCF et il expose volontiers toutes les mesures décidées dans l'entreprise nationale à partir de cette date. Ainsi la banlieue a-t-elle été mieux traitée sur le plan des investissements, des automatismes ont été installés pour éviter les erreurs humaines et des efforts eussent été portés sur la formation ou le management. Mais M. Fournier n'occupe pas pour autant la position de son prédécesseur. « Quelle que soit l'action menée, la bataille de la sécurité n'est jamais gagnée », relève le président de la SNCF.

En ajoutant : « Rien n'est infaillible, il n'est pas possible de tout prévoir ».

Pour autant, il admet que la conception sous-jacente de la gare de Lyon avec une arrivée en forte pente « constituait incontestablement un élément de risque supplémentaire ». Mais ce risque a été éliminé, car un dispositif automatique permet maintenant d'aligner vers une voie libre un train entrant dans la gare à trop grande vitesse. Toutefois, M. Fournier précise : « Il est clair qu'un tel accident révèle une défaillance dans l'organisation de l'entreprise, dont le président doit assumer la responsabilité ».

Un sourire apparaît sur son visage, mais les experts n'ont pas le même regard que le responsable du matériel. Dans un discours parfois confus et hésitant, les spécialistes soutiennent que la traction successive de deux manettes d'alarme « ne joue pas sur la durée ». Ils ont cependant constaté que la poignée tirée par M. Mirroir était très difficile à manœuvrer. « Nous avons dû tirer très fortement », remarque l'un des deux experts, en mettant cette difficulté sur le compte d'un « mécanisme très compliqué ». En revanche, c'est certain, un autre signal a bien été tiré dans la seconde voiture. « C'est ma conviction intime », précise un expert.

Cette conjonction aurait troublé le conducteur, M. Daniel Soullin, lors des manœuvres de ramèment qui l'ont conduit à manipuler un robinet de conduite générale auquel il ne pouvait pas toucher sans avoir perdu la totalité du convoi, à l'exception

de la voiture motrice. Et M. Soullin a en outre vidangé le système de freinage au lieu d'effectuer une simple purge. Pour M. Francis Tallantier, directeur des transports à la SNCF, tout cela ne serait pas arrivé si M. Soullin avait respecté les consignes précises contenues dans les ouvrages mis à sa disposition. A chaque question, M. Tallantier oppose un texte précis. C'est l'article 312, le 360 ou même le 431.

Mais que ce soit le Guide du dépannage ou les Prescriptions générales concernant les mécaniciens, la littérature confiée aux conducteurs a répondu à tout. Mais il faut lire soit l'un soit l'autre de ces deux textes. « Si on croise les deux procédures... Elles n'ont pas été faites pour ça », admet M. Tallantier. « Si l'est repartir, c'est qu'il y a une confusion entre deux textes de dépannage ». Car, selon les règlements, M. Soullin ne devait pas repartir, il devait essentiellement demander du secours et attendre d'être dépanné. Alors, on repart de l'« esprit banlieue ». De cette notion écrite nulle part, mais qui semble graver dans les esprits, il faut aller vite, il y a un convoi derrière, les trains sont en retard, le réseau est perturbé et les conducteurs subiraient cette pression invisible mais permanente qui les amènerait à tout faire pour rétablir rapidement le trafic. Mais M. Tallantier reste de marbre. Il faut respecter les textes. Et puis, « on peut hâter un dépannage tout en faisant de manière sécuritaire ».

MAURICE PEYROT

POLICE

Al ministère de l'Intérieur

M. Robert Broussard est chargé de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants

Le ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet Robert Broussard de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants auprès du directeur général de la police nationale.

Figure populaire des brigades « anti-gang », habitué des négociations avec les preneurs d'otages, médiatisé lors de la fusillade du 2 novembre 1979 au cours de laquelle Jacques Mesrine fut tué, créateur de l'unité d'élite de la police nationale (le RAID), « patron » des polices urbaines sept années durant, après un parcours sans faute de commissaire de la République délégué en Corse, le préfet Robert Broussard a l'habitude des missions difficiles. Et la mission confiée par M. Quilès le sera.

A cinquante-six ans, le préfet Broussard est, aux yeux du ministre, « la personne la plus apte à conduire cette mission de coordina-

tion, de motivation et de valorisation » en raison de « sa carrière, de son expérience et de l'estime que lui portent les policiers ». Il représentera le ministère de l'Intérieur au plan international comme au plan national ainsi que dans les contacts avec les ministères de la justice, de la santé, de la jeunesse ou des finances. « Il y a eu 411 morts par overdose en France en 1991 et 50 % des délits de voie publique sont, en banlieue parisienne, liés à la drogue », a déclaré M. Broussard. Il nous faut conduire une stratégie tous azimuts : dissuasion, prévention, information notamment à l'égard des parents, et répression ».

La déléguée générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, M<sup>me</sup> Georges Dufour, s'est réjouie de cette nomination qui « marque bien l'engagement et la détermination du ministère de l'Intérieur ». La nomination de M. Broussard est le prélude d'un mouvement policier plus général qui devrait notamment toucher la direction centrale de la police territoriale et l'inspection générale de la police nationale (le Monde du 20 octobre).

E. In.

EN BREF

Peines de prison ferme pour des responsables de l'Union des aveugles de Paris-les Canneaux blanches. Dix-huit responsables ou fournisseurs de l'Union des aveugles de Paris-les Canneaux blanches (UNAPIF) ont été condamnés, vendredi 23 octobre, par la 13<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris pour des irrégularités financières, portant sur 14 millions de francs, depuis trois ans. Arrêtés à l'audience, Rémi Staub, conseiller technique de l'UNAPIF depuis 1974, a été condamné à trois ans de prison dont dix-huit mois avec sursis et 100 000 francs d'amende. Le président de l'association, Raymond Hardy, a été condamné à quatre mois de prison dont vingt-deux jours avec sursis et 100 000 francs d'amende. Seize autres personnes ont été condamnées à des peines plus légères qui vont jusqu'à 60 000 francs d'amende.

Une femme sélectionnée pour la prochaine mission spatiale franco-russe. Le CNES a annoncé, lundi 26 octobre, les noms des deux cosmonautes désignés pour la quatrième vol spatial franco-russe à bord de la station Mir, prévu courant 1993. Jean-Pierre Haigneré, quarante-quatre ans, titulaire, et Claude André-Deshays, trente-cinq ans, suppléante, commenceront à s'entraîner en Russie dans quelques jours. Responsable des programmes de physiologie et de médecine du CNES, Claude André-Deshays est la première femme désignée en France pour un vol spatial, mais son titre de suppléante ne devrait lui permettre de voler qu'en cas d'indisponibilité de dernière minute de Jean-Pierre Haigneré.

Manifestation de transporteurs de déchets. Treize camionneurs, employés de l'entreprise Freymuth à Metz (Moselle) et spécialisés dans le transport de déchets ménagers, se sont installés vers 4 h 30, mardi 27 octobre, sur la place de l'Étoile, à Paris. Ils ont été interpellés peu après par les forces de l'ordre pour entrave à la circulation. Une demi-heure plus tôt, six transporteurs routiers avaient déjà été interpellés dans des circonstances et pour des motifs identiques. Les camionneurs ont voulu manifester leur opposition au décret de M<sup>me</sup> Ségolène Royal, ministre chargée de l'environnement, qui vise à réguler le dépôt des déchets dans les décharges publiques. Ils craignent que les producteurs de déchets ne remettent en cause les contrats qu'ils ont signés avec leur entreprise et qui ne devraient expirer que dans deux ans.

Le corps de l'Alpiniste français décédé au Chili. Le corps de Jean-Claude Vinconneau (et non Jean-Claude Vincent comme indiqué dans nos éditions du 27 octobre sur la foi d'une dépêche erronée), a été récupéré, lundi 26 octobre, par une patrouille de secouristes chiliens. L'alpiniste est décédé, vendredi 23 octobre, lors de l'ascension du volcan Ojos del Salado, à la suite d'une chute sur la tête. Jean-Claude Vinconneau, ingénieur de cinquante-quatre ans, était membre du comité directeur de la Fédération française de montagne et d'escalade.

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT

15

Apprenez le solfège

69F

MÉDECINE

L'irrésistible flambée du paludisme

Suite de la première page

Pour l'essentiel, l'épidémie frappe en Afrique tropicale. L'an campé 275 millions de porteurs du parasite (sur une population de 530 millions de personnes) et où l'on estime que cette maladie, dans les régions rurales, tue un enfant sur vingt avant l'âge de cinq ans. Les conséquences financières directes et indirectes de l'épidémie étaient estimées en Afrique à 800 millions de dollars en 1987. Aujourd'hui, cette estimation se situe à 1,8 milliard de dollars.

Aux données connues, il faut en ajouter de nouvelles concernant la progression d'épidémies dans différents pays. C'est par exemple le cas en Afghanistan, où, conséquence de la guerre, on est passé de 12 000 à 320 000 cas. En Éthiopie et à Madagascar, une épidémie a, en 1988, tué 20 000 personnes, certaines estimations faisant état d'un nombre plus élevé encore de victimes (le Monde daté 12-13 février 1989). Au Cambodge, en décembre 1990, 500 000 nouveaux cas chaque année, ainsi que l'apparition de phénomènes très graves de résistance du parasite aux médicaments antipaludéens (le Monde du 18 mars).

L'Amérique latine, en particulier le bassin de l'Amazonie, est, depuis quelques années, un nouveau et important foyer d'infection, conséquence directe des activités minières multiples et des entreprises de déforestation, ainsi que des déplacements incontrôlables de populations (le Monde du 6 mai). Sur ce continent, le nombre des cas est passé de 600 000 en 1980 à 1,1 million en 1990. A lui seul, le Brésil est passé de 66 000 cas en 1974 à 560 000 en 1990. La Chine, l'Inde, l'Indonésie, Sri-Lanka, la Thaïlande et le Vietnam figurent également sur la liste des pays les plus touchés.

Cette recrudescence épidémiologique généralisée ne permet plus d'entretenir l'équivoque : l'éradication n'était qu'une vue de l'esprit. Elle impose également de faire un bilan très critique de l'action menée depuis la fin de la seconde guerre mondiale, lorsque l'usage à large échelle d'insecticides (DDT) contre les moustiques-vecteurs et la découverte de médicaments antipaludéens de synthèse permirent de réduire le parasite aux médicaments antipaludéens (le Monde du 18 mars).

« L'idée de l'éradication du paludisme, lancée pour la première fois dès 1916, a ressurgi après la seconde guerre mondiale, à la suite des ravages causés par les épidémies dans les régions dévastées du sud de l'Europe », explique le docteur José Antonio Najera-Morales (division de la lutte contre les maladies tropicales-OMS). L'insecticide DDT avait alors semblé efficace non seulement pour maîtriser ces épidémies mais aussi pour répondre au paludisme dans des régions endémiques comme le

Guyana (alors Guyane britannique), Taïwan (alors Formose), et le Venezuela. Toutefois, l'Afrique tropicale et certaines régions du Sud-Est asiatique des problèmes très différents, compte tenu de leur très grande densité, de leur état de sous-développement et de leur manque de ressources humaines et financières.

« Dans de nombreux pays tropicaux, il s'est avéré impossible de conserver les acquis des programmes d'éradication », explique-t-on aujourd'hui à l'OMS. Le développement des services de santé de base, qui était considéré comme une condition sine qua non de l'éradication du paludisme, n'a pas été aussi rapide que prévu. De plus, dans de nombreuses régions du monde, les moustiques se sont montrés ou sont devenus résistants à l'action des insecticides pulvérisés à l'intérieur des habitations, et les parasites du paludisme ont acquis une résistance au développement. » En d'autres termes, les caractéristiques propres de cette infection parasitaire, l'adaptation des moustiques-vecteurs et les dimensions économiques et écologiques du phénomène ont été telles que l'on ne pouvait durablement agir efficacement contre lui.

Une approche commune

Pourquoi une reconnaissance aussi tardive par l'OMS de la réalité épidémiologique et de la nécessité d'une modification des stratégies de lutte antipaludéenne ? « C'est sans doute qu'il est très difficile d'abandonner le concept d'éradication d'une maladie », reconnaît le docteur Ralph Handerson, sous-directeur général de l'OMS. Certains experts se rejoignent encore aujourd'hui à l'abandonner, estimant que les résultats positifs observés ici ou là pourraient parfaitement être obtenus sur de plus vastes échelles.

La « déclaration mondiale » d'Amsterdam (2) se fonde sur une nouvelle stratégie de lutte couvrant la période 1993-2000. Deux objectifs sont fixés : en 1997, 90 % des pays impaludés devront avoir mis en œuvre des programmes appropriés de lutte, et en l'an 2000 la mortalité devra être réduite d'au moins 20 % par rapport à 1995. Tout en reconnaissant le caractère multiforme de l'épidémie, les experts parlent sur l'efficacité d'une approche commune, incluant notamment le diagnostic et le traitement rapide, la planification de mesures de prévention durables (parmi lesquelles l'usage des moustiquaires imprégnées d'insecticide semble pouvoir fournir de notables progrès) et la réévaluation régulière des situations épidémiologiques nationales incluant les déterminants écologiques, sociaux et économiques de la maladie.

On ne parle plus aujourd'hui que d'« objectifs réalistes » et d'une « réduction de la mortalité et de la morbidité ». Outre la volonté politique qui semble enfin s'exprimer (35 ministères de la santé de pays impaludés étaient présents à la conférence d'Amsterdam), ce programme devrait rapidement bénéficier d'un soutien financier plus important. Les investissements sont estimés aujourd'hui entre 100 et 150 millions de dollars annuels (dont 50 à 70 millions au titre de programmes régionaux ou multilatéraux) et 12 millions au titre de l'OMS), et l'on espère atteindre au plus vite une somme comprise entre 250 et 300 millions de dollars. L'effort principal devrait être accompli par les « bailleurs de fonds » traditionnels que sont les pays industrialisés (3).

Cette nouvelle approche plus réaliste sera-t-elle plus efficace ? A l'heure de la pandémie de sida, la lutte contre le paludisme peut-elle encore mobiliser les énergies scientifiques, médicales et poli-

tiques ? L'issue du combat que l'espèce humaine mène depuis un siècle contre le parasite en dépend.

JEAN-YVES NAU

(2) La conférence ministérielle sur le paludisme a eu lieu à Amsterdam, les 26-27 octobre. Cette conférence présidée par M. Pascal Lissouba, président de la République du Congo, a réuni des représentants gouvernementaux de quarante-deux pays où la maladie sévit sur un mode endémique et de douze pays industriels impliqués dans des programmes de lutte contre le paludisme. Ce programme a été décidé en France. Ce programme est axé sur la formation, la recherche opérationnelle, la lutte antivectorielle et l'aide à la définition de programmes nationaux dans les pays de l'Afrique subsaharienne.

(3) M. Marcel Debruge, ministre français de la coopération et du développement, a précisé à Amsterdam qu'un programme mobilisateur de lutte contre le paludisme, doté de 20 millions de francs, avait été décidé en France. Ce programme est axé sur la formation, la recherche opérationnelle, la lutte antivectorielle et l'aide à la définition de programmes nationaux dans les pays de l'Afrique subsaharienne.

La réforme du système français de transplantation

Mise en place d'un comité de sages pour les greffes et dons d'organes

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a rendu public, lundi 26 octobre, la composition du Comité de transparence, une nouvelle instance consultative créée par un arrêté du 23 octobre dans le cadre de la réforme du système français de transplantation d'organes et de tissus, annoncée le 9 juillet dernier (le Monde du 10 juillet). Sous la présidence de M<sup>me</sup> Colette Méme, présidente du Conseil supérieur des hôpitaux depuis 1989, le Comité réunit dix-huit praticiens et huit personnalités, dont le docteur Louis René, président du conseil de l'Ordre des médecins.

« Existe-il trop, ou pas assez, de centres de greffes ? » « Doit-on faire des campagnes en faveur des dons d'organes ? » Le ministre de la santé dispose à présent de vingt-sept conseillers pour lui répondre. Après le rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) qui metait en jour certains dysfonctionnements dans le domaine des transplantations d'organes en France (le Monde du 4 juin), la réforme globale du système, annoncée le 9 juillet, se poursuit. Nouvelle étape du dispositif : la mise en place d'un Comité de transparence, créé officiellement par un arrêté du 23 octobre. « Instance de conseil et d'évaluation indépendante en matière de prélèvement et

d'utilisation thérapeutique des organes, des tissus et des cellules d'origine humaine, à l'exception du sang et des gamètes », ce nouveau comité de sages se compose de vingt-six membres dont « les fonctionnaires de l'État », nommés pour un mandat de trois ans renouvelable une fois.

Sous la présidence de M<sup>me</sup> Colette Méme, qui fut chargée de mission au cabinet de M<sup>me</sup> Simone Veil, alors ministre de la santé, et qui présida depuis 1985 le Conseil supérieur des hôpitaux, dix-huit praticiens répartis dans neuf spécialités et huit « personnalités qualifiées », dont le docteur Louis René, président du conseil de l'Ordre des médecins, M. Gérard de Bryne, président de la Fédération nationale d'aide aux insuffisants rénaux, et M<sup>me</sup> Chantal Bicochi, représentante du personnel infirmier, sont désormais chargés d'élaborer le cahier des charges des associations concernées, de mettre au point des « instruments d'évaluation » pour l'homologation des centres de greffes, de saisir le ministre sur toute question préoccupante et de remettre chaque année un rapport d'activité. Le directeur général de la santé et le directeur des hôpitaux ou leurs représentants assistent aux séances du Comité et disposent chacun d'une voix consultative.

Le Comité de transparence devrait bientôt disposer de locaux au siège du Réseau national de santé publique (RNSP) (le Monde du 19 juin), à Saint-Maurice (Val-de-Marne).

L. F.



# CULTURE

## Porte ouverte à Madrid

Un festival international et décentralisé, une section « alternative », le début de l'Europe culturelle

### THÉÂTRE

MADRID

de notre envoyée spéciale

Comme Paris, Madrid a son Festival d'Automne — le neuvième cette année — qui de septembre à décembre rassemble dans différents lieux de la capitale musicale, théâtre, danse, cirque, expositions. Avec, plus encore qu'à Paris — les théâtres y sont moins nombreux, la tradition moins ancienne, le chemin plus long à parcourir, l'ambition de lancer la saison, un souci d'« élitisme » dans le meilleur sens du terme : haut de gamme et découvertes. Avec également une volonté de cohérence : ainsi cette année un programme argentin, l'« Eventail de Lady Windermere » d'Oscar Wilde dans une version espagnole, et surtout la Royal Shakespeare Company, qui a donné trois spectacles. En 1993, l'invitation doit être faite à la France, présente déjà avec, en avant-première, *Impressions de Pellas* par Peter Brook. Enfin, un programme latino-américain, Christophe Colomb oblige.

En l'honneur de Christophe Colomb, *Tirano Banderas* d'après Valle Inclán, créé à Paris par Luis Pasquel, a tourné en Amérique, va parcourir l'Europe et se joue encore à Madrid. Le festival, dirigé par un politicien, ex-secrétaire, Agustín Tena, est financé par l'État, la Communauté de Madrid et quelques sponsors. Cette année, les subventions affectées à la célébration des voyages de Christophe Colomb et à l'Exposition universelle de Séville ont permis de faire venir — avant Paris, à l'Odéon, en septembre 1993 — le Piccolo Teatro et le Baruffe Chiozzotte que

Girgin Strehler a monté pour la première fois en 1964. Il le reprend dans une nouvelle mise en scène en l'honneur de l'année Goldoni, la folie des célébrations a parfois un côté positif.

Nouvelle, la mise en scène ? Pourquoi le serait-elle ? L'union Strehler-Goldoni ne s'est pas sensiblement élargie. On éprouve une sensation rare de plénitude en retrouvant le ciel à la fois lumineux et laiteux sur lequel les silhouettes se découpent en contre-jour, nombres fantomatiques aux contours nets, personnes en même temps que personnages, fiction et réel mêlés : le théâtre.

L'« onirisme » de Bob Wilson

Ce parti pris n'est pas seulement esthétique. Plus qu'une comédie de caractère, c'est une œuvre en un enchevêtrement de sketches pittoresques autour d'une intrigue-prétexte. Prétexte à raconter la vie d'un petit peuple de marins, à retrouver leur langage — plus proche de l'espagnol que l'italien classique. Manière de faire entendre leur différence, de faire comprendre leur identité, en les opposant à un magistrat, un bourgeois de Venise. La mise en scène part d'une sorte de oéo réalisme, qui progressivement se ritualise. Ce que l'on voit alors est une œuvre stylisée de comportements aussi évidents que des dessins racontant un monde disparu. Les hommes et les femmes se déchirent en cherchant le bonheur, luttent pour survivre, et c'est en vain. Ils apparaissent au passé, le bonheur est une illusion. « Dansons, amusez-



« Le Baruffe Chiozzotte » de Carlo Goldoni, mis en scène par Giorgio Strehler

nous maintenant que notre mariage est fixé », dit la jeune héroïne, et c'est le bal final, dans le crépuscule où les uns et les autres se fondent, se confondent. Dureté et mélancolie : le monde de Strehler est là, intact, une bouteille de beauté, d'intelligence, de plaisir.

Moins international que celui de Paris, le Festival d'Automne fait largement appel aux auteurs espagnols : Fernando Fernán Gómez, Pedro Almodovar, Agustín Gómez Arroxas... Et Vicente Molina Foix qui a écrit *Don Juan último*, mis en scène par Bob Wilson, dont les

Madridiens ont pu voir *Einstein on the Beach*. Un triomphe, alors que le *Don Juan* déconcerte et attire pas grand monde. En fait, les spectateurs semblent s'adapter sans difficulté à l'onirisme de Bob Wilson, à son monde irrationnel, à son humour naïf, et même à ses lenteurs, à son hétéroclitisme. Mais peut-on demander à des acteurs espagnols de prendre des poses figées, de rester impassibles, de dire un texte sans intonation, sans émotion, sans expression ? Cela paraît tout à fait impensable. Si bien qu'ils décalent l'image wil-

Famille flamenco et danseurs indiens

Prévoir l'attente des différents publics n'est pas plus simple à Madrid qu'à Paris ni ailleurs. Pourquoi pareille réticence à l'égard d'un spectacle finalement plus espagnol que wilsonien ? Pourquoi, alors que le Baruffe Chiozzotte a été ovationné tout le soir pendant un bon quart d'heure, la salle du Théâtre de la Zarzuela où il est donné, n'a-t-elle pas été pleine ? Pourquoi, en revanche, un tel enthousiasme pour la confrontation entre une famille flamenco et des danseurs indiens ? Il s'agit de montrer les origines communes des deux groupes puisqu'il est admis que Gitans et Tziganes sont partis de l'Inde il y a des siècles. Physiquement les artistes auraient pu être cousins. Dans la pratique de leur art, les liens étaient moins frappants. De toute façon la situa-

tion était trop artificielle pour convaincre. Peu importe, il y avait les musiques, et la danseuse indienne : un enchantement.

Le Festival d'Automne ne reste pas dans Madrid, il décentralise certains de ses spectacles et, pour la quatrième fois, amène une section dite Festival alternatif, « une alternative au wide culturel ». Une sorte de « off », mais sélectionné, canalisé, et dont les productions sont présentées dans des conditions aussi professionnelles que celles du « in ». Il y a quarante-cinq compagnies, une limite à ne pas dépasser. Les salles, les équipements techniques, la publicité sont offerts par le Festival.

Les troupes, pratiquement toutes nationales, travaillent régulièrement dans l'ensemble du pays. On en dénombre environ sept cents, dont les conditions de travail et le financement correspondent à ceux des compagnies indépendantes en France. Et, comme en France, elles manquent cruellement de salles pour diffuser leurs spectacles. Elles se sont regroupées en une association qui va tenter d'organiser des circuits réguliers.

En plus vaste, le travail de ce Festival alternatif se rapproche des expériences menées par Théâtre en Mai à Dijon, par le TNB de Rennes avec Emergence, ou par le Manège de Maubeuge. Il s'agit d'un vrai besoin de théâtre, et si les uns et les autres parviennent à communiquer, on peut songer à la mise en place d'un espace européen ouvert aux artistes.

COLETTE GODARD

## Balasko et elle seule

Nouvel exemple d'une pièce sans enjeu sauvée par son interprète

SOLO  
au Théâtre du Gymnase

Le théâtre privé parisien est de longue date rodé au recyclage des pièces de boulevard à succès écrites en Angleterre ou aux États-Unis. C'est le cas de *Solo*, monologue de l'Anglais Willy Russell, qui ne de nos actrices fétiches, Josiane Balasko, a adapté avec Dominique Deschamps, mis en scène (seule) et interprète chaque soir — et pour longtemps — sur la scène du Théâtre du Gymnase.

Pour longtemps, car sa démonstration est, au plan du jeu, irréprochable. Pendant une heure et quarante-cinq minutes, elle parvient à nous faire croire au personnage de Solange, M<sup>me</sup> Taut-le-monde de quarante-deux ans, qui n'en peut plus de s'ennuyer avec son mari, Lassé de parler avec le mur de sa cuisine (la seule idée au programme de l'auteur), elle décide sur un coup de tête de partir pour Corfu avec une amie. Là-bas, elle redécouvrira les charmes de l'amour dans les bras d'un bistrotier qui saura la combler. C'est tout.

Personne en France, depuis le décès de Barillet et Grédy, ne sait construire ce genre de machine parfaitement huilée, fruit de patientes recherches plus ou moins « marketing » d'écrivains en phase, dit-on, avec l'époque. Mais, hélas, nos producteurs n'en finissent pas

d'apporter le West End londonien et les rues adjacentes de Broadway pour acheter les droits de ces spectacles, dès lors qu'ils ont passé l'épreuve de la critique et le cap de la 200<sup>e</sup> représentation.

Que des acteurs de la troupe de Josiane Balasko tentent dans cette danse purement commerciale, c'est triste. On n'imagine pas qu'elle accepte jamais de tourner dans une de ces sitcoms diffusées à la télévision après le dernier journal, à seule fin de respecter les quotas d'œuvres de création française.

Pourtant, Solo ne vaut pas mieux que ces séries américaines. Le théâtre aime la comédie, la vraie, Josiane Balasko aime la comédie, la vraie ; elle a su par le passé la servir et la réinventer.

Mais c'était avant la mort de son copain Coluche — dont elle retrouve parfois en scène l'humour effréné, le maniement en virtuose d'une vulgarité salvatrice ; c'était avant que la dictature télévisuelle ait tué Ginette Lacaze, héroïne qui avait écrit pour elle, et pour nous. C'était au milieu des années 70, années d'expectative où l'humour pouvait encore dépasser des montagnes.

OLIVIER SCHMITT

► Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée le samedi à 17 heures. Tél. : 42-48-79-79.

### MUSIQUES

## Tubéreuses catalanes

Carlos Santos et ses chanteurs floraux surprise du Festival d'Automne

C'est un spectacle total, comme on disait dans les années 70, donné trois fois seulement au Festival d'Automne. Un spectacle bien loin du théâtre musical expérimental, à mille lieux de l'opéra, une série d'« installations » comme on en voit dans les galeries d'avant-garde, mais dansantes, musicales, éclairées à ras ou de biais, une magnifique suite de tableaux théâtraux.

Sur le thème de l'énergie vocale et de la gestualité naturelle qui découle de la voix, une succession d'objets sonores et animés, douze variations chantées et dansées par des corps en liberté surveillée, dirigés sans baguette mais à partir d'une vraie partition par Carlos Santos, l'auteur, le concepteur, le maître.

Enragé Catalan. Peut-être nostalgique du théâtre vociférant d'Artand, des interjections lettrées, des fulminations dadaïstes. Agacé, sûrement, par le zapateado, les trépidations frénétiques du flamenco et autres costumes récurrents.

Menant ses troupes (cinq solistes et les trente-cinq choristes du Chœur de Valencia) comme un lieutenant des marines à l'entraînement. A coups de gesticulation (Santos chante aussi), le poing serré, le bras vigilement, il maintient la cadence, il joue en force le maître de chœur et de danse.

Danses géométriques, canons rythmiques frappés à mains nues, chaînes interminables de syllabes et de mots, de plus en plus longues, de plus en plus imbriquées, de plus en plus polyphoniques, rappées furissimo, un phrasé planté comme des thèmes mélodiques.

PETIT MONTPARNAISE  
Location 43-22-77-30

la traversée

« Un des plaisirs du Festival d'Automne », libération  
« C'est du très bon théâtre ! »  
Original, puissant, bien écrit, bien joué.  
« Un spectacle réussi. Une bonne soirée assurée. »  
Régistré

Messe  
noire

Mais Carlos Santos ne serait pas catalan s'il maintenait ce diapason machinique sans dérivé. *Tramuntana tremens* est une messe noire anti-espagnole, peut-être, avec Vierge monstrueuse portée à dos d'homme comme un Vendredi saint et scène de torture dans la baignoire sans cesse recommencée, déclinée de Santos lui-même, par une effrayante femme botée au sourcil tige. Mais les officiants roulent des fesses imperceptiblement, les femmes-fleurs se retrouvent en pots. Le chef lui-même, mis en boîte, bat la mesure dans le vide, ses musiciens dans le dos.

Le premier opéra de Carlos Santos, *Adriana*, a été donné cet été aux Jeux olympiques de Barcelone. Si l'opéra en joue par l'absence de continuité dramatique qui caractérise ce premier spectacle parisien, on se demande si le musicien a vraiment les moyens de ses ambitions lyriques. Mais on aimerait voir l'Opéra de Barcelone. Si l'opéra en joue par l'absence de continuité dramatique qui caractérise ce premier spectacle parisien, on se demande si le musicien a vraiment les moyens de ses ambitions lyriques. Mais on aimerait voir l'Opéra de Barcelone.

Prochain concert du Festival d'Automne, œuvres chorales de Luciano Berio à la Basilique, mercredi 28, 20 heures. Tél. : 42-98-12-27.

« Dans mon prochain disque, qui sortira en 1993, j'aborderai les problèmes de succession. J'ai écrit une chanson qui s'appelle La Tour du pouvoir, où il est question du sang versé pour prendre le trône à la place du roi. » Les Ivoiriens savent de quoi il s'agit : la succession du président Houphouët-Boigny, au pouvoir depuis 1960, n'est toujours pas réglée. Elle fait peur à la Côte d'Ivoire et à son chanteur national : « On dit que je suis devenu aujourd'hui un houphouët-

## Alpha Blondy, rastafari, houphouëtiste

Tournée française du pionnier du reggae africain

Entralé par un tube léger — *Rendez-vous* — Alpha Blondy renoue avec le succès commercial. Masada (EMI), le dernier album de l'ivoirien Alpha Blondy, sorti en janvier dernier, est disque d'or en France et en Grande-Bretagne. Alpha Blondy, ex-chanteur terrible de reggae africain, maestro en *dead-locks*, est devenu le parrain des héritiers de Bob Marley au sud du Sahara. Sa tournée française le mène au Zénith avec son groupe de toujours, le Solar System.

Il se définit en deux phrases : « Je me sens un carrefour musical à moi tout seul » et « J'ai longtemps navigué à vue ». Son album est entré dans les hit-parades européens ? « Dieu merci ! » Car Alpha voit le divin partout. Les deux qui président au reggae sont fertiles. « Quand j'ai planté l'arbre du reggae en Afrique, on m'a dit : il va mourir. Non, il a grandi. Ismael Isaac (Sénégalais), Lucky Dube (Africain du Sud), font aussi partie de mes frères, même si je n'ai rien à voir avec eux directement. Le reggae est un langage universel, un espoir divin qui enseigne à ne pas garder la tête basse. C'est la première démocratie, un compte-rendu du quotidien, où l'on peut aussi bien dire : « Hier, j'ai fumé un joint, mais il n'était pas bon » ou « Les nazis sont des crapules ».

Pas de musique sans idées. Des idées simples et directes : « Ici, en Afrique, il faut souvent dire les choses au premier degré, les répéter. On n'enlève rien au fond, mais, pour un Occidental, ça a l'air naïf. » Moralisateur, Alpha Blondy, qui fut un petit voyou, un gâbleur de rue, avant d'être star ? « J'ai été dirigé par ma grand-mère. Il m'en est resté une envie instinctive de moraliser, de conseiller. Je dis aux gens, en les amusant : ne te suicide pas, ne te décourage pas, etc. »

« Dans mon prochain disque, qui sortira en 1993, j'aborderai les problèmes de succession. J'ai écrit une chanson qui s'appelle La Tour du pouvoir, où il est question du sang versé pour prendre le trône à la place du roi. » Les Ivoiriens savent de quoi il s'agit : la succession du président Houphouët-Boigny, au pouvoir depuis 1960, n'est toujours pas réglée. Elle fait peur à la Côte d'Ivoire et à son chanteur national : « On dit que je suis devenu aujourd'hui un houphouët-

liste aveugle. C'est faux. Simplement, je préfère encore l'ordre aux injustices. Houphouët-Boigny a su choisir la paix, il l'a maintenue depuis l'indépendance. Bravo ! La Côte d'Ivoire reste une oasis dans le désert politique africain. La fin des dictatures continue d'y amener de nouveaux réfugiés. Les problèmes se sont multipliés : l'insécurité, mais c'est un peu normal quand on peut, grâce aux trafiquants internationaux, acheter un kalachnikov au Liberia pour 500 francs français ; le sida, qui touche aujourd'hui plus d'un million de jeunes Ivoiriens séropositifs. »

« Le multipartisme est venu trop vite »

La contestation étudiante, la crise économique, la fin du parti unique ? « On laisse les étudiants s'amuser avec le zougou (la nouvelle danse qui fait fureur à Abidjan, le Monde du 15 septembre 1992) — et ils ont un humour qui j'admire — sachant qu'ils n'ont pas de perspective de travail, pas de vraie place à l'université et que trop sont en surris, car séropositifs. Je crois que le multipartisme est venu trop vite, sans transition. Il n'était pas fait pour une minorité d'intellectuels, y compris ceux, ministres ou autres, qui ont tissé autour d'Houphouët les fils du culte de la personnalité. »

Lui reproche-t-on de tourner le dos à la Côte d'Ivoire pour vaquer à ses occupations internationales, de tourner le dos à son pays ? « Je ne suis pas un conservateur de bon aloi, qu'Alpha Blondy rétorque : « Si je n'étais pas mortel, je jouerais pendant le temps à plein de choses, jouer à la guerre, etc. Mais... » Dernière application pratique : l'achat le mois dernier, à Los Angeles, lors de la tournée américaine du Solar System, d'un studio vingt-quatre pistes qui devrait arriver sous peu à Abidjan, et la constitution d'une société de production qui portera le nom d'Alpha Blondy : « L'idée est de produire des jeunes Ivoiriens, de leur donner les moyens de se mettre à un niveau international. »

Propos recueillis par VÉRONIQUE MORTAIGNE  
► Le 27 octobre, à 19 h 30, au Zénith, porte de Pantin, Paris (19).

## Au ministère de l'intérieur Robert Broussard est chargé coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants.

Le ministre de l'intérieur, Robert Broussard, a annoncé, lundi 26 octobre, avoir chargé le préfet de la Seine-Saint-Denis, Robert Broussard, de coordonner la lutte contre le



# CULTURE

## CINÉMA

### Sexe, mensonges et vidéo

Le Festival du nouveau cinéma de Montréal ne filme que ça

MONTREAL

correspondance

Agé de vingt et un ans, le Festival du nouveau cinéma de Montréal est le plus ancien du Canada. C'est aussi, paradoxalement, le plus « branché ». Loin des mondanités, il privilégie l'aspect d'indépendance, d'aventure et d'expérimentation (c'est l'induction de la vidéo) de créateurs qui, plus tard, feront l'histoire du cinéma. C'est ainsi que, en présentant à Montréal leurs œuvres en première nord-américaine, des réalisateurs comme ceux de Finlande, d'Iran, du Kazakhstan, de Hongrie, deux thèmes se dégagent : le sexe et l'image — l'image travaillée et retravaillée par la technique de la vidéo, manipulée à des fins politiques, déterminée par l'irruption de la caméra dans la réa-

lité. Le sexe était partout, et d'abord dans les films qui présentaient l'importante section *gay*. *Dieu merci, je suis lesbienne* ou *L'heure bleue* (mélodrame psychologique classique sur un *call-boy*). On pouvait également voir *The Sluts and Goddesses Video Workshop*, de Maria Beatty et Annie Sprinkle, parodie d'une vidéo érotique de Jane Fonda.

Des *souffrances et des hommes* s'affirmaient comme « la première vidéo québécoise importante sur le sida », mais les Américains ont déjà fait du chemin. *Voices from the Front*, le documentaire de Sandra Elgar, Rolya Hutt et David Meisner, tente de rendre compte, de manière aussi exhaustive que possible, des mouvements activistes de lutte contre le sida aux États-Unis. Le film s'en prend à la négligence du gouvernement et aux pratiques mercantiles des grands laboratoires pharmaceutiques. On y voit un homme attendre neuf jours dans un couloir d'hôpital, étendu sur un lit de fortune, et mourir quarante-huit heures après sa sortie. A Washington, l'administration

traîne les pieds pour homologuer les nouveaux médicaments. A Harlem, l'un des quartiers les plus atteints de New-York, on « ferme » un hôpital (pas rentable dans une communauté aussi démunie). Cru et violent.

C'est plus précisément à la communauté noire que s'adresse *Madison T. Riggs*. Dans *Non, je ne regrette rien* (en français dans le texte), cinq hommes noirs, homosexuels et séropositifs, parlent de leur sida, de leurs difficultés, personnelles et sociales, qu'ils abordent avec panique, colère, résignation. Riggs est un vrai cinéaste, l'agencement des plans (poèmes et entretiens) est presque musical et la mise en images proche d'une chorégraphie qui dit le soulagement, sinon la joie, de pouvoir enfin parler.

Sur les quarante vidéos présentées (de toutes durées, tous standards et tous styles), certaines se détachent nettement. *L'Esprit de Danie*, de Raul Ruiz, d'après les chansons 9-14 de la *Divine Comédie*. « Un film politique. Aussi politique que l'œuvre de Dante », dit Raul Ruiz dans le catalogue du

Festival — nous le croirons sur parole. *Darwin*, de Peter Greenaway, a été co-produit par la France. La vidéo poursuit le travail entamé avec *Prospero's Books*. C'est aussi un fabuleux cours magistral sur le théoricien de l'évolution des espèces.

Mais la vidéo et, par extension, la caméra (vidéo et cinéma) étaient aussi le catalyseur, parfois même le sujet de plusieurs œuvres. Jusqu'à bâtir un film sur ce que la caméra refuse de filmer : 1989 : le vrai pouvoir de la télévision détaille les différents types de censure en Hongrie alors que le conflit fait rage en Roumanie. *La Manufacture du consentement*, de Mark Achbar et Peter Wintonick, traite des rapports de Noam Chomsky avec la presse écrite et audiovisuelle. Pamphlet dynamique et partial sur la manipulation des images et le contrôle idéologique qu'exercent les médias sur l'opinion publique aux États-Unis, la *Manufacture du consentement* est, malgré sa mauvaise foi, presque une entreprise de salubrité publique.

HENRI BÉHAR

## Deux disparitions

### Le danseur Jerome Andrews...

Le danseur et chorégraphe Jerome Andrews est mort le 26 octobre à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Américain, établi à Paris au début des années 50, figure mythique de la danse contemporaine, Jerome Andrews a eu en France une influence considérable. Il fit fêver des pionniers Ruth Saint-Denis et Ted Shawn, puis seul homme à suivre les cours de Martha Graham. Interprète du *Sacré du printemps* de Leonide Massine, aux côtés de Martha Graham, on le retrouve ensuite chez Doris Humphrey, Hanya Holm, et Jose Limon. En France, il travaille avec ceux qui tentent d'imposer une danse différente, inspirée de l'expressionnisme allemand : Jacqueline Robinson, Karine Wachner, Françoise et Dominique Dupuy. Chorégraphe, il a appris à danser à plusieurs générations de danseurs. De 1970 à 1975, ses stages et ses leçons lors des rencontres du Jardin de la danse, à Avignon, ont marqué tous ceux qui les ont suivis.

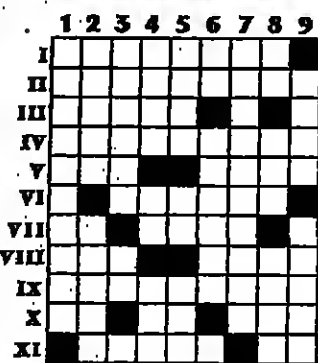
### ...et le chanteur Roger Miller

Le chanteur et compositeur de country Roger Miller est mort le 25 octobre à Los Angeles d'un cancer de la gorge. Il avait cinquante-deux ans.

Né dans l'Oklahoma, Roger Miller était arrivé à Nashville à la fin des années 50. Multi-instrumentiste (il a joué du violon avec Minnie Pearl, de la batterie avec Faron Young, de la basse avec Ray Price), il s'imposait vite comme un talent à succès. Il écrivit pour Price, George Jones, Ernest Tubbs. En 1964, il commence une carrière d'interprète et connaît un énorme succès avec *King of the Road* (1965), suivi de *Chug a Lug*, *Engine, Engine N° 9* et *England Swings*, qui se classent en tête des hit-parades country et pop. En 1964 et 1965, il accumule onze Grammy Awards (équivalent musical des Oscars), record jusqu'à l'actuel. Sans retrouver le succès populaire des années 60, sa carrière se poursuit à la télévision, au cinéma et au théâtre.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5898



HORIZONTALEMENT

I. On les essaie avant de les lever. — II. Les cultiver, c'est une façon de faire du commerce. — III. Un ensemble de lignes. — IV. Sert dans les ordres. — V. Circulent à l'étranger. Fixe étroitement. — VI. Est dangereux à cause des ergots. — VII. Proposition. Présent quand il est petit. — VIII. Peut passer sous une porte. Nom donné à la petite « scorie ». — IX. Pas de cours. — X. Le Dieu de la Bible. Une nappes. Présent au futur. — XI. Relevé comme par le chef. Mot d'enfant.

VERTICALEMENT

1. N'est pas lourde quand elle est de campagne. — 2. Comme un pied quand on attend. Quand elle est de garde, on y connaît la chanson. — 3. Presque épuisée. Pronom. Flat. — 4. Poignée de mains. Pronom. Flat. — 5. Faire sauter. Princesse. Retourne partout où il passe. — 6. Conjonction. Met à l'aise partout où il rentre. — 7. S'arrête près des trous. — 8. L'échin. Fleur. Peut se mettre dans un tube. — 9. Lit au salon. Assez vulgaire.

Solution du problème n° 5897

Horizontalement

I. Sulfateur. — II. Arroso. NI. — III. Inséminée. — IV. Sa. Hoï. — V. Inde. Os. — VI. Nid. Est. — VII. Sornettes. — VIII. Erre. — IX. Nette. — X. loi. Toute. — XI. Bu. Larmes.

Verticalement

1. Saisons. Nib. — 2. Urne. lo. Eau. — 3. Ls. Idria. — 4. Foch. — 5. Amodée. Est. — 6. Toilette. Or. — 7. Na. Atrium. — 8. Une. Oter. — 9. Rena. Sema. — GUY BROUTY

## CARNET DU Monde

### Décès

— Yvonne Aeschmann, Claude, Mireille, Annie, Jean-Hugues, Eric, leurs conjoints, ont tous la même date de décès, font part de la mort de

Geneviève AESCHMANN, survenue accidentellement le 23 octobre 1992, à Lyon.

— L'inhumation a eu lieu mardi 27 octobre, à Sallans (Drôme).

5, allée Ho-Chi-Minh, 69700 Givors.

— M<sup>me</sup> Mathy Moezy, sa cousine, ont tous la même date de décès, ont la tristesse de faire part du décès de

Maya DVOLAITZKY, directeur de recherche au CNRS, survenue le 25 octobre 1992.

L'inhumation se fera le jeudi 29 octobre, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

Rendez-vous porte Gambetta.

16, avenue Reille, 75014 Paris.

— Ses amis, Et collègues du laboratoire de chimie des interactions moléculaires au Collège de France, ont la tristesse de faire part du décès de

Maya DVOLAITZKY, directeur de recherche au CNRS, survenue le 25 octobre 1992.

L'inhumation se fera le jeudi 29 octobre, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

Rendez-vous porte Gambetta.

Pierre-Gilles de Gennes. Et tous les personnels du laboratoire de physique de la matière condensée (URA 792), ont la douleur de faire part du décès subit de leur ami

Maya DVOLAITZKY, directeur de recherche au CNRS, le 25 octobre 1992.

Collège de France, 11, place Marcelin-Berthelot, 75005 Paris.

— Eric, Sylvie, Alain Gilbert, ont le très grand regret d'annoncer la mort subite de leur père,

Roland GIBERT, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, survenue le 19 octobre 1992 à Montpellier (Hérault).

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale le 27 octobre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Bastien TOUBAIL, directeur général du centre culturel Hariri en France, ancien premier conseiller, près de l'ambassade du Liban à Paris, a la douleur de faire part du décès de sa mère.

M<sup>me</sup> Wafad TAWIL, survenue à Beyrouth.

Les condoléances seront reçues à son domicile, au 72, boulevard Flandrin, Paris-16<sup>e</sup>, le mercredi 28 et le jeudi 29 octobre 1992, à partir de 16 heures.

— Georges Gumpel et sa fille Magali, sa mère, sa tante, sa sœur, sa belle-mère, M<sup>me</sup> Germaine Gumpel, sa tante, Henri et Claudine Moss et leurs enfants, Gilbert et Michèle Gansen et leur fille, ont toute la famille, ont l'immenso chagrin d'annoncer le décès de

Madeline GUMPEL, survenue le 26 octobre 1992.

Un hommage lui sera rendu dans la chapelle Saint-Louis de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, le jeudi 29 octobre, à 8 h 45.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le même jour, à 15 heures, à Préveranges (Cher).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

78, avenue Lafréville, 94000 Créteil.

— Le laboratoire de neurobiologie cellulaire, moléculaire et clinique de l'INSERM (unité 134), a la douleur de faire part du décès de

docteur Madeline GUMPEL, directeur de recherche au CNRS, membre du comité scientifique de l'Association pour la recherche sur la sclérose en plaques (ARSEP), lauréat de l'Académie des sciences, survenue le 26 octobre 1992.

Ses travaux remarquables et de pionnier sur la réparation du système nerveux ont ouvert un nouvel espoir thérapeutique dans le traitement de la sclérose en plaques et lui ont valu une renommée internationale.

Unité 134, INSERM, hôpital de la Pitié-Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, 75631 Paris Cedex 13.

— Lyon, Paris, Mexico, Pretoria, Bogota, Strasbourg.

M<sup>me</sup> Michel Gustin, Monique et José-Marie Bordonaba, Laure-Anne, Elise-Othman, Pierre et Brigitte Gustin, Antoine, Stéphane, Jean-Paul et Conchita Gustin, Hélène et Christian Masset, Gabriel, Paul, Luc, Pascal et Pascale Gustin, Elise, Jean-Claude, Luz Maria Rosa Tula, Damien et Valérie Rosa, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Benoît, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel GUSTIN, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, survenue à Lyon, le dimanche 25 octobre 1992, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le 28 octobre, à 10 heures, en l'église de la Rédemption de Lyon.

7, quai de Saône, 69006 Lyon.

— Tous les collaborateurs de la société RFR, ont le regret de faire part du décès de

M. Peter RICE, directeur de la société RFR, ingénieur, né en 1935 à Dublin, Irlande, survenue le 25 octobre 1992 à Londres.

M. Rice était membre de l'Institut d'ingénieurs civils, membre de l'Association d'ingénieurs irlandais.

Les obsèques privées seront célébrées le vendredi 30 octobre en Angleterre.

Il est demandé par la famille de n'adresser ni fleurs ni couronnes, mais tout don peut être adressé à The Bristol Cancer Help Centre, Cornwallis Grove, Clifton, Bristol, BS3 4PG, Angleterre.

— M<sup>me</sup> Jean Larigot, Tous les parents Et amis, ont la douleur de faire part du décès de

médécine-colonel Jean LARIGOT, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, valeur militaire, survenue à Nice, le 24 octobre 1992, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 28 octobre, à 10 h 15, en la chapelle de l'Abbaye de Nice, 42, avenue Saint-Augustin.

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

Le Kochia, 61 bis, corniche Fleurie, 06200 Nice.

— Tous les collaborateurs de la société RFR, ont le regret de faire part du décès de

M. Peter RICE, directeur de la société RFR, ingénieur, né en 1935 à Dublin, Irlande, survenue le 25 octobre 1992 à Londres.

M. Rice était membre de l'Institut d'ingénieurs civils, membre de l'Association d'ingénieurs irlandais.

Les obsèques privées seront célébrées le vendredi 30 octobre en Angleterre.

Il est demandé par la famille de n'adresser ni fleurs ni couronnes, mais tout don peut être adressé à The Bristol Cancer Help Centre, Cornwallis Grove, Clifton, Bristol, BS3 4PG, Angleterre.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

## FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

### MUSIQUE

OPERA DE PARIS BASTILLE mercredi 28 Octobre

LUCIANO BERIO

CANTICUM NOVISSIMI TESTAMENTI CALMO - OFANIM

ORCHESTRE DE LA RAI TURIN BRASCHER SAXOPHONE QUARTET LONDON VOICES

NEW LONDON CHILDREN'S CHOIR ESTI KENAN OFRI, LUISA CASTELLANI VOIX

DIRECTION LUCIANO BERIO LOCATION 44 73 13 00

LE BOND POINT THEATRE RENAUD-BARRAUD lundi 9 novembre

JEAN-CLAUDE ELOY

JUNKO UEDA VOIX, SATSUMA-BIWA ANNE LISA NATHAN, SOPRANO

LOCATION 42 56 60 70

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATELET Théâtre musical de Paris

Lundi 2 Mercredi 4 Vendredi 6

19 h (s.a. Valérie O. et C.)

MIDIS MUSICALUX Le 2 : Ilya ITIN

Piano BAUER, CHOPIN SCRIBALINI

Le 4 : Alain GAMPPEL

Piano MOZART, CHOPIN SCHUBERT

Le 6 : SIMPLE SYMPHONY

WENIAWSKI HAYDN

AUDITORIUM CHATELET

Lundi 2 Mercredi 4 Vendredi 6

19 h (s.a. Valérie O. et C.)

Delores ZIEGLER

Mézzo-soprano MURRAY SCHUMANN, WOLF

AUDITORIUM CHATELET

Mardi 3 Mercredi 5

19 h (s.a. Valérie O. et C.)

Udo REINEMANN

Baryton RUDOLF JARSEN

Le 4 : SCHUBERT

AUDITORIUM CHATELET

Mercredi 4 Vendredi 6

19 h (s.a. Valérie O. et C.)

Antonio MENES

Violoncelle Jean-Louis STEURMAN

Piano SCHUMANN R. STRAUSS

OPÉRA-BASTILLE Amphithéâtre

Mardi 3 Mercredi 5

20 h (s.a. Valérie O. et C.)

LES MUSICIENS de l'Opéra Bastille et LA MUSIQUE de CHAMBRE

SCHUBERT, WEBER

J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS

« ACTION MUSICALE PHILIP MORIS »

LE CONCERT ROYAL

LA CANTATE FRANÇAISE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

OPÉRA-BASTILLE Amphithéâtre

Samedi 7 Mercredi 5

20 h (s.a. Valérie O. et C.)

CONCERT QUATUOR PARISI

MILHAUD, AMY BEETHOVEN

Salle GAVAU

Lundi 9 Mercredi 11

20 h 30 (s.a. Valérie O. et C.)

LUNDIS MUSICALUX J.-M. Fournier Prod.

GUINDULA JANOWITZ

Charles Spencer

BRAMHES, STRAUSS

THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES

Vendredi 13 Mercredi 15

20 h 30 (s.a. Valérie O. et C.)

Alexis WEISSENBERG

SCHUBERT BRAMHES

Album du FESTIVAL D'AVIGNON 1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE



## CULTURE

# La puissance du regard

Une exposition exemplaire pour présenter les liens de l'art et de la médecine en Ethiopie

**SALOMON ET LES MAÎTRES DU REGARD**  
au Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO)

« Tous les paysages sont habités », indique un cartel à l'entrée de l'exposition. Le visiteur traversera donc, à ses risques et périls, une grande maquette paysagère avant de pénétrer dans les salles consacrées aux « maîtres du regard ». Car les habitants invisibles qui hantent le bord des rivières, le coin des bois ou des champs, prêts à fondre sur le passant, sont des démons, vecteurs de toutes les maladies. Le but de l'exposition est de montrer quelles sont, pour un Ethiopien traditionnel, les voies de la guérison.

D'abord l'utilisation d'une pharmacopée, à base de plantes, que l'on peut se procurer sur le marché. Quelques échoppes copiées sur celles du Mercato d'Addis-Abeba ont été reconstituées avec leur contenu. Si ces remèdes ne font pas d'effet, c'est qu'un esprit malin est tpe dans le corps souffrant. Pour l'expulser, ou l'amadouer, trois voies s'offrent alors au patient. D'abord la médecine spirituelle, la prière, l'exorcisme pratiqué par un prêtre - on est ici en pays chrétien. Le vieux fonds de paganisme africain ouvre une autre possibilité : la réconciliation avec les « esprits », les *zar*, par le biais de la possession. Une troisième piste peut être explorée par le malade : celle qui est offerte par les lettrés.

Ces lettrés, des clercs - ayant souvent reçu les ordres mineurs - fabriquent pour lui un talisman. Sur une langue bande de parchemin, découpée dans le peau d'un animal sacrifié et de la taille du destinataire, le scribe recopie un texte sacré, adapté au cas qui lui est soumis, et l'accompagne de figures de saints, de symboles érotiques ou d'un réseau de lignes d'entrelacs, d'où ressortent toujours des yeux grands ouverts. Le malade la portera sur lui, sous forme de tresser. Sur l'un d'entre eux, on lit : « *pulsant médicament* ». Et l'un de ces textes note : « Certains talismans sont comme des ciseaux coupant la maladie ». Effectivement, ces rouleaux, parfois superbement illustrés, sont,

avant tout, des remèdes dont l'efficacité est fonction de la science de leur auteur.

Sur un sujet qui peut paraître aride, destiné aux seuls spécialistes, Jacques Mercier, chercheur au CNRS, qui fréquente assidûment l'Ethiopie depuis une vingtaine d'années, a construit une passionnante exposition. Ce n'est ni une bavarde leçon d'ethnographie ni un parcours esthétisant bâti autour de quelques belles pièces mamecrites, mais l'illustration intelligente d'une réalité encore vécue aujourd'hui. Et surtout une plongée dans un univers qui nous est totalement inconnu.

Grâce à la scénographie de Charles Marty, le visiteur est confronté à un monde d'objets qui s'adresse d'abord à ses sens avant de requérir une explication. Que ce soit le clin d'œil hyperréaliste des boutiques du Mercato, ou l'impressionnant rempart de croix, qui renvoie à la prière du même monde utilisé au cours des exorcismes, et derrière

lequel on découvre des instruments beaucoup plus prosaïques. Ceux du Père Walden Tessa, moine thaumaturge qui draine toujours des foules en Ethiopie. La « vnie palenne » est l'occasion de rendre hommage à Michel Leiris qui a longuement analysé ses rites. Les scènes de possession photographiées par Marcel Griaule, un cours de la mission Dakar-Djibouti défilent à un rythme cinématographique, accompagnées d'extraits de l'Afrique jaunie.

**Talismans contemporains**

« La voie des lettrés » permet au scénographe de donner la mesure de son savoir-faire. Les rouleaux magiques (1), fixés sur des lames triangulaires, sont disposés de telle sorte que le visiteur n'en a jamais une vision frontale. Ils se dévoilent soudain à celui qui traverse cette structure labyrinthique comme la maladie elle-même. L'exposition n'est guère faite pour les groupes :

sa visite est une expérience solitaire - encore un trait commun avec la maladie.

Sur les pièces présentées, les figures de Dieu ou des saints se réduisent souvent à des yeux. Symboles de la lumière et de la beauté, ils peuvent également porter la mort. Ces yeux veillent sur la personne qui regarde l'image. Organe de l'action à distance, ils repoussent les démons. Les regards, omniprésents, finissent par quadriller l'espace d'un réseau obsessionnel. Ce face-à-face avec les rouleaux déployés explique, mieux qu'un long discours, le rôle de l'objet où la forme devient regard, où l'image n'est une action sur la vie, où l'acteur caché, le moi maléfique, est la cible de ce regard. De ce va-et-vient répété naît la sensation d'une transe muette.

Mais ce voyage à travers une pratique thérapeutique singulière n'empêche pas les ouvertures très nombreuses vers des horizons bien différents. Esthétique : confronta-

tion de l'iconographie des rouleaux avec celles des icônes éthiopiennes, parallèle entre le géométrisme de la plupart des talismans et le modèle italien du réalisme religieux en vogue à Gondar au dix-huitième siècle, comparaison entre les styles des images du quinzième au vingtième siècle (les plus récentes tirant du côté de l'art brut); historique : spécificité du christianisme éthiopien; mythologique : avatars de la Gorgone égarée en pays ambara.

L'exposition se termine par un aperçu de la production talismanique contemporaine à travers les travaux de deux clercs, Gera et Gedewon. Les œuvres du premier, schémas et géométriques au début, finissent par se colorer et se ramifier en grandes figures symétriques. Les talismans du second évoquent des mondes grouillants, au milieu d'entrelacs labyrinthiques, mis en tension par des couleurs placées là où rien ne les justifie apparemment. Certains sont de véritables topographies habitées qui ren-

vient au plan-relief du début de l'exposition.

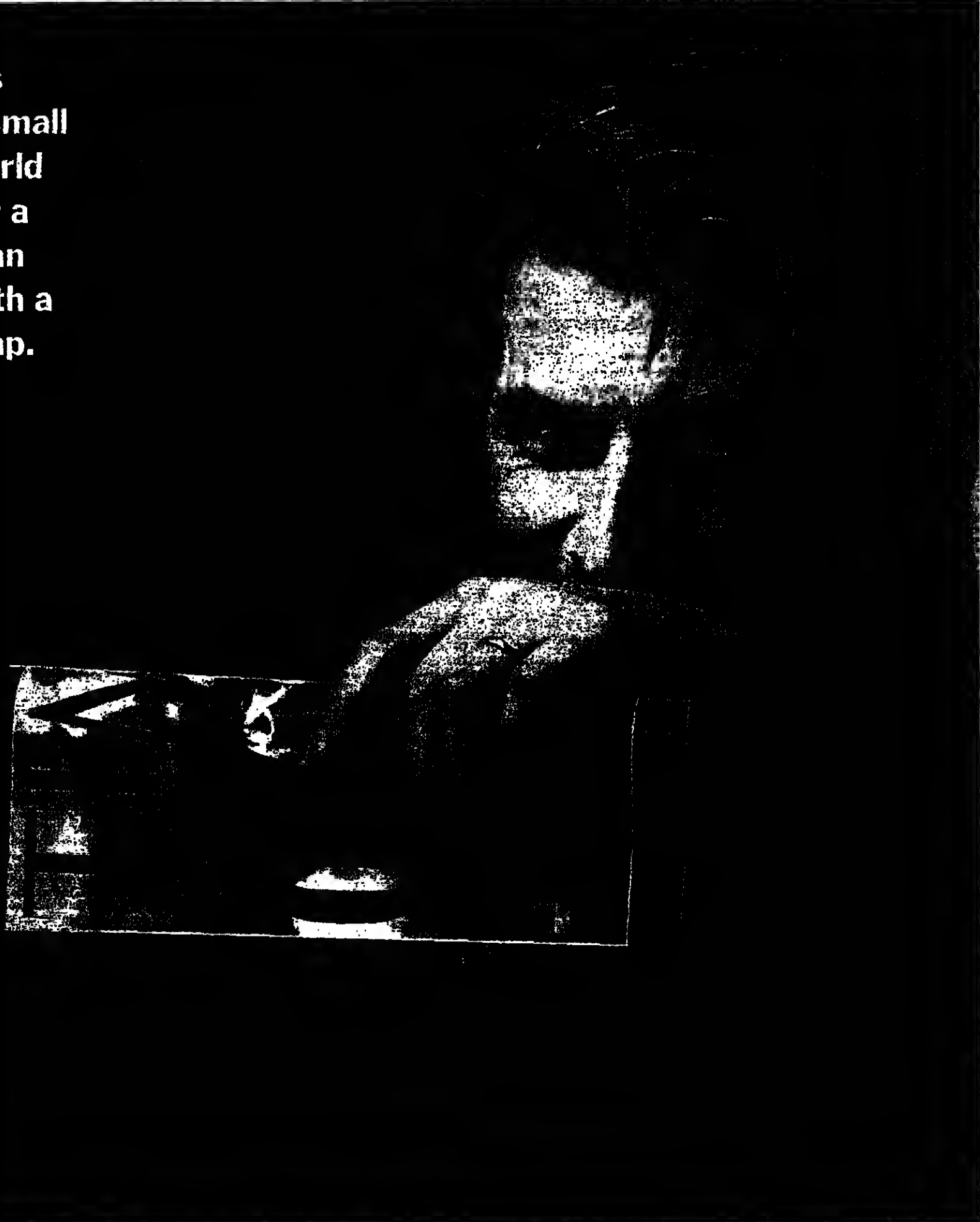
Gedewon a rencontré le peintre Matta, à Paris. On lui a demandé de commenter un dessin de l'artiste sud-américain. « Cela ressemble aux choses d'autrefois. On trouvait de telles figures dans les grottes servant d'étables », a déclaré le clerc éthiopien, visiblement peu impressionné par une œuvre qu'il trouve un peu archaïque. Mais n'est-on pas toujours le primitif de quelqu'un ?

EMMANUEL DE ROUX

(1) Jacques Mercier a fait des au MAAO, sous réserve d'usage, d'une centaine de rouleaux magiques. La plupart figurent dans l'exposition.

► Musée des arts d'Afrique et d'Océanie, 253, avenue Daumani, 75012. Tél. : 44-74-84-80. Jusqu'au 25 janvier 1993. Catalogue 170 p., 230 illustrations, 300 F, diffusion Le Seuil.

It's a small world for a man with a map.



TRANSLATION : « LE MONDE EST VRAIMENT PETIT POUR QUELQU'UN AVEC UNE CARTE »

**TIME**  
INTERNATIONAL

THE WORLD'S NEWSMAGAZINE

Deux disparitions

**Le danseur**  
Jerome Andrews

Le danseur et chorégraphe britannique Jerome Andrews est mort le 26 octobre à Paris. Il était âgé de quatre ans.

American, élève à Paris de des années 50, pour sa maîtrise dans le contemporain. Andrews a eu en France une influence considérable. Il fit des pionniers. Rudi Sam-Denis, Ted Shawn, puis son élève, furent les premiers à introduire en France le langage de Martha Graham. Andrews fut l'un des premiers à introduire en France le langage de Martha Graham. Andrews fut l'un des premiers à introduire en France le langage de Martha Graham.

et le chanteur Roger...

Le chanteur et compositeur américain Roger Miller est mort le 26 octobre à Los Angeles. Il était âgé de 35 ans.

Miguel METZINGER, directeur général de la compagnie de danse de la ville de Paris, a été nommé directeur général de la compagnie de danse de la ville de Paris.

Mots Croisés

PROBLÈME N° 56

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 1040 1041 1042 1043 1044 1045 1046 1047 1048 1049 1050 1051 1052 1053 1054 1055 1056 1057 1058 1059 1060 1061 1062 1063 1064 1065 1066 1067 1068 1069 1070 1071 1072 1073 1074 1075 1076 1077 1078 1079 1080 1081 1082 1083 1084 1085 1086 1087 1088 1089 1090 1091 1092 1093 1094 1095 1096 1097 1098 1099 1100 1101 1102 1103 1104 1105 1106 1107 1108 1109 1110 1111 1112 1113 1114 1115 1116 1117 1118 1119 1120 1121 1122 1123 1124 1125 1126 1127 1128 1129 1130 1131 1132 1133 1134 1135 1136 1137 1138 1139 1140 1141 1142 1143 1144 1145 1146 1147 1148 1149 1150 1151 1152 1153 1154 1155 1156 1157 1158 1159 1160 1161 1162 1163 1164 1165 1166 1167 1168 1169 1170 1171 1172 1173 1174 1175 1176 1177 1178 1179 1180 1181 1182 1183 1184 1185 1186 1187 1188 1189 1190 1191 1192 1193 1194 1195 1196 1197 1198 1199 1200 1201 1202 1203 1204 1205 1206 1207 1208 1209 1210 1211 1212 1213 1214 1215 1216 1217 1218 1219 1220 1221 1222 1223 1224 1225 1226 1227 1228 1229 1230 1231 1232 1233 1234 1235 1236 1237 1238 1239 1240 1241 1242 1243 1244 1245 1246 1247 1248 1249 1250 1251 1252 1253 1254 1255 1256 1257 1258 1259 1260 1261 1262 1263 1264 1265 1266 1267 1268 1269 1270 1271 1272 1273 1274 1275 1276 1277 1278 1279 1280 1281 1282 1283 1284 1285 1286 1287 1288 1289 1290 1291 1292 1293 1294 1295 1296 1297 1298 1299 1300 1301 1302 1303 1304 1305 1306 1307 1308 1309 1310 1311 1312 1313 1314 1315 1316 1317 1318 1319 1320 1321 1322 1323 1324 1325 1326 1327 1328 1329 1330 1331 1332 1333 1334 1335 1336 1337 1338 1339 1340 1341 1342 1343 1344 1345 1346 1347 1348 1349 1350 1351 1352 1353 1354 1355 1356 1357 1358 1359 1360 1361 1362 1363 1364 1365 1366 1367 1368 1369 1370 1371 1372 1373 1374 1375 1376 1377 1378 1379 1380 1381 1382 1383 1384 1385 1386 1387 1388 1389 1390 1391 1392 1393 1394 1395 1396 1397 1398 1399 1400 1401 1402 1403 1404 1405 1406 1407 1408 1409 1410 1411 1412 1413 1414 1415 1416 1417 1418 1419 1420 1421 1422 1423 1424 1425 1426 1427 1428 1429 1430 1431 1432 1433 1434 1435 1436 1437 1438 1439 1440 1441 1442 1443 1444 1445 1446 1447 1448 1449 1450 1451 1452 1453 1454 1455 1456 1457 1458 1459 1460 1461 1462 1463 1464 1465 1466 1467 1468 1469 1470 1471 1472 1473 1474 1475 1476 1477 1478 1479 1480 1481 1482 1483 1484 1485 1486 1487 1488 1489 1490 1491 1492 1493 1494 1495 1496 1497 1498 1499 1500 1501 1502 1503 1504 1505 1506 1507 1508 1509 1510 1511 1512 1513 1514 1515 1516 1517 1518 1519 1520 1521 1522 1523 1524 1525 1526 1527 1528 1529 1530 1531 1532 1533 1534 1535 1536 1537 1538 1539 1540 1541 1542 1543 1544 1545 1546 1547 1548 1549 1550 1551 1552 1553 1554 1555 1556 1557 1558 1559 1560 1561 1562 1563 1564 1565 1566 1567 1568 1569 1570 1571 1572 1573 1574 1575 1576 1577 1578 1579 1580 1581 1582 1583 1584 1585 1586 1587 1588 1589 1590 1591 1592 1593 1594 1595 1596 1597 1598 1599 1600 1601 1602 1603 1604 1605 1606 1607 1608 1609 1610 1611 1612 1613 1614 1615 1616 1617 1618 1619 1620 1621 1622 1623 1624 1625 1626 1627 1628 1629 1630 1631 1632 1633 1634 1635 1636 1637 1638 1639 1640 1641 1642 1643 1644 1645 1646 1647 1648 1649 1650 1651 1652 1653 1654 1655 1656 1657 1658 1659 1660 1661 1662 1663 1664 1665 1666 1667 1668 1669 1670 1671 1672 1673 1674 1675 1676 1677 1678 1679 1680 1681 1682 1683 1684 1685 1686 1687 1688 1689 1690 1691 1692 1693 1694 1695 1696 1697 1698 1699 1700 1701 1702 1703 1704 1705 1706 1707 1708 1709 1710 1711 1712 1713 1714 1715 1716 1717 1718 1719 1720 1721 1722 1723 1724 1725 1726 1727 1728 1729 1730 1731 1732 1733 1734 1735 1736 1737 1738 1739 1740 1741 1742 1743 1744 1745 1746 1747 1748 1749 1750 1751 1752 1753 1754 1755 1756 1757 1758 1759 1760 1761 1762 1763 1764 1765 1766 1767 1768 1769 1770 1771 1772 1773 1774 1775 1776 1777 1778 1779 1780 1781 1782 1783 1784 1785 1786 1787 1788 1789 1790 1791 1792 1793 1794 1795 1796 1797 1798 1799 1800 1801 1802 1803 1804 1805 1806 1807 1808 1809 1810 1811 1812 1813 1814 1815 1816 1817 1818 1819 1820 1821 1822 1823 1824 1825 1826 1827 1828 1829 1830 1831 1832 1833 1834 1835 1836 1837 1838 1839 1840 1841 1842 1843 1844 1845 1846 1847 1848 1849 1850 1851 1852 1853 1854 1855 1856 1857 1858 1859 1860 1861 1862 1863 1864 1865 1866 1867 1868 1869 1870 1871 1872 1873 1874 1875 1876 1877 1878 1879 1880 1881 1882 1883 1884 1885 1886 1887 1888 1889 1890 1891 1892 1893 1894 1895 1896 1897 1898 1899 1900 1901 1902 1903 1904 1905 1906 1907 1908 1909 1910 1911 1912 1913 1914 1915 1916 1917 1918 1919 1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940 1941 1942 1943 1944 1945 1946 1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999



# ÉCONOMIE

## BILLET

### Le casse-tête de la dette russe

C'est une Russie considérablement appauvrie qui doit se présenter mercredi devant ses créanciers réunis au Club de Paris. Ses réformes économiques pèlent, tandis que ses comptes extérieurs continuent de se détériorer. Moscou a moins que jamais les moyens de rembourser le service de sa dette extérieure.

Le réajustement de la dette de l'ex-URSS, qui équivaut à 70 milliards de dollars (350 milliards de francs), représente un véritable casse-tête pour les négociateurs du Club de Paris. Tout d'abord, quel est le véritable détenteur de la dette contractée par l'ex-URSS ? L'an dernier, les Occidentaux avaient réussi à obtenir un engagement conjoint de - presque - toutes les Républiques à rembourser les sommes, la Russie s'engageant à assurer 61 % du montant total.

Or cet accord est aujourd'hui caduc puisque Moscou a demandé à ses partenaires de la CEE, sans pour l'instant obtenir de réponse, de prendre en charge la totalité de la dette, en gardant en échange tous les biens et actifs financiers de l'ancienne URSS. Le Club de Paris n'est donc pas tout à fait certain de l'identité de son - ou de ses - partenaires. De plus, les négociateurs russes pourraient devoir passer prochainement la main, compte tenu des immenses difficultés politiques auxquelles fait face le gouvernement de M. Galitzine. Autre casse-tête : définir les montants que l'ex-URSS est effectivement capable de rembourser. Moscou estime que sa capacité de paiement se limiterait à 3 milliards de dollars seulement, sur les 20 milliards dus. Le Club de Paris tentera certainement de relever un peu les remboursements, mais sera contraint d'accepter un important report des paiements d'intérêts, comme l'a fait savoir, lundi 26 octobre, un responsable du Trésor français.

Alors que, depuis plusieurs années, les difficultés économiques de l'URSS allaient en s'accroissant, les pays occidentaux avaient tenté de retarder au maximum le réajustement de la dette de l'URSS, estimant qu'une telle annonce achèverait de détruire la confiance des investisseurs de l'Ouest.

Fin 1991, ils avaient finalement consenti un report du remboursement du capital. Ils s'approprient aujourd'hui à mettre en place un étalement du paiement des intérêts. Compte tenu des retards et de la faiblesse des autres formes d'aide occidentale, le report de la dette pourrait bien être la forme d'assistance la plus importante octroyée cette année par l'Occident à l'ancienne puissance communiste.

FRANÇOISE LAZARE

## INDICATEURS

### GRANDE-BRETAGNE

Salaires : ralentissement au troisième trimestre. - En Grande-Bretagne, les salaires de l'industrie continuent de ralentir, n'augmentant en rythme annuel que de 4,2 % au troisième trimestre contre 5,1 % durant la même période de 1991, selon les statistiques publiées par le patronat britannique (CBI). Le glissement annuel des prix de détail est de 3,6 % (contre août 1991 et août 1992).

## Les négociations de l'Uruguay Round

### Un compromis sur l'agriculture semble difficile avant l'élection américaine

La réunion des ministres de l'agriculture des Douze a confirmé, lundi 26 octobre, que les Douze maintiennent leurs réserves vis-à-vis des exigences américaines et que la France est moins isolée qu'on ne l'a dit.

#### LUXEMBOURG

##### de notre envoyé spécial

M. Jean-Pierre Soisson était en droit de se féliciter de l'échange de vues que les ministres de l'agriculture des Douze ont consacré, lundi 26 octobre, au volet agricole de l'Uruguay Round : la position traditionnelle de la Communauté en faveur d'un accord « équilibré » (c'est-à-dire où elle ne serait pas la seule à faire des concessions) a été maintenue, et, à aucun moment, la France, en première ligne dans ces négociations, ne s'est trouvée isolée.

Cependant, à l'issue de cette réunion, la perspective de voir MM. Frans Andriessen et Ray Mac Sharry, les deux commissaires qui négocient au nom de la CEE, revenir jeudi de leur prochain rendez-vous avec l'équipe ministérielle américaine, munis d'un projet d'accord pratique, semble un peu éloignée.

Telles sont les impressions contrastées qui se dégagent de l'issue d'un échange de vues dont la « visibilité », qu'on prétend maintenant assigner aux travaux communautaires, est restée limitée.

Pour ses premières joutes communautaires, M. Soisson a accompli un « sans-faute », établissant une relation

de confiance dimanche à Paris avec quelques-uns de ses collègues, puis, quant en séance un ton modéré du meilleur effet, qui trahissait heureusement avec les cocoricos maladroits qu'étaient suscités les jours précédents, de sa part ainsi que de celle d'autres membres du gouvernement, les difficultés de la négociation transatlantique. Surtout, il est parvenu sans heurter personne, à faire redémarrer le débat alors que M. John Gomer, le ministre anglais qui préside les travaux des Douze, ainsi que le commissaire Mac Sharry, invoquant les bienfaits de la discrétion (« tout ce que vous dites est, les Américains en seront immédiatement informés », répétait M. Gomer), s'étaient employés à l'escamoter. Peu ou prou, ce qui a été dit, en particulier par M. Ignaz Kisch, le ministre allemand, et qu'il aurait certainement préféré ne pas entendre, limitera la marge de manœuvre de M. Mac Sharry.

#### Subventions, oléagineux et rééquilibrage

Il est de notoriété publique que celui-ci, fort d'avoir obtenu ce qui est le plus important pour les paysans d'Irlande, son pays (l'assurance que les versements payés aux agriculteurs pour compenser les baisses de prix de la réforme de la politique agricole commune n'auront pas à être diminués en cours des années à venir), souhaite conclure cet échange de vues par les obstacles que dresse notamment la France sur la voie d'un arrangement. La plupart des intervenants ont souligné leur souci de ne souscrire face aux États-Unis qu'à un

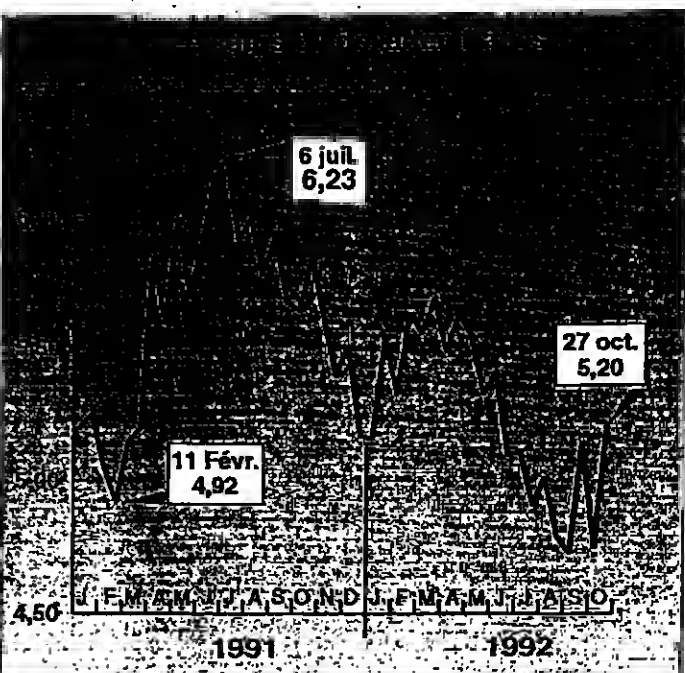
accord équilibré dont les conséquences n'alourdiraient pas les contraintes de la réforme de la politique agricole commune (PAC), ni ne menaceraient la cohésion des Douze. Des propos certes généraux, mais dont il sera difficile pour le négociateur communautaire de ne pas tenir compte.

M. Kisch a été plus précis, posant trois conditions à la conclusion d'un arrangement avec les Américains. Premièrement, il convient, a-t-il expliqué, que la réduction des exportations subventionnées auxquelles s'engage la Communauté soit substantielle à long terme; autrement dit, qu'elle n'aille pas au-delà de ce qui résultera à coup sûr de la réforme de la PAC. Deuxièmement, le conflit ayant trait à la production et aux échanges d'oléagineux devra trouver une solution. Troisièmement, il faut régler une fois pour toutes le problème du « rééquilibrage », c'est-à-dire le droit pour la CEE de freiner ses achats de produits de substitution des céréales qui entrent libres de tous droits sur les marchés des Douze et concurrencent les céréales communautaires.

Le ministre allemand touchait du doigt les points sensibles sur lesquels basent les pourparlers. Qu'il s'agisse du statut de la production des oléagineux ou du rééquilibrage, rien n'indique que l'administration Bush, soucieuse par ses lobbies, soit en mesure de bouger pour rendre un accord possible. Si bien que le report de la conclusion de l'Uruguay Round au-delà de 3 novembre demeure l'hypothèse la plus plausible.

PHILIPPE LEMAITRE

## Les espoirs de baisse des taux en Europe dopent le dollar



Plusieurs facteurs se combinent depuis quelques jours pour faire remonter la cours du dollar, tombé début septembre à 1,3895 mark; son plus bas cours historique vis-à-vis de la monnaie allemande, et à 4,73 francs. L'assouplissement des taux d'intérêt observé dans plusieurs pays européens et attendu en Allemagne alimente les espoirs de réduction de l'écart entre le loyer de l'argent en Europe et aux États-Unis.

De plus, les opérateurs anticipent une légère reprise de l'économie américaine, et réagissent pour l'instant positivement à la possibilité de l'élection du candidat démocrate, M. Bill Clinton, à la présidence des États-Unis.

## La marche sur Madrid des « hommes de fer »

### Les sidérurgistes espagnols manifestent contre la suppression de 9 700 emplois

Après dix-huit jours de marche, sept cents métallurgistes sont arrivés, lundi 26 octobre, à Madrid. Partis du Pays basque et des Asturies, deux colonies se sont retrouvées aux portes de la capitale pour une manifestation qui a rassemblé environ 40 000 personnes contre le projet de reconversion de la sidérurgie.

#### MADRID

##### de notre correspondant

La « marche de fer » partie d'Oviedo (490 km) et de Bilbao (418 km) ne fut pas une partie de plaisir. Le froid et la pluie ont rendu plus difficile cette longue randonnée entreprise et achevée, comme l'a dit l'un des marcheurs, « avec une détermination intacte ». Les familles, les camarades de travail sont venus se joindre, pour les derniers kilomètres dans la capitale, à ces « hommes de fer ». Tous ont défilé au cœur de Madrid, au son des sifflets, des gongs et des slogans (« le Pays basque et les Asturies ne seront jamais vaincus »), jusqu'au ministère de l'Industrie.

En tête, une banderole : « Enlève et AHV (hausseurs de Béryl) ont un esprit », et, derrière, des marcheurs, ceux font des bandières rouges de l'UGT (Union générale des travailleurs) et des Commissions ouvrières. « Le futur de la sidérurgie, c'est notre but », proclame un colicot noir au milieu des nombreux drapeaux du Pays basque et des Asturies. Le seul fait d'évoquer le nom du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) soulève des sifflets et des cris hostiles. « Nous devons nous sacrifier pour le pain de nos enfants », a dit un ouvrier. Le combat n'est-il pas perdu d'avance ?

Après une demi-heure d'entretiens avec le ministre de l'Industrie, M. Claudio Aranzadi, la délégation est ressortie plutôt pessimiste. Certes, des négociations vont débiter dès jeudi pour étudier les conditions dans lesquelles 9 700 emplois seront supprimés, mais les responsables syndicaux ont acquis la conviction que le plan du gouvernement sera difficile à modifier. Cette reconversion vise à réduire la production annuelle de 5,2 millions de tonnes à 4,5 millions, prévoit le démantèlement de quatre des six hauts fourneaux et la fusion d'Endesa et d'AHV, les deux entreprises sidérurgiques espagnoles. Le gouvernement a débloqué 300 milliards de pesetas (15 milliards de francs) pour indemniser ceux qui vont perdre leur emploi, soit le tiers des effectifs.

Ces réductions de postes de travail et la disparition de ces sites industriels perturbent fortement ces deux régions. Les syndicats accusent

le gouvernement espagnol de céder devant « les bureaucrates communistes » et de subir la pression des autres producteurs européens. « Une mille licenciements dans la sidérurgie », c'est cela l'« Espagne de Maestri », disait un colicot. De son côté, M. Aranzadi estime qu'on ne peut pas ne pas tenir compte de la baisse sensible de demande d'acier et que le plan de reconversion proposé « est la meilleure solution existante », qu'il ne sera pas modifié mais qu'il est prêt à discuter les modalités.

#### Une aide communautaire de 28 milliards de francs

Tout sera décidé à l'unanimité le 24 novembre, lors du conseil européen des ministres de l'Industrie à Bruxelles. Le 21 octobre, la Commission européenne a estimé que le réajustement proposé par les autorités espagnoles était « viable et constructif », mais qu'il devait être « amélioré ». C'est-à-dire qu'il devait diminuer davantage la production pour pouvoir bénéficier des aides à la reconversion, soit 558 milliards de pesetas (28 milliards de francs).

M. Leon Brittan, commissaire européen, avait suggéré de ne pas mettre en place l'acierie de Sestao, devant produire 900 000 tonnes de produits intermédiaires, ou qui revenait à supprimer huit cents emplois.

M. Aranzadi doit donc se battre sur deux fronts. Face aux syndicats, qui accusent d'« étreindre l'épave de la sidérurgie espagnole », et face à Bruxelles, pour que le plan de reconversion de la sidérurgie intégrale, comme on l'appelle, qui doit donner naissance à une nouvelle entreprise, la Corporation de la sidérurgie intégrale (CSI), ne soit pas plus déconstruit. Il lui reste un petit mois pour convaincre ses collègues européens. Sur l'autre front, les syndicats affirment que la « marche de fer » n'est que le début de la mobilisation contre la « démantèlement de notre industrie ». Le secrétaire général de la fédération des métaux de l'UGT, Manuel Fernández, « Lito », a averti le pouvoir que, « sans un accord avec les syndicats, il ne sera pas possible de mettre sur pied un plan pour la sidérurgie. Il faut que l'on se mette bien clair dans la tête ».

MICHEL BOU-RICHARD

## Évincé de la présidence de General Motors

### M. Robert Stempel serait remplacé par l'ancien PDG de Procter & Gamble

Après avoir servi pendant vingt-cinq ans à la tête du numéro un mondial de l'automobile, M. Robert Stempel, cinquante-neuf ans, a remis le 25 octobre sa démission au comité exécutif de General Motors. Son remplaçant pourrait être, à titre provisoire, M. John Smiale, l'ancien PDG de Procter & Gamble, qui fait partie de ce même comité. A la Bourse de New-York, l'action GM a progressé à l'annonce de ce changement.

#### NEW-YORK

##### de notre correspondant

Quand on lui demandait, bien avant son éviction, combien de temps avait duré sa période de grâce à la tête de General Motors (GM), M. Robert Stempel apportait invariablement la même réponse : « Une seule journée ». En succédant le 1<sup>er</sup> août 1990 à M. Roger Smith, un ancien actionnaire de GM, il avait pris le relais pour principal souverain des 10 % de parts de marché perdues en dix ans sans que l'état-major réagisse. M. Stempel entendait bien utiliser son expérience d'ingénieur et de trente années passées dans les chaînes de montage puis dans les bureaux d'études du plant de Detroit pour redresser à la fois l'image et les finances d'un mastodonte désormais synonyme d'immobilisme et de mal-faire.

#### Trop peu, trop lent

Mais l'actualité ne lui en avait pas laissé le temps. Le 2 août, les chars de M. Saddam Hussein franchissaient la frontière irakienne et les États-Unis s'engageaient dans la crise économique la plus longue que le pays ait connue depuis la seconde guerre mondiale. On connaît la suite : l'effondrement des dépenses de consommation et donc des achats de voitures neuves, une nouvelle glissade face aux concurrents japonais qui ont réajusté à 33,7 % la part de marché de GM à la fin septembre dernier et l'événement, au titre de l'exercice 1991, d'une perte de 4,5 milliards de dollars, la plus impor-

tante qu'aucune compagnie ait jamais eue subie. Un résultat qui suscitait sans doute aggraver sans le secours des ventes en Europe et sans les bénéfices des filiales extérieures au secteur de l'automobile. Au cours des années 1990 et 1991, le groupe aura perdu au total plus de 12 milliards de dollars en Amérique du Nord.

Face à ce désastre, M. Stempel avait annoncé en décembre 1991 son intention de tailler dans le vif en décidant la fermeture de vingt et une usines sur les trente-huit que le groupe exploite en Amérique du Nord et le licenciement d'un point, de 74 000 salariés (54 000 ouvriers et 20 000 cadres) sur les quelque 360 000 employés. Dans le même temps, l'ancien ingénieur-mécanicien qui a passé tous ses congés d'été dans un garage de Bloomfield (New-Jersey) décidait d'examiner tous les modèles du groupe et de réorganiser les différentes divisions. Trop peu, trop lent, devait décider le comité exécutif qui, en avril dernier, déposait le numéro deux de General Motors, M. Lloyd Reuss, pour le remplacer par M. John Smiale, l'ancien patron des activités européennes du groupe, nommé « président » de GM, soit l'équivalent de directeur général, avec pour mission d'appliquer ses talents de redresseur de repêchés au réseau nord-américain. Dans le même temps, M. John Smiale, l'ancien président de Procter & Gamble, était porté à la présidence du comité exécutif de General Motors après avoir siégé pendant dix ans au conseil d'administration de la société. Il devenait ainsi le patron bis de General Motors.

Après la mise sous double surveillance de M. Stempel, désormais cantonné au rôle de président et privé de toute activité de direction générale, la seconde étape du coup d'état est intervenue le 14 octobre lorsque une campagne de déstabilisation du PDG a été entreprise par le tandem Smiale-Smith. D'abord au sein du comité exécutif, ensuite à l'extérieur de cet organisme et dans la presse. Un premier article paru dans le Washington Post attribuait clairement à ces deux membres du comité l'intention de remplacer M. Stempel, accusé de manque de caractère, d'hésiter à trancher et de ne pas avoir encore dressé la liste des établissements à fermer et des personnes à licencier.

Très secoué par ces attaques, le président était hospitalisé le 13 octobre pour cause d'hypertension et a sorti de l'établissement, deux jours plus tard, ne parvenant pas à faire taire les rumeurs sur sa prochaine démission. Convaincu d'avoir perdu la partie, M. Stempel s'est incliné le 26 octobre, « dans l'intérêt de la

société », en acceptant, semble-t-il, de rester aux commandes jusqu'à ce qu'un successeur ait officiellement été désigné, vraisemblablement le 2 novembre lors de la réunion du conseil d'administration.

Wall Street a aussitôt réagi favorablement à ce changement qu'elle attendait depuis longtemps à la tête d'un groupe de 123 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel et qui emploie encore 750 000 personnes dans le monde. Le cours de l'action a gagné près d'un point, à 34 1/8 dollars, et les spéculations vont bon train sur les nouveaux licenciements, que certains analystes estiment inévitables. Selon M. Jack Kimman, l'un des spécialistes de Salomon Brothers, il faut encore supprimer 20 000 « cols blancs » en sus des 20 000 qui vont déjà partir avant la fin de l'année prochaine.

#### L'épreuve de force avec le syndicat UAW

Pour les milieux financiers, ce qui compte un redressement énergétique est le contrat salarial passé avec l'United Auto Workers (UAW), Jack la renégociation va intervenir à l'automne 1993. En prévision de cette partie de bras de fer engagée avec un syndicat - qui a vu ses effectifs baisser considérablement mais qui fait encore preuve de combativité - certains membres du comité exécutif vont jusqu'à envisager le recours au chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites, qui permettrait à GM de repartir sur des bases nouvelles. Avec moins de salariés.

Cette difficile négociation ne sera plus l'affaire de M. Stempel, qui, à cinquante-neuf ans, passe la main. Elle reviendra dans un premier temps à M. Smiale, lequel, en raison de son âge (soixante-deux ans), pourrait passer rapidement le relais au dauphin qu'il semble avoir déjà désigné, M. John Smith. En attendant, le mot de la fin revient à M. Ross Perot, qui, de son quartier général de Dallas (Texas), où il poursuit son offensive sur la station Blanche, a adressé l'épithète qu'il destinait à M. Stempel, qu'il a en le temps de connaître lorsqu'il siégeait au conseil d'administration de General Motors avant de lui vendre la société qu'il avait bâtie, EDS, et de claquer la porte d'une entreprise qu'il jugeait impossible à réformer de l'intérieur. « Bob est un type merveilleux et un grand ingénieur », a-t-il déclaré. « Il cède la place quand la plupart des dégrés, qui ne lui sont pas tous imputables, ont été accomplis. Il n'avait qu'un tort : se trouver au mauvais endroit au mauvais moment ».

SERGE MARTI







هكذا من لاصحل

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

### EUROPE de l'EST et COMMUNAUTE des ETATS INDEPENDANTS

**Vous mesurez les enjeux et les difficultés de la transition  
des économies centralisées vers l'économie de marché.**  
Société Internationale de Conseil, nous travaillons en Europe, en  
Afrique, en Extrême-Orient... Pour faire face à un fort développement dans  
les PAYS de l'EST, nous recherchons des

### CONSULTANTS

dans les domaines suivants :

<b>A — Finances publiques :</b> Budgetisation, Contrôle, Programmation des investissements.	<b>F — Privatisation, Restructuration, Réorganisation d'entreprises.</b>
<b>B — Services financiers :</b> Banques centrales, commerciales, d'investissement, Crédit rural.	<b>G — Gestion de Grande Entreprise :</b> Direction financière, Système d'information comptable.
<b>C — Politique agricole :</b> Prix et marchés, Législation, Réforme foncière, Statistiques.	<b>H — Promotion du secteur privé :</b> P.M.E., Jointe-ventures, Investissements étrangers.
<b>D — Agriculture et élevage :</b> Conseil production, Organisations professionnelles.	<b>I — Organisation - Ressources humaines :</b> Réorganisation des administrations.
<b>E — Agro-industries :</b> (lait, viande, céréales...) Transformation, logistique, distribution.	<b>J — Politique et gestion de l'emploi :</b> Re-conversions, Système de protection sociale.
<b>K — Ingénierie de formation pour cadres dirigeants, ingénieurs et fonctionnaires</b> Création de centres de formation de cadres, conception de programmes de formation.	

Vous êtes bilingue Français-Anglais, titulaire d'un titre universitaire élevé (Bac + 5) ou d'un diplôme de grande école, et avez acquis une expérience professionnelle confirmée (5 ans ou plus) dans un des domaines cités. La connaissance de la langue d'un des pays de la zone sera appréciée (principalement le russe).

**Vous êtes prêt à vous expatrier ou à réaliser de nombreuses missions depuis Paris.**

Adressez votre CV et une lettre de candidature manuscrite à PUBLIVAL/10091  
27 Route des Gardes — 92190 MEUDON  
en spécifiant celle(s) des rubriques (A à K) qui vous intéressent.

SOCIÉTÉ ENGINEERING  
CONSTRUCTIONS  
NAVALES  
cherche pour Paris (n/v)

**m**

### INGENIEUR DE PROJETS EN CONSTRUCTIONS NAVALES

□ Direction de tous les aspects techniques des projets de construction de bateaux (étude, budget, suivi, ...); missions ponctuelles à l'étranger.  
□ Environ 40 ans; connaissance de l'anglais; formation ingénieur impérativement expérimenté dans secteur naval; capable de concevoir plan d'ensemble de bateaux (barges/pousseurs); connaître comparativement machine à ensemble propulsif; avoir un vécu de réalisations concrètes, de préférence à l'étranger.  
Adressez votre candidature détaillée, prétentions et photo à:  
A.M. CONSULTANTS, drive Pictorisque 33A, 1180 Bruxelles, Belgique.

### CONSEIL EN RECRUTEMENT ET RESSOURCES HUMAINES

### PARTENAIRE

Nous sommes un groupe français de 20 consultants à forte notoriété, qui opère par approche directe et par annonce.

Nous développons notre réseau européen. Nous sommes implantés à Barcelone et à Madrid : votre mission est d'élargir notre clientèle composée essentiellement d'entreprises européennes implantées en Espagne.

Notre intention est de faire de vous un partenaire associé qui conduit les affaires apportées par notre réseau et bien sûr capable de générer lui-même du "new business".

Votre expérience - technique et commerciale - qui s'est affinée en Conseil ou en Entreprise, vos langues (anglais, français), votre goût d'entreprendre, sont pour nous les garants les plus sûrs de la réussite de notre partenariat.

Pour préserver la confidentialité, merci de nous adresser votre CV sous référence LEL 1052 M à Sources, 108 rue Saint-Honoré 75001 Paris, qui transmettra.

### CFAO

recherche un

### Directeur de filiale pour la Pologne

Filiale du Groupe PINAULT (65.000 personnes ; 70 milliards de Francs de C.A.), la CFAO (7.000 personnes ; plus de 5 milliards de Francs de C.A.) renommée par son activité de distribution de biens de consommation courante et d'équipement, entre autre en Afrique, étend son activité en Europe de l'Est.

Il gère une activité de distribution de produits de grande consommation et développe de nouvelles unités industrielles et commerciales.

Autonome sur le terrain, participant à la définition de la stratégie du Groupe en Pologne, responsable des investissements, de la politique commerciale et des résultats économiques, il aborde également les aspects juridiques et rend compte à la Direction Générale. Il encadre un personnel essentiellement constitué de polonais.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des candidats d'origine polonaise, ayant acquis une formation économique (Ecoles de Commerce; MBA ...) en Europe ou Amérique du Nord et présentant une expérience de gestion de filiale ou gros centre de profits, à dominante commerciale.

Polonais bilingue : anglais courant.

POSTE BASÉ À VARSOVIE.

**PINAULT**

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo Département Ressources Humaines  
GERP 18 Rue Troyon - 92316 SEVRES CEDEX



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
engage un l/m/f

### AGENT TEMPORAIRE QUALIFIÉ

(catégorie A - niveau A7/A6 - réf. 66T/92/1)

**Direction Générale: Relations Extérieures.**

**Domaine:** relations avec les pays méditerranéens, et notamment dans le contexte des relations avec les autres institutions.

**Fonctions:** préparation et suivi des dossiers de la politique méditerranéenne, y compris les secteurs agricoles et de la pêche, notamment dans le cadre des relations avec d'autres institutions, y compris le Parlement européen.

**Qualifications requises:** □ être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; □ avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; □ avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire appropriée à la fonction d'au moins deux ans; □ connaissance des politiques communautaires, et notamment de la politique méditerranéenne; □ posséder une connaissance parfaite d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues; □ être né(e) après le 30 juin 1956.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des Institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de trois ans et aura une durée maximale limitée à 5 ans.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que diplôme et attestations des employeurs au plus tard le 20 novembre 1992, (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Unité Recrutement - 66T/92/1 - SC 41, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, en mentionnant la référence 66T/92/1.

Le Groupe OCP, 60 sociétés en France et à l'étranger, 6 000 personnes, 35 milliards de CA (titres négociés au marché hors cote de la Bourse de Paris) est spécialisé dans la distribution de produits de santé. Notre expansion nous amène à rechercher pour notre filiale en POLOGNE un

### DIRECTEUR FINANCIER

Rattaché à la Direction des Opérations Internationales, vous êtes le représentant permanent du Groupe OCP en Pologne. Vous êtes chargé de mettre en place et de suivre un contrôle de gestion rigoureux ainsi que des procédures comptables. Vous supervisez les flux financiers en veillant à juguler les pertes de change et les risques de dépréciation.

Jeune diplômé d'une École de Commerce ou de Gestion, vous avez entre 25 et 30 ans et vous bénéficiez d'une première expérience du contrôle de gestion de 2 à 5 ans. Vous avez déjà fait la preuve de votre souplesse d'adaptation, de votre disponibilité et vous possédez une personnalité affirmée. La mission que nous vous proposons doit vous permettre d'accéder rapidement à des responsabilités plus importantes au sein du Groupe.

Pour ce poste, basé à VARSOVIE, la pratique courante de l'allemand est impérative et l'anglais doit être correct.

Rémunération incitative et avantages en nature.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. M90 à OCP - Recrutement/Suivi des Carrières - 24 rue des Ardennes - 75019 Paris.





## LE MONDE DES CADRES

Pour répondre aux besoins de tous,



La Poste  
a besoin des compétences de chacun



1991 : un tournant décisif dans l'histoire de La Poste. Dotée aujourd'hui d'une plus grande autonomie et d'une réelle souplesse de gestion, La Poste, pour s'engager sans réserve sur tous ses secteurs d'activités, réforme sa politique des ressources humaines. Chefs de file de cette formidable politique d'expansion : les cadres supérieurs.

A tous les niveaux, dans tous les domaines, La Poste est une entreprise qui change. Une excellente idée pour votre avenir. Pour en savoir plus sur nos différents métiers, composez notre numéro vert.

NUMÉRO VERT  
05 34 05 34

LA POSTE

## LES DIRIGEANTS

Direction Générale  
Direction Générale Adjointe - Secrétariat Général

Directeur d'Agence  
Ile de France



Pour construire  
l'avenir,  
rien de tel  
qu'un espace  
de liberté

Le groupe immobilier 3F - leader en construction, et gestion de logements locatifs (+100 000 logements gérés) - vous propose, le poste de Directeur d'Agence de l'une de ses agences Ile de France. De formation Bac+4/5 (IEP / ESC / Ingénieur Généraliste) allée à une solide expérience du management, vous animerez en relation avec le Directeur de la Gérance Ile de France une équipe d'environ 30 collaborateurs, 100 gardiens et employés d'immeubles, parmi lesquels des spécialistes qui vous assisteront dans la réalisation de vos actions : réhabilitation et le suivi de budgets liés à la gestion d'immeuble, la maintenance et la

réhabilitation... Vous aurez des relations commerciales et sociales avec les locataires, les entreprises, les autorités locales et les organismes sociaux. Etant également représentant de notre Groupe auprès des collectivités locales, vous serez à même de développer auprès d'elles le conseil et le partenariat dont elles ont besoin. De votre aptitude à prendre rapidement des responsabilités et de votre enthousiasme, dépendra le succès de cette entreprise. Adressez votre dossier de candidature sous réf. DA/75 à notre directeur d'Agence 3F - DRH 159 rue Nationale 75638 PARIS cedex 13.



LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA VIENNE  
recherche son :

**DIRECTEUR**

Capable de faire évoluer les talents et de dynamiser vos équipes, vous connaissez l'âme du monde rural et savez écouter. A la fois conseiller des élus et manager de l'entreprise, votre énergie, votre formation et votre expérience seront de vous un atout de poids pour le développement socio-économique de notre département.

Merci d'envoyer d'urgence votre lettre et votre dossier de candidature à Claude SIREYX, Adélie Associés, 3 rue Pierre-Corneille, 79000 NIORT.

*Adélie*  
ASSOCIÉS

Notre entreprise, basée en Val-de-Loire, filiale d'un puissant groupe industriel, est leader mondial sur son marché (280 personnes - CA 150 MF dont 75 % export).

Elle recherche son

**Directeur commercial  
Marchés internationaux**

Vous serez chargé d'entretenir les bonnes relations que nous avons développées avec de grands groupes spécialisés dans les biens d'équipement manufacturés (principalement aux USA et en Europe), de détecter et de concrétiser de nouveaux marchés. Vous encadrez des équipes commerciales (sédatrices) et techniques (BE/Labo) expérimentées ; avec le concours de nos agents locaux vous assurez ainsi le lien avec nos clients pour le développement et la commercialisation de nos produits.

De formation supérieure technique (ingénieur A & M ou équivalent), vous avez une expérience d'au moins 10 ans dans la vente de produits ou de services techniques et souhaitez résolument orienter votre carrière vers l'international (bien sûr vous parlez couramment anglais, peut-être des langues latines).

Garant de notre image de spécialiste mondial sur notre marché, vous êtes un homme de rigueur et de communication, prêt à vous investir fortement dans un poste qui requiert de nombreux déplacements, le sens du service et le goût de l'excellence.

Où, nous sommes exigeants mais nous saurons reconnaître votre valeur.

Merci d'adresser votre dossier (lettre de motivation et CV), sous réf. MO/1043, à notre conseil PG Consultants, Centre d'Affaires du Lac de Maine, Immeuble Hermès, 49000 Angers.

*PG Consultants*

ANGERS-BORDEAUX-NANTES-PARIS-RENNES-TOULOUSE-TOURS

CENTRE DE RECHERCHE DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE  
Propose un poste de

**CHARGE (E) D'ETUDES**

Formation exigée : Enseignement supérieur : diplôme de 3ème cycle ou grandes écoles

Expérience professionnelle : 2 ans minimum souhaité

Aptitudes : Formation approfondie en économie (ou sciences de gestion) et en statistiques ; ouverture souhaitée sur l'analyse empirique des logiques de fonctionnement des entreprises.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, prétentions à HCA  
19/21 Bd Gambetta 92137 ISSY-LES-MOULINEAUX.

ORGANISME DE PROMOTION INDUSTRIELLE  
assurant la liaison entre les Pouvoirs Publics et les Entreprises  
pour la mise en œuvre de programmes nationaux de diffusion des technologies

**CONSULTANT Paris**

Au sein d'une équipe de consultants, vous participerez à la gestion administrative et financière des programmes et assurerez le suivi des dossiers d'entreprises. A ce titre, vous aurez de nombreux contacts avec les Pouvoirs Publics et avec les Entreprises, ce qui implique un excellent contact humain, des qualités relationnelles et l'habitude de travailler en équipe. De formation supérieure option gestion, vous disposez d'une expérience acquise, si possible, au contact des P.M.I. Méthodique et rigoureux, vous avez le goût des chiffres, une grande curiosité intellectuelle, de solides qualités d'analyse et de synthèse qui permettent une gestion efficace des programmes.

Pour être retenu, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence 301 à C.K. 7, rue Robert Le Colla 75016 Paris



*Chantal Kervyn*

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM



## VIE DES ENTREPRISES

Recapitalisation bouclée aux Etats-Unis, difficultés en France

## Bidermann sur le fil

La pluie saurait-elle Bidermann? En favorisant les achats de vêtements, le temps de Toussaint permettra-t-il au premier groupe français d'habillement de finir l'année mieux qu'il ne l'a commencée? La question est d'autant plus sérieuse qu'après une mauvaise année 1991 (120 millions de francs de pertes pour 436 milliards de chiffre d'affaires, contre 138,7 millions de francs de bénéfice et 4,44 milliards de chiffre d'affaires en 1990) le PDG du groupe, M. Maurice Bidermann, avait lui-même annoncé au printemps dernier une recapitalisation de sa société. Début septembre, il s'était ouvert de ses difficultés au ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn.

L'opération devait se faire en deux étapes. La première est bouclée et a permis d'apporter 33 millions de dollars (265 millions de francs) d'argent frais à la filiale à 66 % du groupe aux Etats-Unis, Bidermann Industries. Une aventure entamée fin 1989, lorsque le

français a repris trois des principales divisions de l'américain Cluett Peabody. Après une restructuration sévère, la fermeture de cinq des neuf usines et la suppression de plus de 7 000 des 12 000 emplois, Bidermann Industries, recentré autour de ses deux secteurs — les chemises Arrow et les chaussures Gold Toe — devrait réaliser un chiffre d'affaires de 530 à 540 millions de dollars en 1992. « Nous serons encore en perte aux Etats-Unis, reconnaît le vice-président du groupe, M. George Jolles. Mais nos résultats sont conformes à nos prévisions. »

## « Des rumeurs infondées »

Plus confuse, en revanche, est la situation en France, où doit s'effectuer la dernière volet de la recapitalisation. « Toutes les rumeurs de ces dernières semaines sont infondées, assure M. Maurice Bidermann. L'augmentation de capital est aujourd'hui bouclée pour un

montant de 170 millions de francs. » Bouclée? L'affirmation laisse perplexes ses actionnaires minoritaires. Et notamment le premier d'entre eux, le groupe Elf-Aquitaine, qui détient près du quart du capital. « Nous avons suivi aux Etats-Unis, dit-on dans l'entourage du PDG, M. Loïc Le Floch-Prigent, un ami de longue date de M. Bidermann. Mais pour la France, nous n'avons été saisis d'aucune proposition précise. » La réponse est en même temps AGF — 10 % du capital environ, — où l'on assure n'avoir « reçu aucune sollicitation précise, dossier à l'appui. » Avec des frais financiers s'élevant à 5,1 %, Bidermann International aurait pourtant bien besoin d'argent frais. « Ils sont dans une zone minable, note un observateur. Mais s'interroge pas trop vite un groupe qui semble bien avoir bénéficié de la reprise de la consommation. » Le temps de Toussaint, toujours.

PIERRE-ANGEL GAY

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## CRISES

□ Volkswagen supprimera 12 500 emplois d'ici à la fin 1994. — Le constructeur automobile allemand Volkswagen prévoit de supprimer 12 500 emplois d'ici à la fin de 1994, a indiqué lundi 26 octobre un porte-parole du groupe. VW avait déjà annoncé des suppressions d'emploi de cet ordre de grandeur, sans toutefois préciser à quelle date elles devaient intervenir. Commentant les affirmations du mensuel *Manager-Magazin*, le groupe a, en revanche, démenti tout projet de porter les déductions d'effectifs à 25 000 d'ici à 1996. Ces suppressions d'emploi seront obtenues sans licenciements grâce à des mises à la retraite anticipées, des départs négociés et le non-recapitalisation des départs.

□ British Steel annonce une réduction de 20 % de sa production. — Le groupe sidérurgique britannique British Steel réduira sa production au dernier trimestre de cette année afin de faire face à la diminution de la demande au Royaume-Uni et à l'exportation. La réduction atteindra jusqu'à 20 % de la quantité d'acier produite l'année dernière à la même période, a annoncé British Steel dans un communiqué. British Steel a enregistré une perte avant impôts de 55 millions de livres (490 millions de francs) en 1991. Les effectifs ont été réduits de l'ordre de 7 000 personnes et l'effectif final de British Steel, actuellement de 44 000 salariés, devrait passer sous la barre des 42 000 à la fin de l'année, après la fermeture des aciéries de Ravenscroft, en Ecosse.

□ Sabena licencie 250 employés. — La compagnie aérienne belge Sabena a licencié, lundi 26 octobre, 250 employés dans le cadre d'un plan de restructuration qui a prévu un préavis de grève pour vendredi 30 octobre. Selon un communiqué de la Sabena, les 250 licenciés « reçoivent un accompagnement social important : assistance ou reclassement social et maintien de leur rémunération nette pendant un an ».

□ Mazda renonce aux 24 Heures du Mans et à un projet sur les voitures de luxe. — Mazda se retire de la compétition automobile japonaise a décidé de suspendre pour au moins deux ans sa participation à la course des 24 Heures du Mans et de renoncer à la création d'un réseau de distribution de voitures de luxe aux Etats-Unis. Mazda a motivé son retrait partiel de la compétition par les coûts croissants que cette participation occasionne et par le marasme auquel est confrontée actuellement l'industrie automobile. Le constructeur japonais utilise les ressources ainsi économisées pour « développer sa technologie » et ses actions de recherche-développement en matière d'environnement et de sécurité, précise le communiqué de la firme diffusé lundi 26 octobre. Premier constructeur japonais à avoir remporté l'épreuve du Mans, en 1991, Mazda est aussi le second en deux mois à annoncer son retrait de la compétition à haut niveau. En septembre dernier, Honda Motor Corp. avait annoncé qu'il suspendait ses activités dans la formule 1.

## RÉSULTATS

□ Toshiba : recul de 39 % du bénéfice semestriel. — Toshiba Corp. a enregistré une baisse de 39,9 % de son bénéfice imposable semestriel (avril-septembre) à 23,5 milliards de francs (990 millions de francs). Les ventes non consolidées du

numéro deux japonais des équipements électriques derrière Hitachi, ont reculé de 1,2 % à 1 518 milliards de francs (87,5 milliards de francs) par rapport à la même période de 1991. Toshiba impute la baisse de ses profits à la stagnation des marchés mondiaux de semi-conducteurs, d'ordinateurs et de matériel audio-vidéo. Au Japon, le groupe déplore le manque d'entraide des firmes à investir et une consommation des ménages sans grand dynamisme. Il ajoute être toujours affecté par le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis et en Europe.

□ Hitachi : baisse de 53 % du bénéfice semestriel (37,5 milliards de francs). — Hitachi Ltd., premier groupe japonais d'industrie électrique lourde, a annoncé, mardi 27 octobre, à Tokyo une baisse de 53 % de son bénéfice imposable à 37,5 milliards de francs (1,56 milliard de francs) pour le semestre terminé le 30 septembre dernier. Sur cette période, ses ventes non consolidées ont aussi reculé de 6 % par rapport aux six mois correspondants de 1991 pour atteindre 1 895,6 milliards de francs (79 milliards de francs).

□ NEC : chute de 71 % du bénéfice imposable semestriel (15,12 milliards de francs). — NEC, numéro un mondial des semi-conducteurs, a annoncé, mardi 26 octobre, à Tokyo, une chute de 71 % de son bénéfice imposable semestriel (avril-septembre) à 15,12 milliards de francs (630 millions de francs). Les ventes non consolidées du groupe japonais ont aussi reculé de 7 % par rapport à la même période de 1991 pour atteindre 1 360 milliards de francs (56,5 milliards de francs).

□ Fujitsu dans le rouge pour la première fois de son histoire. — Le numéro deux mondial de l'informatique Fujitsu Ltd a annoncé, mardi 27 octobre, la première perte nette consolidée de son histoire. Celle-ci atteint 19,2 milliards de francs (805 millions de francs) environ) au terme du premier semestre de son année budgétaire 1992 (avril-septembre). Le groupe japonais attribue cette contre-performance « au ralentissement économique mondial, à la baisse des marges due à une concurrence accrue, à la morosité persistante du secteur des semi-conducteurs et à l'aggravation du yen ». Le chiffre d'affaires consolidé de Fujitsu est en hausse de 6,7 % par rapport à la même période de 1991 à 1 695 milliards de francs (71 milliards de francs), dont un bond de 30 % pour les ventes à l'étranger qui assurent désormais 34 % des revenus de Fujitsu. Les ventes de systèmes de communication de Fujitsu ont reculé de 7,7 %, celles de semi-conducteurs et composants de 3,4 %, mais celles d'ordinateurs ont augmenté de 11 %, le reste des activités progressant également de 14 %.

## CONTRATS

□ Merill-Gérin : contrat d'équipement électrique au Vietnam. — Merill-Gérin, société du groupe Schneider spécialisée dans l'équipement électrique, a signé avec le ministère de l'énergie du Vietnam un contrat pour l'équipement d'une ligne électrique très haute tension de 1 500 kilomètres de long qui permettra d'alimenter le sud du pays à partir d'électricité produite dans le nord, indique un communiqué du groupe publié lundi 26 octobre. D'un montant d'environ 550 millions de francs, le contrat prévoit la mise en service de la première tranche du contrat

en mars 1994. La fin des travaux devrait intervenir en septembre de la même année.

□ Colfesp : un contrat de 535 millions de francs en mer du Nord. — La compagnie pétrolière norvégienne Colfesp vient de confier à Colfesp, société contrôlée par Elf et l'Institut français du pétrole (IFP), la fourniture de 43 kilomètres de conduites flexibles destinées à équiper le gisement gazier de Troll, en mer du Nord norvégienne. D'un montant de 535 millions de francs, le contrat, annoncé le 26 octobre, prévoit le démarrage des premières fournitures à partir de février 1994. Les équipements seront fabriqués par l'usine Colfesp du Trait, en Seine-Maritime.

## RACHATS

□ Darnal dépose une option d'achat sur Pier Import. — Darnal Expansion, détenue à 69,4 % par la famille Tourret, a déposé une option d'achat sur plus de 50 % du capital et 49,94 % des droits de vote de la société Pier Import. La famille Tourret détenait déjà directement et indirectement (à titre personnel et non à travers Darnal) environ 70 % de Pier Import depuis février. Mais, elle a décidé de rapprocher les deux sociétés pour faire jouer les synergies commerciales, logistiques et financières. L'option est concédée au prix de 39 francs (cours du 23 octobre).

□ CarnaudMetalbox (emballage) rachète Anchor Hocking Packaging aux Etats-Unis. — Peu implanté en Amérique du Nord, le leader européen de l'emballage CarnaudMetalbox prend pied dans le conditionnement alimentaire entre-Atlantique, avec l'achat d'Anchor Hocking Packaging aux Etats-Unis. — Peu implanté en Amérique du Nord, le leader européen de l'emballage CarnaudMetalbox prend pied dans le conditionnement alimentaire entre-Atlantique, avec l'achat d'Anchor Hocking Packaging aux Etats-Unis. — Peu implanté en Amérique du Nord, le leader européen de l'emballage CarnaudMetalbox prend pied dans le conditionnement alimentaire entre-Atlantique, avec l'achat d'Anchor Hocking Packaging aux Etats-Unis.

## CAPITAL

□ Air France va augmenter son capital de près de 2 milliards de francs. — Les actionnaires d'Air France devraient confirmer le 9 novembre, à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire, l'intégration d'une partie des réserves de la compagnie à son capital social qui passera de 3,78 milliards de francs à 5,66 milliards de francs (soit 1,88 milliard de francs en plus). Cette somme correspond à 1,36 milliard de francs de réserve spéciale de plus-values à long terme (produit de cession d'actifs) et à 528 millions de francs de réserves générales provenant de bénéfices antérieurs. L'assemblée générale des actionnaires, le 9 novembre, sera également l'occasion d'arrêter les comptes de la compagnie en vue de la fusion avec UTA. Les comptes d'Air France seront arrêtés au 30 septembre 1992 et l'année sociale sera dorénavant fixée du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre.

هذا من راحل

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 27 octobre ↑

**Indice**  
La tendance était à l'indécision mardi 27 octobre à la Bourse de Paris. Après un début de séance plutôt faible, l'affaiblissement a cédé la place à une timide hausse, avant que la tendance ne revienne fléchir autour du point d'équilibre. En repli de 0,23 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait au cours de 13 heures un gain de 0,06 %. Plus tard dans la séance, peu avant l'ouverture de la Bourse de New-York, les valeurs françaises s'appréciaient en moyenne de 0,11 %.

Le marché est quelque peu déçu de constater que la baisse des taux d'intérêt ne se concrétise pas plus rapidement. En effet, le Banque de France a maintenu lundi à 13 % son taux de prise en pension.

Le ralentissement de l'économie mondiale continue, d'autre part, à préoccuper les milieux financiers. Au Japon, les entreprises annoncent des baisses spectaculaires de leurs résultats semestriels (entre 50 et 73 %), notamment dans le secteur informatique. En Allemagne cinq instituts de conjoncture s'attendent à une croissance de 0,5 % à 1 % l'an prochain pour le quart ouest du pays.

Du côté des valeurs, à la ré-évaluation, l'indice CAC 40 a gagné 0,06 % à 13 heures. Les valeurs américaines ont décliné de 25 à 30 points. Les valeurs européennes ont gagné 0,4 % dans un marché de 600 titres après la déduction de la banque de réduction de 500 millions de francs son prix de vente des Ciments français à l'occasion de la vente de 740 millions de francs, contre 113 millions un an plus tôt.

NEW-YORK, 26 octobre ↑

## Poursuite de la hausse

Wall Street a poursuivi son mouvement de hausse lundi 26 octobre, consacrant notamment ses gains en fin de journée grâce à une série d'achats sur programme informatique. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 244,11 points, en hausse de 36,47 points, soit une progression de 1,1 %. Le volume des transactions a été moyennement élevé avec quelque 187 millions de titres échangés. Les valeurs en hausse ont dépassé celles en baisse dans un rapport de 3 contre 2 : 1 094 contre 698, alors que 579 actions sont restées inchangées.

Selon des analystes, les investisseurs suivent de près les sondages électoraux, qui font écho d'une progression de la popularité du candidat républicain Ross Perot au détriment surtout du candidat démocrate Bill Clinton, ce dernier restant néanmoins « anéanti ». Cette semaine, tout le monde se concentre sur les élections et des mouvements boursiers pour se produire (à Wall Street), a estimé Jay Donnerman, analyste chez First Albany.

VALEURS	Cours de 23 oct.	Cours de 26 oct.
Alcoa	86 1/2	89 1/8
AT&T	43	44 1/4
Boeing	42	42 1/4
Chemical Bank	23 1/4	24
Deere & Deere	47	47 3/8
Exxon	42	42 1/4
General Motors	38 1/8	40 1/8
IBM	122 1/2	124 1/4
Johnson & Johnson	69	69 1/2
Merck	85 1/8	86 1/8
Pfizer	72 1/2	74
Schering	85 1/2	86 1/8
Union Carbide	120 3/4	121 1/2
United Tech.	44 7/8	45 3/8
Westinghouse	12 5/8	12 5/8
Wm. Corp.	77 1/4	78 1/4

LONDRES, 26 octobre ↓

## Repli

La Bourse de Londres a repris son souffle lundi 26 octobre après les gains importants de la semaine précédente. L'indice Financial Times des cent grandes valeurs a clôturé en baisse à 8,1 points, soit 0,3 % à 2 681,8 points après avoir perdu jusqu'à une douzaine de points, en cours de séance. Les échanges ont porté sur 452,4 millions d'actions contre 584,5 millions vendredi.

La tendance a été affectée par des prises de bénéfices ainsi que par des informations parues dans la presse selon lesquelles le premier ministre, M. John Major, n'hésiterait pas à provoquer des élections anticipées si le traité de Maastricht n'est pas ratifié par la Chambre des Communes. La faiblesse de la livre, conséquence de la situation politique, a également déprimé la cote.

TOKYO, 27 octobre ↑

## Reprise technique

Les valeurs japonaises ont terminé en hausse, mardi 27 octobre, grâce à des facteurs techniques, malgré une série de mauvais résultats d'entreprises. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a gagné 173,95 points, soit 1,02 % à 17 185,25 points. Le volume des transactions est resté très faible, avec environ 150 millions de titres échangés contre 130 millions la veille, nombre d'investisseurs étant restés à l'écart pour attendre les éventuelles décisions prises lors d'une assemblée de la Banque du Japon.

VALEURS	Cours de 26 oct.	Cours de 27 oct.
Aijunishi	1 280	1 280
Bidgans	1 110	1 120
Daiichi	1 280	1 280
Fuji	780	780
Honda Motor	1 280	1 280
Marubeni	1 120	1 140
Mitsubishi	1 480	1 480
Sony Corp.	4 080	4 080
Tokai	1 380	1 400

## PARIS :

## Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	4400	4380	Immo. Habitat	1000	...
BAC	23 70	...	Immo. Comput	108	...
Banque Paribas	570	570	IPM	51 50	49 35
Banque Paribas	570	570	Locat.	70	...
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	258 70	258 70
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	140	...
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	780	780
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	372	368
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	308	...
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	82	...
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	152	150
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	297	...
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	328	330 50
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	320	320
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	245	233
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	95	97 50
Banque Paribas	570	570	Alcatel Citel	604	660

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 octobre 1992

Nombre de contrats estimés : 130 745

COURS	Déc. 92	Mars 93	Jun 93
Dernier	110,40	110,96	111,50
Précédent	110,74	111,28	111,10

## Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93
110	0,90	-	0,43	0,98

## CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Oct. 92	Nov. 92	Déc. 92
Dernier	1 743	1 760	1 775
Précédent	1 714	1 785,50	1 800

## CHANGES

Dollar : 5,2140 F ↓

Le dollar se maintient à des niveaux élevés mardi 27 octobre, toujours dans l'attente d'une diminution des taux d'intérêt en Allemagne. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,2140 francs, contre 5,2250 francs lundi au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	26 oct.	27 oct.
Dollar (en DM)---	1,5441	1,5385
TOKYO	26 oct.	27 oct.
Dollar (en yens)---	121,82	122,28

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (27 oct.) : 978,10 %

New-York (26 oct.) : 3,316 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises : 100,40  
Valeurs étrangères : 84,60  
(SBF, base 100 : 31-12-91)  
Indice général CAC : 460,20  
(SBF, base 1000 : 31-12-91)  
Indice CAC 40 : 1 766,41 / 1 778,74

## NEW-YORK (Index Dow Jones)

23 oct. : 3 244,11  
26 oct. : 3 244,11  
Indiceurales : 3 244,11  
Londres (indice Financial Times) : 2 681,8  
100 valeurs : 2 681,8 / 2 681,8  
30 valeurs : 1 981,70 / 1 976,20  
Mines d'or : 76,30 / 77,60  
Fonds d'Etat : 93,41 / 93,28

## FRANCFORT

26 oct. : 1 538,22 / 1 542,49  
27 oct. : 1 538,22 / 1 542,49  
Nikkei Dow Jones : 17 185,25 / 17 185,25  
Indice général : 1 288,70 / 1 297,53

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS EN FRANCS SUISSE DES DEVISES			
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	5,2030	5,2069	5,2630	5,2690
Yen (100)	121,82	122,28	122,28	122,28
DM	6,6430	6,6500	6,6382	6,6492
Deutschmark	3,9711	3,9726	3,9704	3,9715
Franc suisse	3,9012	3,9043	3,9230	3,9210
Livre britannique (1000)	3,9698	3,9130	3,9838	3,9769
Livre sterling	8,1671	8,1671	8,1671	8,2243
Peseta (100)	4,7522	4,7622	4,7635	

## TAUX D'INTERÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-11	3 1/8	3 1/4	3 7/16	3 9/16	3 1/2	3 5/8
Yen (100)	3 13/16	3 15/16	3 5/8	3 3/4	3 9/16	3 11/16
DM	10 3/8	10 5/16	10 11/16	11 1/8	9 7/8	9 5/8
Deutschmark	5 15/16	6 1/16	6 1/16	6 7/8	6 3/4	6 3/8
Franc suisse	5 15/16	6 1/16	6 1/16	6 7/8	6 3/4	6 3/8
Lire italienne (1000)	14 3/8	15 1/8	14 1/2	17 1/2	15 1/2	16
Livre sterling	8 3/4	9	8 7/8	9 7/8	7	7 1/4
Peseta (100)	13 3/8	13 7/8	13 3/8	13 7/8	13 1/4	13 3/4
Franc français	8 3/4	9	8 7/8	9 7/8	8 3/4	9

Ces cours indicatifs, publiés sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de journée par la Salle des marchés de la BNP.

**Le Monde ÉDITIONS**

**LES PARADOXES DE LA PAUVRETÉ**

REPORTAGES

préface de René Dumont

EN VENTE EN LIBRAIRIE















# Le Monde

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Affaires : « L'Etat de droit n'existe pas », par Gérard Monasté ; « L'argent : proche ou culte ? », par Alain Minc ; « Bon appétit, messieurs... », par Jean-Jacques Dupeyron ; Ville : « L'architecture du vide », par Antoine Grumbach..... 2

### ÉTRANGER

Libéria : offensive générale contre l'insécurité..... 3  
L'armée israélienne à riposte avec force au Liban sud..... 3  
Allamagna : la chancelière Kohl appelle la pays à da nouveaux sacrifices..... 4  
Tadjikistan : plusieurs centaines de morts à Douchanbé..... 4  
La situation au Kurdistan irakien..... 5  
Désastre américain : VII. - Recherche : la récession s'installe dans les labos..... 8

### POLITIQUE

Le débat sur la motion de censure et l'analyse du scrutin..... 7  
La préparation des élections législatives à Nice..... 6  
« Affaires » d'outre-mer..... 8  
Diagonales : « Deuilla », par Bertrand Poirot-Delpech..... 8

### SOCIÉTÉ

Un colloque organisé par l'ARPE et le Monde : l'Europe pénale, du pluriel au singulier..... 9  
La catastrophe de la gare de Lyon devient le tribunal correctionnel de Paris..... 10  
Mise en place d'un comité de sages pour les graffes à dons d'organes..... 10

### CULTURE

Théâtre : un festival international et décentralisé à Madrid..... 11  
Musiques : Carlos Santos au Festival d'Automne ; la tournée française d'Alpha Blondy..... 11

Cinéma : sexe, menaces et vidéo à Montréal..... 12  
« Salomon et les maîtres du regard » au Musée des arts d'Afrique et d'Océanie..... 13

### ÉCONOMIE

Les négociations de l'Uruguay Round..... 14  
Le marché eur Madrid des « hommes de fer »..... 14  
Habitat dans le giron du suédois Ikea..... 15  
Les conditions de M. Lang pour une chaîne éducative..... 15

### INITIATIVES

• Dossier : l'administration au chantier • Expériences : managers de crises ; Les doublures des patrons ; Les entreprises et le sida • Tribune : « Les illusions sur les emplois de demain », par Michel Godet • Les stages..... 23 à 40

### Services

Abonnements..... 2  
Annonces classées..... 15 à 17 et 29 à 40  
Cartes..... 12  
Marchés financiers..... 18 à 19  
Météorologie..... 21  
Mots croisés..... 12  
Radio-télévision..... 20  
Spectacles..... 20  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté de 23 à 40  
Le numéro du « Monde » daté 27 octobre 1992 a été tiré à 508 432 exemplaires.

Demain dans « le Monde » :  
Trois suppléments : « Sciences-Médecine », « Education-Campus » et « Arts-Spectacles ».

## Les suites de l'affaire du sang contaminé

### Le docteur Garretta a été radié par le conseil de l'ordre d'Ile-de-France

Le docteur Michel Garretta a été radié le 4 octobre par le conseil régional de l'ordre des médecins d'Ile-de-France. Cette décision, qui a été notifiée par lettre recommandée le 22 octobre aux deux avocats d'hémophiles qui avaient déposé plainte contre l'ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) devant la juridiction ordinaire - M<sup>rs</sup> Aurélien Boulanger et M<sup>rs</sup> Georges Hollaux - avait été prise le jour même de l'audience au cours de laquelle le docteur Garretta avait dû comparaître devant le conseil régional de l'ordre des médecins (le Monde du 6 octobre).

Le docteur Garretta, qui se trouvait déjà aux Etats-Unis, s'était fait représenter par ses deux avocats, M<sup>rs</sup> Xavier Charvet et M<sup>rs</sup> François Morette. Ces derniers avaient élargi la porte de l'audience alors que celle-ci n'était pas achevée expliquant qu'ils n'étaient pas en mesure « d'assurer convenablement et décemment » la défense de leur client.

Les plaintes d'hémophiles avaient été déposées devant l'ordre des médecins en octobre 1991. Elles visaient des manquements aux règles de déontologie médicale, parmi lesquels les manquements à l'obligation de conseil et d'information et le fait que le docteur Garretta se serait rendu coupable d'avoir fait courir aux hémophiles un risque supérieur à celui inhérent au simple aléa thérapeutique.

Le fait que le docteur Garretta n'ait pas été présent le jour de l'audience lui donne le droit de faire opposition à ce jugement, toujours devant le conseil régional d'Ile-de-France de l'ordre des médecins, dans un délai de trente jours après qu'il lui en aura été fait notification. D'autre part, le docteur Garretta peut également faire appel de ce jugement - dans le même délai - mais cette fois devant le conseil national de l'ordre des médecins.

On se refusait, mardi 27 octobre, au siège du conseil régional d'Ile-de-France, à tout commentaire concernant ce jugement. Pour sa part, M<sup>rs</sup> Boulanger nous a simplement déclaré que cette décision lui paraissait « normale étant données les cir-

constances ». Le même jour, le jugement ordonnait au docteur Bahman Habibi, ancien directeur scientifique du CNTS, n'avait pas été notifié à M<sup>rs</sup> Boulanger, qui avait également porté plainte contre lui.

Ce jugement ordonnait également au docteur Garretta de verser à l'Etat 100 millions de francs de dommages et intérêts. M<sup>rs</sup> Xavier Charvet a confirmé à plusieurs reprises que son client rentrerait en France en milieu de semaine. En outre, M<sup>rs</sup> Charvet s'en est pris directement au journal France-Soir qui, dans ses éditions du 26 octobre, avait rendu public le numéro de téléphone du docteur Garretta aux Etats-Unis. « Grâce à France-Soir,

on ne peut pas dormir dans cette maison puisque nous avons à peu près un coup de fil toutes les deux minutes pour proférer des menaces de mort à l'encontre du docteur Garretta », a déclaré l'avocat. Le 23 octobre, France-Soir avait, sous un gros titre « Où est-il ? » publié en une, sous la forme du Wanted des avis aux chasseurs de prime des westerns américains, une grande photo du docteur Garretta.

Celui-ci, qui a jusqu'au 9 novembre pour faire appel de la condamnation à quatre ans de prison ferme prononcée contre lui par la seizième chambre correctionnelle, devait s'exprimer devant la presse, mardi ou mercredi, avant de s'embarquer

FRANCK NOUCHI

## Le trafic ferroviaire perturbé

### Les cheminots des Douze ont organisé leur première grève

Les cheminots se mobilisent par-delà les frontières : vingt-cinq organisations des douze pays de la Communauté économique européenne, plus l'Australie et la Suisse, ont appelé à un mouvement de grève d'au moins une heure, mardi 27 octobre. Selon les syndicats à l'origine de cette action, la CEE encourage des politiques de libéralisation d'accès aux réseaux publics de chemin de fer, ce qui a des conséquences négatives sur la situation financière des sociétés nationales.

De leur côté, six syndicats français (auxquels s'est jointe la FGAAC-autonomie) estiment que « la déréglementation et l'ultralibéralisme qui dominent la construction retenue par les autorités communautaires et celles des Etats membres remettent directement en cause la dimension, et le contenu de service public dans la plupart des pays européens et entraînent une régression sociale de grande envergure ». Le commissaire européen chargé des transports, M. Karel Van Miert, avait répondu à la mi-octobre aux inquiétudes des cheminots euro-

péens. Le rail, qui n'absorbe plus aujourd'hui que 16 % du transport de marchandises communautaire contre 30 % en 1970, « n'est plus en mesure d'assumer le rôle majeur qu'il a joué autrefois », avait-il noté, et les mesures adoptées en juin 1991 par la CEE devraient permettre « aux compagnies de renverser la vapeur par rapport aux autres modes de transport ».

Ces mesures sont destinées à « régler la question de la dette historique » contractée par les compagnies, à « séparer du point de vue comptable la partie infrastructure de la partie exploitation commerciale » et à « ouvrir modérément et réciproquement les réseaux des compagnies à des opérateurs ferroviaires de la Communauté », avait déclaré le commissaire européen. Ainsi, les sociétés de transport combiné, qui allie la route et le rail, pourront emprunter les voies ferrées des autres pays. En dehors d'elles, seules les compagnies nationales de chemin de fer pourront profiter de cet accès. Les gouvernements britannique et allemand ont annoncé les 14 et

15 juillet une réforme de leurs chemins de fer. Le premier va au-delà des directives européennes puisqu'il s'agit de privatiser les chemins de fer du Royaume-Uni. Bonn souhaite séparer la gestion des infrastructures de l'exploitation des trains.

En France, la SNCF a annoncé des perturbations sur son réseau mardi 27 octobre. La circulation des trains de banlieue devait être affectée et les interconnexions avec les lignes A, 8 et D du RER suspendues. Le TGV Sud-Est devait subir d'importantes perturbations sur les axes Paris-Lyon-Marseille-Monpellier-Dijon-Chambéry. En revanche, la SNCF annonçait un service normal sur le réseau TGV Atlantique. La circulation des trains de grandes lignes devait être perturbée sur le Sud-Est ainsi que sur les transversales reliant l'Ouest, le Sud-Ouest, et le Nord-Est au Sud-Est de la France. On s'attendait à des perturbations variables selon les régions pour les trains express régionaux.

MARTINE LARONCHE

Ce n'est pas à ceux qui voyagent pour affaires que l'on apprendra qu'il y a sept jours dans une semaine.



Lundi



Mardi



Mercredi



Jeudi



Vendredi



Samedi



Dimanche

## Vols quotidiens Paris-Montréal et Paris-Toronto.

Parce que vous ne savez peut-être pas aujourd'hui que vous devrez être demain à Montréal ou Toronto, Air Canada vous propose ses vols quotidiens sur ces deux destinations.

Pour vous, qui voyagez en classe Affaires, nous vous proposons sur nos vols quotidiens des prestations qui ne font que confirmer la qualité des services Air Canada.

Voyager à bord d'un vol Air Canada c'est profiter de l'espace de nos cabines dans des sièges inclinables, dessinés pour un plus grand confort. Toujours pour votre bien-être nous mettons à votre disposition un service qui vous permet de choisir l'heure à laquelle vous souhaitez prendre votre repas. Vous pouvez aussi choisir nos menus Nourriture pour une cuisine allégée.

De plus, nous vous rappelons que tous nos vols sont non-fumeurs. Sachez enfin que vous pouvez aussi profiter de nos vols pour Montréal et Toronto au départ de Nice et Lyon.

Pour plus d'informations téléphonez à Air Canada Paris (1) 43.20.12.00 à Air Canada Lyon 78.42.43.17, à votre agence de voyages, ou tapez 3615 Air Canada.









INITIATIVES  
EXPERIENCES

SPECIALITES

# Managers de crise

Des directions intérimaires pour les restructurations

SÈVÈREMENT frappée par une crise, une entreprise est généralement accablée pour survivre à prendre des mesures drastiques avec le passé : plans de licenciements, mais aussi mise sur la touche de certains responsables, réduction des dépenses et parfois suppression des privilèges qui sont nés dans le cocon de la prospérité.

Ces périodes exceptionnelles et douloureuses suscitent toujours de fortes réactions émotionnelles des salariés comme du personnel d'encadrement. En effet, souvent brutalement, la crise remet en cause les situations individuelles et crée un stress intense durant l'inévitable période d'incertitude qui suit l'annonce des mesures. Pour réussir leurs périlleux plans de sauvetage, certaines entreprises n'hésitent pas à faire appel aux services de personnalités communément appelées « managers de crise ».

Taillé comme un bûcheron, Bob Givens possède le physique de l'emploi. Appelé par les actionnaires ou la haute direction pour assainir la situation, il débarque pendant quelques mois dans la société concernée et occupe par intérim une fonction bien précise dans la hiérarchie (PDG, directeur général, conseiller du président, etc.). D'un tempérament vif et rapide, et, avec le recul que donne l'œil extérieur, on l'estime capable de « piger » les rouages d'une situation confuse, de prendre les décisions nécessaires et de réorganiser les structures. Sans l'ombre d'une hésitation, il met le plus rapidement possible le personnel dans le bain de la restructuration, expliquant, dans un langage clair et direct, les enjeux de sa mission. À chacun de se déterminer. Une fois, sa besogne accomplie, il s'en va sans rien demander à personne. Ailleurs, on a besoin de ses services.

## Conservé l'anonymat

Une véritable légende accompagne ces personnages hors du commun. Les uns qualifient Bob Givens de « boucher » ou de mercenaire à la solde du grand capital, les autres l'encensent comme un sauveur. Lui se considère simplement comme un médecin chargé d'administrer en urgence une potion de cheval.

Bien sûr, l'homme n'est pas un tendre. Ce n'est d'ailleurs pas ce qu'on lui demande. Il est payé pour donner les coups de hache nécessaires et pour exécuter ce que certaines âmes sensibles rechignent à faire. Cependant, lui n'en plus n'est pas toujours épargné par les éventuelles rancœurs. Mais son tempérament de luttier lui permet d'assumer cette partie ingrate de son job.

En réalité, ce métier d'action lui va comme un gant. « En période de crise, il y a une accélération des décisions et de la prise de responsabilité. Or, je ne sois pas fonctionner dans le calme », dit-il avec un léger accent de new-bay américain. Tant en ne manquant pas d'ajouter qu'il adore aussi les missions « positives » et exaltantes comme les fusions-acquisitions. Mis à part ce trait de caractère, Bob Givens suit du même sémua que n'importe quel consultant de haute volée. Il est en particulier bourré de diplômes (Miami University, Columbia University, Wharton School).

De leur côté, les entreprises qui font appel aux services des managers de crise cherchent à agir vite comme l'exige la situation. Elles préfèrent confier ces missions difficiles à des experts extérieurs plutôt qu'à leurs cadres supérieurs peu formés à ce type de besogne et susceptibles de ne pas conserver leur fonction après la restructuration.

Par discrétion ou mauvaise conscience, ces entreprises souhaitent en tout cas conserver l'anonymat. Transport, logistique, informatique, etc. Bob Givens n'en est pas à son coup d'essai. Par exemple, pour un transporteur terrestre réalisant un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs, il a, avec la casquette d'adjoint au directeur général, mené une restructuration complète : réorganisation avec réduction de personnel, réorientation stratégique vers des secteurs à forte valeur ajoutée, mise en place d'un plan rigoureux de réduction des coûts, vente ou arrêt des activités marginales.

Un métier dur mais en or. Car les sociétés payent au prix fort ces managers de crises. Les consultants du cabinet de Bob Givens, Profit Development, gagnent annuellement entre 800 000 et 1,5 million de francs.

Catherine Lévi

METIERS

# Les doublures des patrons

Une formation d'adjoint au chef d'entreprise a été mise en place pour les PME

UNE quarantaine d'universités ont déjà répondu présent, mais c'est Paris-X-Nanterre qui est la plus avancée dans le projet, joutant pour l'ensemble des universités d'Ile-de-France, et avec leur accord, le rôle de pinnière.

Depuis septembre dernier, la faculté a mis en place une formation d'« adjoint de dirigeant de PME-PMI ». Trois cents dossiers envoyés, soixante réponses, onze personnes sélectionnées : sept salariés et quatre demandeurs d'emploi. Une première promotion un peu atypique, malgré tout. Le cursus - 900 heures de formation sur deux ans à raison de trois demi-journées par semaine - est en principe réservé à des salariés dans le cadre de la formation continue. Nanterre l'a déjà ouvert à des chômeurs. L'étape suivante devrait permettre d'accueillir des jeunes en formation initiale, le niveau requis étant celui d'un bac + 2 ou d'une expérience équivalente pour le porter à celui d'un bac + 4. Mais on n'en est pas encore là.

Pour le moment, il s'agit d'abord de faire vivre un projet qui remonte à juillet 1990. L'association Université et entreprise fait se rencontrer deux mondes plutôt habitués à doucement s'ignorer : les PME et les professeurs d'université.

## Manque d'esprit critique

Les premières, via leur organisation patronale, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), ont une requête bien claire : avoir à leur disposition des diplômés qui puissent se substituer au patron, être comme eux « des hommes-orchestres » réunissant les qualités de technicien, de commercial et de gestionnaire. Le terrain n'est certes pas vierge. Seulement, les étudiants des écoles de commerce sont souvent trop « chers » et préfèrent intégrer des grands groupes internationaux. Deux formations universitaires existent aussi à des niveaux bac + 2 ou bac + 3 mais ne collent pas, visiblement, encore assez aux besoins exprimés. De réunir en réunion, la demande de la CGPME s'affine.

« Nous avons appris à écouter », dit Denis Abecassis, vice-président de l'université de Nanterre, chargé de la communication, et



l'un des porteurs du projet. Petit à petit, le partenariat a pris tournure. Deux ans de réflexion nous ont permis de donner forme au cursus.

La formation « adjoint PME-PMI » est une sorte de fusée à deux étages : un tronc commun de 500 heures, avec des enseignements en droit, économie, comptabilité, fiscalité, finances, gestion du personnel, et des modules d'approfondissement (400 heures) qui permettent au stagiaire d'adapter sa formation aux exigences précises de son entreprise. « Les besoins sont très importants,

par exemple en matière de fiscalité et aussi en termes de culture générale », explique René Grison, président des PME du Cher et membre de la commission enseignement-formation de la CGPME. Les patrons se plaignent souvent du manque d'esprit critique de leurs collaborateurs.

En réalité, toutes les PME ne devraient pas être intéressées par le projet. La cible-type est la petite unité industrielle ou de service d'une cinquantaine de salariés où la bonne volonté du ou de la comptable ne suffit plus à régler les problèmes de person-

nel et de gestion. La présence d'un bras droit paraît, en revanche, moins pertinente auprès des commerçants, qui reconnaissent « finalement encadrer très peu le personnel ». La population des candidats devrait plutôt se recruter parmi les plus de trente ans, « des techniciens supérieurs », analyse Denis Abecassis, qui ont dix ans d'activité dans une entreprise et qui sont à la recherche d'un complément de formation et de promotion.

Le coût de la formation a été évalué à 25 000 francs par stagiaire, « moins cher qu'une école de commerce », constate René Grison. Les sources de financement liées à la formation continue peuvent être multipliées : entreprises, collectivités locales, organismes professionnels, etc. Nanterre a montré le chemin. L'université de Tours lance le cursus en janvier prochain. Bordeaux et Lille suivront dans la foulée. « Au total, d'ici à deux ans, précise René Grison, près de 600 étudiants devraient avoir terminé leur formation, sanctionnée d'ailleurs, si elle a été poursuivie entièrement, par un diplôme d'enseignement supérieur universitaire (DESU). »

Au-delà des chiffres et des diplômes, il semble que la portée de l'expérience lancée aujourd'hui soit plus importante qu'il n'y paraît. « Les PME qui se décident à investir dans la formation, c'est un grand pas en avant, reconnaît l'un des membres de la sous-commission du projet. Cela n'a jamais été leur souci ! »

Denis Abecassis voit aussi un intérêt précieux à faire rencontrer, à travers cette nouvelle formule, patrons de PME et étudiants. « Ils ne se connaissent pas. Or, pourtant, ce sont bien les petites unités qui créent des emplois, quand, bien sûr, il y a encore création d'emplois. »

La CGPME a, elle aussi, son idée derrière la tête. Certes, ces nouvelles « doublures » vont permettre à ses adhérents, comme on le dit volontiers au siège de l'organisation, de « lever la tête du guidon », mais elles peuvent être aussi une solution à un problème crucial : la transmission d'entreprise. Les chiffres sont éloquent : plus d'un tiers des chefs d'entreprise devront assurer d'ici à dix ans leur successeur, faute de quoi les établissements disparaîtront et, avec eux, les emplois des salariés. Voici créé un vivier de dauphins potentiels.

M.-B. B.

## MASTÈRES SPÉCIALISÉS

Formations professionnelles d'un an, ou deux ans en alternance.

**NIVEAU À L'ENTRÉE :**

- diplômés à BAC + 5
- cadres avec expérience professionnelle

**SESSIONS :**

- octobre
- janvier

Contact : Paul-Edouard IMBERT à Aix-en-Provence  
Tél. : (16) 42 24 24 84

**SYSTEMIA**

**EMP**

**Le Monde des DEBATS**

**Partager le travail ?**

Marc Blondel, secrétaire général de la CGT-FO, Jean Kaspas, secrétaire général de la CFDT, Margaret Maruani, sociologue, Gérard Mordillat, romancier et cinéaste.

## MALADIES

# Les entreprises et le sida

La Fondation de France et l'ANDCP ont interrogé les responsables du personnel sur la lutte contre l'épidémie dans le milieu du travail

« L'ÉPIDÉMIE de sida a pris de telles proportions que la Fondation de France se doit d'être partie prenante dans la lutte contre la maladie », explique Jean-Louis Vidana, l'ancien directeur des affaires sociales de cet organisme.

Dans une première phase, la Fondation de France, concernée par tous les problèmes de société, s'est contentée de financer la recherche médicale dans ce domaine. Puis elle a souhaité aller plus loin. A son initiative, quatre associations se sont réunies pour étudier les formes que pourrait prendre une action d'information et de prévention. L'ANDCP (Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel), s'est immédiatement impliquée. Pour Patrick Béziers, son délégué régional, « l'entreprise est un lieu où les hommes vivent, elle ne peut ni ne doit fermer les yeux sur ce phénomène dramatique ». D'autant que la séropositivité va devenir de plus en plus visible et poser des problèmes d'organisa-

tion du travail. Les entreprises vont un jour ou l'autre, lorsque ce n'est pas déjà fait, être confrontées au maintien de l'emploi d'une personne séropositive, à l'absentéisme pour les soins, à l'aménagement des postes de travail et, plus encore, à l'inquiétude des collègues. Il y a certes un débat sur le rôle que l'entreprise peut et doit jouer dans la vie privée des gens. Certains nient qu'elle puisse intervenir dans ce qui regarde la santé publique. Pour d'autres, les problèmes soulevés par le sida sont les mêmes que ceux que pose n'importe quelle autre maladie grave. Et il n'y a pas de raison de lui réserver un sort particulier.

## Les bons interlocuteurs

A cela, le responsable de l'ANDCP réplique que l'information sur le tabagisme, l'alcoolisme et la toxicomanie trouve tout naturellement sa place dans le

mande du travail. Pourquoi celui-ci devrait-il ignorer une maladie qui se répand, hélas, aussi vite, et provoque des réactions d'exclusion là où un cancer, par exemple, éveille plutôt un mouvement de solidarité. « A partir du moment où l'on admet que l'entreprise-citoyenne fait partie intégrante de la nation, qu'elle est un lieu d'épanouissement et d'intégration des salariés, il est naturel qu'elle participe à la lutte contre l'épidémie », affirme un directeur des ressources humaines.

Quatre organismes - la Fondation de France, l'Agence française de lutte contre le sida, la Caisse des dépôts et consignations, et l'ANDCP - se sont donc associés pour lancer une campagne de sensibilisation en direction des entreprises. Un questionnaire a été élaboré et envoyé aux quatre mille directeurs de ressources humaines adhérents de l'ANDCP. Le but était de déceler chez eux le besoin d'information sur le sida et de mesurer le degré de leur attente.

Le taux de réponse est intéressant : 25 % ont renvoyé le questionnaire, alors que celui-ci leur était parvenu en plein mois d'août. Preuve s'il en est que les responsables des ressources humaines sont les interlocuteurs tout désignés pour mener à bien cette campagne et qu'ils sont prêts à jouer un rôle de relai d'information.

Les réponses sont en train d'être dépouillées. A la fin du mois d'octobre, elles pourront être exploitées et feront l'objet d'un bilan qui sera présenté le 1<sup>er</sup> décembre, à l'occasion de la Journée nationale contre le sida. L'enjeu est de taille : il s'agit de définir une typologie des actions à mettre en place en direction du milieu du travail.

Autrement dit, de sortir le sida de son ghetto, de briser le mur opaque de l'ignorance, de la peur, des préjugés, de considérer enfin les malades comme des malades, pas comme des coupables.

L. D.

INGENIEUR

Vous ne pouvez pas vous passer de nous

Ingénierie de développement

Ingénierie de production

Ingénierie de maintenance



# Les patrons

et d'entreprise  
des PME

nel et de gestion. La prise en compte des aspects humains, sociaux, environnementaux, est devenue une préoccupation majeure des dirigeants d'entreprise. Les PME, en particulier, sont confrontées à des défis spécifiques liés à leur taille et à leur structure. Elles doivent trouver des solutions innovantes pour répondre à ces défis tout en maintenant leur compétitivité.

Le rôle du dirigeant est donc devenu plus complexe. Il ne s'agit plus seulement de gérer les aspects techniques et financiers de l'entreprise, mais aussi de prendre en compte les besoins et les aspirations de ses collaborateurs. Cela nécessite une véritable écoute et une capacité d'adaptation constante.



Illustration de la complexité du rôle du dirigeant d'entreprise.

# et le sida

rogé les responsables du secteur  
lors du milieu du travail

La lutte contre le sida est devenue une priorité absolue pour les entreprises. Les responsables du secteur ont été interrogés sur les mesures prises pour protéger la santé de leurs employés. Il est essentiel que les entreprises prennent conscience de leur responsabilité sociale et mettent en place des protocoles stricts pour prévenir la transmission du virus.

## commercial export

Europe, Afrique du Nord

Recherche de Chef de Zone, vous avez la responsabilité de développer les actions commerciales et marketing du CCI sur l'Europe et l'Afrique du Nord. Pour ce poste, nous recherchons un professionnel expérimenté dans le domaine de l'exportation, capable de gérer une équipe et de négocier avec des clients internationaux.

CCIDRAG  
Control Components Inc.  
An IBM company

Tout évoluer, la vie quotidienne a besoin d'exploits. Nos ingénieurs s'y emploient chaque jour à travers leurs travaux en bureau d'études et en laboratoire, assurant la qualité des réalisations qui changent en permanence la qualité des ouvrages et des services que nous offrons à nos clients.

## INGENIEURS DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ETAT

(H/F - 10 postes par concours sur titre)  
A la suite du 1er tour du 1er janvier 1993, vous êtes candidats au 2nd tour du concours pour l'emploi d'Ingénieur des Travaux Publics de l'Etat.

Nous vous proposons une réussite par étapes : examen de votre dossier, entretien avec le jury, formation rémunérée de 3 mois dans un service opérationnel du Ministère et à l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat.

Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports  
244 Boulevard Saint Germain - 75007 PARIS  
Tél : (01.4) 45.49.53.00

Claire des inscriptions le 27 novembre 1992

## INGENIEURS : LA RÉUSSITE EST LÀ !



### Ingénieur

**SITUATION**

- District de l'Agglomération de Montpellier, 17 communes / 320 000 habitants
- Services Techniques, Direction des Transports
- Compétences du service :
  - Infrastructures voirie pour les transports en commun
  - Jeûnement directionnel

**GRADE**  
Ingénieur subdivisionnaire ou en chef

**MISSION**  
Sous la responsabilité du Chef de service :

- Conduite des opérations d'infrastructures pour les transports comprenant la participation aux études et la responsabilité des chantiers, les relations avec les services techniques et les collectivités locales.
- Direction de l'équipe jeûnement comprenant la maîtrise d'œuvre complète des travaux neufs (étude et réalisation) et la gestion du patrimoine.

**PROFIL**  
Formation Ingénieur diplômé TP ou Génie Civil spécialisé, ou Ingénieur diplômé inscrit sur la liste d'aptitude au grade d'Ingénieur subdivisionnaire ayant une expérience minimum en BET ou conduite de chantier.

**COMPÉTENCES**  
Connaissances approfondies en infrastructure routière et dans les techniques d'urbanisme, de génie civil, de génie des transports, de génie des sols, de génie des structures, de génie des matériaux, de génie des machines, de génie des équipements, de génie des installations, de génie des systèmes, de génie des procédés, de génie des produits, de génie des services, de génie des organisations, de génie des ressources humaines, de génie des finances, de génie des risques, de génie des environnements, de génie des technologies, de génie des innovations, de génie des connaissances, de génie des compétences, de génie des savoirs, de génie des savoir-faire, de génie des savoir-être, de génie des savoir-vivre, de génie des savoir-faire, de génie des savoir-être, de génie des savoir-vivre.

**RECRUTEMENT**  
URGENT : nous recherchons des candidats pour nos postes de Ingénieur subdivisionnaire ou en chef.

## INGENIEURS

Venez rejoindre un groupe pharmaceutique en constant développement

**RESPONSABLE UNITÉ FERMENTATION** - Réf. 4083 A  
Ingénieur en Microbiologie, vous possédez 5 à 6 ans d'expérience acquise dans une unité de production.

**RESPONSABLE SECURITE ET ENVIRONNEMENT** - Réf. 4083 B  
Ingénieur Chimiste, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise en site de production, avec une expertise dans les domaines de la sécurité et de l'environnement.

**RESPONSABLE PROJETS** - Réf. 4083 C  
Ingénieur Chimiste, vous possédez une première expérience du terrain acquise dans un laboratoire de chimie.

Venez rejoindre un groupe pharmaceutique en constant développement. Nous recherchons des candidats pour nos postes de Ingénieur en Microbiologie, Ingénieur Chimiste, et Ingénieur en Sécurité et Environnement.

## INGENIEURS SERVICE CLIENTS

basés en Région Parisienne

Au sein d'une équipe d'Ingénieurs et de Techniciens, en collaboration avec le superviseur du site, vous avez en charge un parc d'équipements fonctionnant en continu sur les sites de production de semiconducteurs. Vous gerez l'installation, la mise en service, la maintenance, l'analyse des performances et l'optimisation de nos installations. Votre position vous permet d'évoluer dans un environnement de haute technologie exigeant où les équipements mettent en œuvre des techniques variées telles que l'électronique, l'automatisme, le vide et la mécanique.

De formation Ingénieur ou équivalent, Physique, Electronique, Electrotechnique ou Chimie, vous êtes idéalement riche d'une 1ère expérience acquise en maintenance d'équipements ou Procédés. Votre excellent sens relationnel ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais sont les atouts indispensables de votre réussite. Vous souhaitez saisir l'opportunité d'un secteur industriel dynamique à croissance rapide et d'un environnement de travail international. Vous bénéficierez d'une formation initiale de 3 mois. Rémunération attractive.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV à :  
**APPLIED MATERIALS** - Service des Ressources Humaines  
72 avenue des Margys - 38000 GRENOBLE.



## Le discours et ses limites

Les fonctionnaires ne s'y retrouvent pas toujours

«**N**OUS sommes d'accord pour tenter le coup mais jusqu'à quand et pourquoi ?» Ce cri du cœur lancé par ce cadre de préfecture illustre bien les difficultés an milieu desquelles se débattent les quelque deux millions de fonctionnaires des services extérieurs de l'Etat (98 % des effectifs), essentiellement concernés jusqu'à présent par la modernisation de l'administration. Si tous les discours exhortent ces agents à travailler mieux et de façon plus responsable, les incertitudes administratives quotidiennes les placent en effet constamment en porte-à-faux par rapport à ces objectifs.

Des progrès ont certes été réalisés avec, par exemple, la globalisation, depuis 1991, des dépenses de fonctionnement des administrations, la déconcentration depuis 1992 du tiers de leurs crédits d'investissement et l'allègement du contrôle financier central lors de la passation de marchés de faible importance. Si ces dispositions vont dans le bon sens, « les mesures qui auraient pu traduire dans les faits les principes [de la modernisation] ne sont actuellement pas envisagées, au moins de façon systématique », constate Bernard Brunhes et Nathalie Weil dans leur rapport (1). Et de citer l'exemple de la remise en cause des procédures budgétaires qui réduisent l'autonomie des administrations, le non-règlement des contrôles a priori, le non-assouplissement des modes de gestion des fonctionnaires.

En outre, « l'administration française, poursuivent-ils, paraît marquée par une distance plus importante entre les hauts fonctionnaires centraux et les cadres opérationnels agissant sur le terrain ». Résultat, « un décideur local qui négocie avec ses syndicats locaux risque en permanence d'être désavoué par l'échelon national », relève ce responsable de service extérieur.

### Travailler ensemble pour la première fois

Précisant l'exemple des avancées, ce dernier a ainsi pu constater que « l'échelon national tenait davantage compte des critères d'ancienneté que des avis de la commission administrative paritaire départementale ». De toute façon, « les modalités de gestion des personnels sont trop bureaucratiques et trop frustes pour permettre une évaluation intelligente des mérites de chaque agent », réchérchit Alain Biriotti, associé du groupe Bussard, chargé du secteur public.

L'incompréhension mutuelle entre les administrations centrales et leurs services extérieurs vient notamment de la nature de leurs relations qui se limitent encore trop souvent à l'envoi de circulaires. Celles-ci sont adressées par des directions nationales qui ne se préoccupent pas ensuite de la hiérarchiser entre elles. Cette négligence aboutit en province à un empilement anarchique des dossiers dits « prioritaires ». Ces circulaires sont, de plus, suffisamment contraignantes pour éviter aux cadres interné-

diaires d'avoir à prendre initiatives ou risques inutiles. De nouvelles politiques (RMI, politique de la ville, logement des plus défavorisés...) n'hésitent, en outre, les fonctionnaires de terrain à travailler ensemble pour la première fois et en relation avec des clients extérieurs. Non seulement ces acteurs n'ont jamais été préparés à le faire, mais ils se retrouvent de surcroît en permanence tiraillés entre les ennuis du travail mené en commun et les résistances affichées par leurs administrations centrales respectives.

Ces dysfonctionnements entre échelons centraux et déconcentrés devraient certes tendre à disparaître avec, d'une part, le développement du pilotage par objectifs et la déconcentration, d'autre part, des services de l'Etat voulus par le gouvernement. A condition toutefois que cette déconcentration se traduise par une véritable refonte des modes d'organisation de la fonction publique.

### Meilleur affichage des choix

Reste que cette modernisation des structures fera long feu si elle ne s'accompagne pas d'une transformation du rapport de pouvoir politique à son administration. Car, pour l'heure, « la nouvelle liberté d'initiative des fonctionnaires n'a pas encore été assumée par les politiques », souligne Alain Biriotti. Que ce soit dans le domaine de la définition des politiques, celui de la gestion des hauts fonctionnaires ou dans celui de la régulation budgétaire.

« Le pouvoir politique doit en effet afficher plus clairement ses priorités », reconnaît M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la fonction publique. Cela afin d'éviter l'empilement des tâches. Tel devrait être le sens des lettres de mission annuelles que le premier ministre devra désormais envoyer à tous les préfets.

Par-delà ce meilleur affichage des choix gouvernementaux, « une clarification s'impose, entre ce qui relève du fonctionnement interne de l'administration et ce qui dépend des choix politiques », estime Alain Biriotti. Sous prétexte que tout citoyen a le droit de demander des comptes à son administration, le pouvoir politique a multiplié les garde-fous pour éviter les dérives.

En matière budgétaire, cette immixtion permanente du pouvoir politique dans le fonctionnement interne de l'administration se double de la plus grande hypocrisie au moment des régulations. « Nous devons cesser de faire comme si rien ne s'était passé et tirer les conséquences de ces régulations dans la mise en œuvre des politiques », reconnaît M. Michel Delebarre.

Si cette clarification des rapports aboutit, il n'en restera pas moins que le temps du politique ne sera jamais le même que celui de l'administration.

Valérie Devillechabrolle

(1) Rapport cité dans le papier de présentation générale.

**N**ON sans hémorrhagie, faisant référence à l'école maternelle, elle appelait cela ses « travaux d'école ». C'est ainsi que il y a tout juste un an, Francine Leray, jeune inspecteur du centre de impôts de Saint-Leu-la-Forêt (Val-d'Oise), en région parisienne, désignait les angles de couleur rouge, noire ou jaune qui marquaient le fichier annuel des contribuables dont elle a charge, soit environ 1 500 personnes appartenant au milieu des professions libérales. Un fichier qu'elle regarde aujourd'hui comme étant issu, selon ses mots, de la « préhistoire », avant l'arrivée d'Amis, le système de gestion informatique mis au point par la Direction générale des impôts (1).

Dans le bureau voisin, son collègue chargé de la fiscalité des entreprises parle du sentiment de « frustration » qu'il éprouvait il y a peu. Le traitement de textes était inconnu. La pointe Bie et le papier carbone prévalaient. Les retards s'accumulaient. « Se sentir submergé de ce taudis des données, ne pas avoir les moyens d'assurer un bon suivi administratif pour lequel j'étais rémunéré. » Ce l'était d'autant plus que les PME du département, elles, possédaient depuis belle lurette un micro-informatique efficace. Et que l'écart, qui se creusait ainsi entre une administration traditionnelle et culturellement très imprégnée de la notion de service public et les redoutables, était on ne peut plus mal vécu par les jeunes agents.

### Lampes de bureau

« C'est bien simple, nous sommes partis de zéro il y a trois ans », souligne Serge Margossian, adjoint du directeur des services fiscaux du Val-d'Oise. Aujourd'hui nos onze centres répartis sur cinq sites, notre direction générale de Cergy-Pontoise, disposent de 128 micros et de 400 écrans. Mais nous ne sommes qu'au milieu du gué. Grâce à la mini-informatique, nous nous orientons en effet vers une déconcentration fonctionnelle totale, et il nous sera possible de mettre au point des connexions entre les services.

Dans ce département où l'administration fiscale dispose d'environ mille agents, lesquels traitent

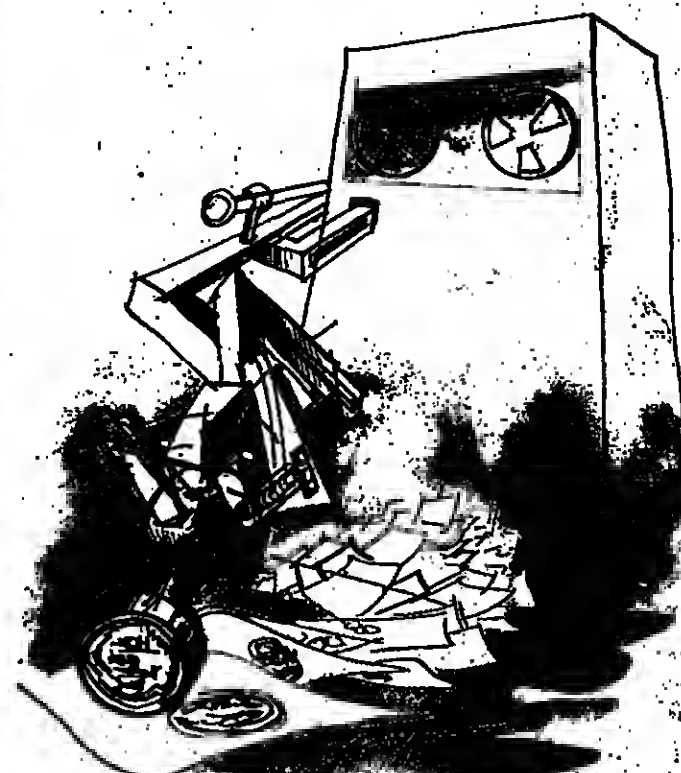
notamment quelque 500 000 déclarations de revenus, l'arrivée de l'informatique n'a pas eu pour seul effet la gestion efficace des dossiers. Elle a induit aussi un changement des compétences et un recul du taylorisme. « Le micro a permis de responsabiliser les agents », ajoute Serge Margossian. Ils maîtrisent aujourd'hui leur tâche de A à Z. Ils n'ont plus l'impression d'être dessaisis de leurs dossiers. « Autrefois, poursuit-il comme s'il s'agissait d'un lointain passé, le travail était fragmenté. Le traitement informatique était effectué par les centres régionaux d'informatique. » Ainsi fut en effet conçue au niveau national, à l'origine, l'informatique du ministère des finances. Une informatique de « cathédrale » comme l'écrivait l'inspecteur de finances Jean Choussat dans son rapport en 1989 sur la modernisation du ministère, et qui n'apporta pas

aux agents l'instrument souple, maniable, convivial qu'ils attendaient.

Serge Margossian, également spécialiste de la législation fiscale, se doutait-il que le plan de modernisation le conduirait par ailleurs un jour à exercer, selon son expression, un « nouveau métier » ? Voici qu'aujourd'hui il prépare son budget 1993. A savoir qu'à travers le mot barbare de « déconcentration » se cache une véritable révolution. Il est à même de gérer des crédits de fonctionnement déconcentrés depuis 1990, multipliés par trois en un an dans son département. A lui de payer son imprimeur, l'imprimerie nationale en l'occurrence, ou, par appel d'offres, un prestataire privé. A charge pour lui, toujours à titre d'exemple, de négocier une location d'immeuble. L'Ecole des impôts ne l'ayant pas préparé à cet exercice, une équipe technique

## Le changement au quotidien

A Saint-Leu-la-Forêt (Val-d'Oise), le centre des impôts fait peau neuve. Un recul du taylorisme pour une meilleure gestion des dossiers



le seconde. Elle possède une liste des entreprises de peinture des lors qu'il s'agit de rafraîchir un local. « Par là même, nous nous obligeons à créer l'ambiance d'un contrôle de gestion, constate Serge Margossian. Pour l'heure, nous nous interrogeons sur l'évaluation de nos dépenses téléphoniques. »

En aval, les centres des impôts gèrent aussi la dotation annuelle déterminée par la direction générale. « L'organisme des priorités », dit Sylvaine Tremet, chef du centre de Saint-Leu-la-Forêt. L'année dernière, les agents ont réclamé des lampes de bureau. Cette année ce seront des classeurs pour courir. Ont été ciblés également le chauffage, les volets roulants, l'éclairage des bureaux. » Toutes choses qui, autrefois, relevaient de... Paris.

Autre priorité définie par le plan : l'amélioration du service public. Là encore, la traduction locale est faite de micro-initiatives. Sylvaine Tremet n'a-t-elle pas rendu visite au maire de la commune afin qu'une desserte d'autobus favorise l'accès des personnes âgées au centre des impôts ? Exige que les agents sortent de leur anonymat en apposant leur patronyme sur leur bureau ? Forme certains d'entre eux à l'écrit téléphonique ? Crée une signalétique à l'intérieur du centre ? Et dispose des bouquets de fleurs fraîches sur le comptoir de hall d'entrée ? Une véritable « démarche de changement », selon l'expression en usage pour cette femme qui dit avoir connu « le poêle à bois » et des centres installés dans des pavillons de banlieue.

« Les fleurs ne doivent pas masquer l'essentiel », tient à souligner Serge Margossian. La véritable amélioration du service public, grâce notamment à l'informatique, est que les dossiers de contentieux aient été de 10 000 en 1991 par rapport à l'année précédente. En moyenne 92 % des dossiers de réclamations sont traités dans les trois mois. Un satisfecit certes, mais qui en dit long sur des insuffisances somme toute pas si lointaines et non spécifiques au seul département du Val-d'Oise.

Jean Menanteau

(1) Au 1<sup>er</sup> janvier 1991, les crédits informatiques annuels de la DGI s'élevaient à 2,3 milliards de francs sur un budget du ministère d'environ 40 milliards.

## Les embarras des syndicats

Entre l'approbation et l'adaptation forcée de leurs structures, la rénovation piétine

« **L**e grand enjeu syndical de demain, une véritable révolution à opérer », Jean-Paul Roux, secrétaire national de la FEN, donne ainsi la mesure du changement que représente pour les syndicats la politique de modernisation du service public. Habités depuis quarante ans aux grandes négociations sur la « sacro-sainte » grille de la fonction publique et aux rapports de forces créés au niveau national, les syndicats vont devoir trouver les recettes du débat régional, départemental et même municipal. « Les syndicats

ont toujours été très jacobins. Ils doivent désormais être plus proches du terrain, ce que les ressources », poursuit Jean-Paul Roux.

Quitte en effet à revoir leur mode de fonctionnement, les organisations syndicales souhaitent que leur propre concertation avec les pouvoirs publics soit davantage décentralisée. La CGT et la FEN envisagent de modifier leurs structures afin de mieux les adapter à cette décentralisation. La CFDT et la CFE-CGC estiment l'avoir déjà fait. La FGAF (Fédération générale autonome des fonctionnaires) codynamise ses représentations locales et veut multiplier ses unions régionales.

### La fin de l'Etat providence

« Les négociations au niveau local seront à l'avenir beaucoup plus décisives. Nous ne pourrions plus rien modifier au niveau national. Pour éviter que nos représentants locaux ne s'en laissent trop facilement compter par les préfets, on s'écarte trop de notre politique nationale, nous formons donc massivement : 500 délégués ont été formés depuis deux ans. Avec le taux élevé de rotation de ces délégués locaux, qui n'exercent leurs responsabilités syndicales qu'à mi-temps,

nous ne pourrions plus désormais arrêter cet effort de formation », dit-on à la FGAF (Fédération générale autonome des fonctionnaires). Cette nécessaire croissance du nombre de délégués locaux s'annonce délicate en pleine période de crise du recrutement syndical.

Cependant, malgré les soucis qu'elle leur donne, les organisations syndicales admettent unanimement la nécessité d'une modernisation du secteur public. Bernard Lhuibert, secrétaire national des fonctionnaires CGT, résume le sentiment général : « Il y a une crise évidente du service public. Fonctionnaires et usagers en pâtissent. Une réforme en profondeur est nécessaire, à laquelle les usagers doivent être associés. »

Aux priorités de l'action réformatrice du gouvernement, la déconcentration administrative est notamment jugée indispensable par les syndicats. Si la déconcentration, l'amélioration des conditions de travail et des relations avec les usagers, ainsi que le développement de la formation continue recueillent l'accord de tous, d'autres aspects de la modernisation soulèvent des critiques. « Il aurait fallu se poser en amont la question de l'évolution du rôle de l'Etat », estime Christian Chapuis, qui préside l'Union fédérale des cadres des fonctions publiques CGC. Le gouvernement ne peut pas s'avancer sur l'Etat-provi-

dence, c'est fini. » Autres griefs : le budget déguisé pour la modernisation est généralement jugé insuffisant. Mais, surtout, certains syndicalistes craignent que la rénovation soit réduite à des réductions d'effectifs et à une remise en cause du statut des agents de la fonction publique. « La rénovation met en danger la garantie de l'emploi pour les fonctionnaires. En ce qui concerne la négociation des rémunérations, on est en face d'une véritable régression : dans chaque administration, on discute isolément des rémunérations, comme avant la seconde guerre mondiale », s'insurge Roland Gaillard. Pour Bernard Lhuibert, « les administrations sont menacées de privatisation et d'être remplacées par des agences autonomes. L'autre danger est celui de la précarisation générale de l'emploi dans la fonction publique et de l'individualisation des rémunérations. »

Plus généralement, les syndicats estiment que la rénovation avance trop lentement. Selon Jean-Pierre Gualezzi, de la FGAF, « la concertation se poursuit, mais les négociations piétinent, par exemple sur la catégorie A des fonctionnaires, ou sur les conditions et la durée du travail. Le gouvernement craint sans doute les incidences financières de ces négociations. »

Pascal Krémer

## DEVENEZ EXPERT EN EVALUATION SENSORIELLE

L'UNIVERSITE DU VIN en Collaboration avec L'UNIVERSITE PIERRE MENDES FRANCE (Grenoble II) vous propose une Formation Supérieure Certificat d'Etudes Supérieures Spécialisées

### CULTURE ET PRATIQUE D'ANALYSE SENSORIELLE ET DE DEGUSTATION

Vous permettant d'exercer, à titre libéral ou au sein des entreprises et des opérateurs de la filière agro-alimentaire, les fonctions relatives à :

- L'organisation et le Traitement de Séances d'Analyse Sensorielle - Sélection de Jurys
- Le suivi des Produits et le Conseil en Recherche et Développement
- L'établissement des Profils Sensoriels des Produits pour leur Valorisation Commerciale

Sessions 1992-1993 : du 7 DÉCEMBRE 1992 au 9 JUILLET 1993

Renseignements : Université du Vin - Le Château, 26790 Suz-la-Rousse Tél. 73 04 86 09









INITIATIVES  
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

# Les illusions sur les emplois de demain

par Michel Godet

DEPUIS 1975, le gâteau du revenu national a augmenté de près de 60 % en termes réels et le chômage a plus que triplé. La croissance continue malgré la crise, et l'emploi total en France n'augmente plus que faiblement : dix fois moins dans les années 70 et 80 que dans les années 60 (100 000 emplois seulement contre plus de 1 million). Le modèle dominant d'est plus celui du travail. Dans la France de 1990, les actifs réellement employés ne représentaient que 37 % de la population totale, et l'on peut sans risque avancer qu'au début du siècle prochain moins d'un Français sur trois sera au travail.

Cette quasi-stabilisation de l'emploi total masque de profondes redistributions. Dans les années 80, l'agriculture a perdu 600 000 actifs, soit le tiers de ses effectifs. Il y avait 900 000 agriculteurs en 1990, combien seront-ils en 2010 ? Moitié moins, probablement. Dans la même période, l'emploi industriel a chuté drastiquement : les pertes s'élèvent à 900 000 pour la France, 700 000 pour l'Allemagne (qui avait commencé ses restructurations plus tôt) et 1,5 million pour les États-Unis.

Si, globalement, l'emploi continue d'augmenter, c'est essentiellement grâce aux services marchands. En effet, les effectifs de ce secteur ont augmenté de plus de 1 million en France et en Allemagne et de 13 millions aux États-Unis. C'est ici qu'apparaît la différence structurelle entre l'Europe et les États-Unis. Ces derniers, à croissance comparable et en raison de conditions sociales plus flexibles (mais aussi plus sauvages), créent beaucoup plus d'emplois dans les services non marchands. Mais comment interpréter ces évolutions ? Quelle est la nature des emplois créés dans les services ? Quels sont les besoins de formation correspondants ? L'agri-

culture hier et l'industrie aujourd'hui subissent une loi d'airain : le progrès technique permet de produire de plus en plus de biens avec de moins en moins de personnes. Seul l'emploi dans les services progresse, il représente les deux tiers de l'emploi total dans la France de 1992 et devrait compter pour les trois quarts à l'horizon 2000 et les quatre cinquièmes vers 2010.

Ainsi, la chute des emplois industriels devrait se poursuivre et affecter des secteurs naguère encore considérés comme les plus porteurs de la dynamique économique. Rappelons que, ces dix dernières années, l'automobile a perdu 40 % de ses effectifs. Il paraît hautement probable que le même phénomène va affecter l'ensemble des industries informatiques et électroniques dans les cinq à sept prochaines années (l'ajustement serait plus rapide en raison des cycles plus courts de ces activités).

MAIS où sont donc les emplois de demain ? La première réponse qui vient à l'esprit est la suivante : dans les services qualifiés, sous-entendu à haute intensité de matière grise, ingénieurs, techniciens, informaticiens, commerciaux.

Ce cliché est d'autant plus justifié qu'un palmarès du taux de croissance des emplois par métier, entre les deux recensements de 1982 et de 1990, on trouve des taux de 300 % à 400 % pour les ingénieurs technico-commerciaux, vendeurs, techniciens d'entretien (hors industrie), chefs de produit, directeurs de marketing, ingénieurs informatiques. Mais il s'agit de taux de croissance forts sur des effectifs de départ faibles qui conduisent au mieux à la création de quelques milliers ou dizaines de milliers d'emplois, c'est-à-dire dix à vingt fois moins en masse que les métiers qui connaissent des taux de croissance plus faibles (50 % à 100 %) sur

des effectifs de départ sensiblement plus importants.

Dans le palmarès des poids lourds de la création d'emplois, on trouve en tête les secrétaires (+ 256 000), la télématique devant pourtant les suppléer (+ 145 000), il faut bien des entraîneurs pour la course aux diplômés, les ingénieurs informaticiens (+ 99 000), pour qui sonne le glas, les aides-soignants (+ 75 000), les nettoyeurs (+ 74 000), les représentants (+ 70 000), les gardiennes d'enfants (+ 70 000), les ouvriers du tri et de l'emballage (+ 67 000), les serveurs de cafés et de restaurants (+ 66 000), les agents de services (+ 61 000), mais aussi les techniciens de maintenance (+ 60 000). Bref, pour l'essentiel, les poids lourds de la création d'emplois se trouvent dans le tertiaire non qualifié mais hautement professionnel. Cette tendance devrait se renforcer avec le développement des loisirs et le vieillissement de la société française. Le professionnalisme, c'est notamment bien faire ce que l'on a à faire. Pour cela, il faut des gens « bien dans leur peau » et non pas des frustrés, des aigris et des laissés-pour-compte de la course aux diplômés.

L'inadéquation des politiques publiques d'éducation, centrées sur l'enseignement général et supérieur, au détriment de l'enseignement professionnel, est flagrante. La maladie du diplôme constitue une véritable catastrophe nationale : à quoi bon accorder au niveau bac + 4, si c'est pour être au chômage ou gagner au mieux 7 000 francs par mois dans l'administration, alors que les plombiers, les plâtriers et les bouchers font défaut et sont recherchés à plus de 10 000 francs.

► Michel Godet est professeur au CNAM.

STAGES

**Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.** Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20. Les personnes intéressées doivent contacter STAGETUD, 12, av. Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-99.

COMPTABILITÉ

◻ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Ind. : A définir. Profil : bac + 2, BTS, DUT. Mission : comptabilité fournisseurs et clients. 02632.  
◻ Lieu : Créteil. Date : janvier 1993. Durée : 2 mois. Ind. : 1 620 F. Profil : bac + 2, BTS comptabilité. Mission : tenue de journaux comptables, saisie, suivi de comptabilité. 02618.

PERSONNEL

◻ Lieu : Vélizy. Date : février 1993. Durée : 2 mois. Ind. : 2 500 F à 4 000 F/niveau. Profil : bac + 2/4, gestion du personnel, AES. Mission : établissement et analyse des bilans sociaux (groupes et établissements privés) et du rapport égalité professionnelle homme/femme. 02640.  
◻ Lieu : Cachan. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % SMIC. Profil : bac + 2/3, gestion des ressources humaines et micro-informatique. Mission : participer à la mise en place d'un module de gestion de la formation et à l'élaboration du budget des ressources. 02295.

MARKETING

◻ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 2 800 F à 3 500 F. Profil : bac + 1/2, bonne pratique du téléphone. Mission : télémarketing, remise à jour de fichiers clients, saisie informatique. 02515.  
◻ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, marketing. Mission : assistant du chef d'études de marché. 02613.  
◻ Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 5, connaissances en sociométrie et communication. Mission : participer à une analyse prospective par des contacts de haut niveau. 02638.  
◻ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, marketing, communication. Mission : étude sur les évolutions

actuelles de l'organisation de la communication des entreprises et l'intégration des « hors médias ». 02544.  
◻ Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : 15 jours. Ind. : 810 F. Profil : Bac + 1/2, BTS marketing, communication, commercial. Mission : réalisation d'études marketing auprès d'un réseau de distribution (librairie) secteur de l'édition. 02535.  
◻ Lieu : Lyon-départements. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : A définir + prise en charge des frais de déplacement. Profil : Bac + 2/3, école de commerce. Mission : marketing/vente : mesurer le potentiel actuel du parc machines copieurs de la marque sur région Rhône-Alpes et optimiser découpage de la force de vente. 02626.

COMMERCE INTERNATIONAL

◻ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2/8 mois. Ind. : A définir. Profil : bac + 3 minimum, espagnol parlé et écrit. Mission : assister le responsable dans l'organisation d'une mission tournée aux Pays-Bas, suivi de dossiers sur l'Amérique latine. 02533.

VENTE

◻ Lieu : Marseille. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Techniques commerciales. Mission : participation à l'élaboration de l'action commerciale de l'entreprise. 02627.  
◻ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F/mois à 4 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : contribuer au développement d'un cabinet de conseil en formation, prise de rendez-vous auprès des entreprises pour direction et consultants. 01813.  
◻ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F + prime. Profil : Bac + 2, connaissance de l'informatique et possible. Mission : Assistante service commercial : relancer par téléphone une clientèle déjà contactée pour proposer des formations de courte durée, gestion d'une carte de fidélité mise en place, participer à l'organisation sur le plan administratif du service. 02493.  
◻ Lieu : Saint-Ouen-l'Aumône. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F. Profil : bac + 1/2. Mission : participation à la réalisation d'une base de données clients industrielles (travail des métaux) par enquête téléphonique, saisie des données recueillies, analyse des résultats. 02436.  
◻ Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : 1 500 F + %.

Profil : bac + 1/2, force de vente, action commerciale. Mission : prospection commerciale/fichier déjà existant (création éventuelle de nouveaux prospects). 02473.  
◻ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : A définir. Profil : bac + 2/3, commerce, force de vente. Mission : relance clientèle, suivi des sélections, prospection dans la promotion des ventes. 01446.

INFORMATIQUE

◻ Lieu : Chatou. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 2/4. Informaticien ou gestion, maîtriser Lotus 1.2.3. (Macros) et gestion. Mission : bâtir et tester sous tableur Lotus 1.2.3, un programme de calcul de marge brute et de rentabilité nette, rédiger le manuel/utilisateurs non informaticiens et le programme documents. 02629.  
◻ Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F minimum. Profil : bac + 3/4. Mission : mettre sur pied une base informatique de données à partir d'informations fiscales. 02615.

COMMUNICATION

◻ Lieu : Villeurbanne. Date : immédiat. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, communication, bonnes connaissances en informatique, vente. Mission : communication écrite avant puis évolution vers mission commerciale. 02595.  
◻ Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 2 mois (temps partiel). Ind. : sur base SMIC. Profil : bac + 1. Mission : saisie intelligente sur informatique de la mise à jour de l'annuaire des cadres. 02805.

◻ Lieu : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 500 F + prime/R.V. Profil : bac + 3. Ecole commerce ou communication, connaissances marketing et techniques de la communication (édition). Mission : soutenir la prospection clientèle, relance téléphonique, prise rendez-vous, mise à jour bases de données File Maker, mise en place journées d'informations, envoi et suivi de mailings sur segments applicatifs de clientèle. 02554.  
◻ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : 2 500 F/mois. Profil : bac + 2 minimum, culture générale, langues. Mission : création, études marketing. 02651  
◻ Lieu : Région Ouest France. Date : immédiat. Durée : sur toute l'année. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : pose de présentoirs avec réassort de bulletins dans les universités et lycées. 02639

BIOTECHNOLOGIES

◻ Lieu : Pyrénées-Atlantiques. Date : décembre. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, IUT génie chimique. Mission : travail dans le domaine du génie chimique s'inscrivant dans un projet de stage. 02652.

SECRÉTARIAT

◻ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS secrétariat. Mission : secrétaire commerciale. 02633.

**UNE CHARTE POUR L'EUROPE**  
**L'UTOPIE**  
DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS".  
TEXTE INTÉGRAL, étudié, commenté, traduit par André Prévost  
Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.  
L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres.  
Le Remède : L'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.  
UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI  
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres, ornements, illustrations par Holbein, signets. Custode reliure de porcelaine. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.  
LE LIVRE A OFFRIR : 250 F franco.  
Bégédis Paris et chez l'auteur, Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462-61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE.  
Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicé sur demande.

ÉCHOS

## La gestion des ressources humaines

► Pour son troisième congrès, sous le haut patronage de la FNEGE (Fédération nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises) l'Association française de gestion de ressources humaines (AFGRH) a retenu le titre suivant : « La gestion des ressources humaines, avec ou sans frontières ». Ces journées, qui se dérouleront à Lille les 19 et 20 novembre, permettront de se livrer à des comparaisons, selon les types d'entreprises et selon les spécificités.

► IAE de Lille. 1 bis, rue Georges-Lefèvre, 59043 Lille Cedex. Tél. : (16) 20-52-32-58.

## Assises européennes de l'insertion par l'économique

► Les 19 et 20 novembre, à Beaune (Côte-d'Or), le Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale (CJDES) et le Monde organisent les « Assises européennes de l'insertion par l'économique » avec le concours de la Commission des communautés européennes. Ces journées permettront d'aborder, avec des responsables d'entreprises d'insertion, des sociologues et des chercheurs, tous les aspects des initiatives qui se sont développées en France comme dans de nombreux pays étrangers.

► CJDES, 6, rue Mesnil, 75116 Paris. Tél. : 47-27-01-44.

## Travaux publics : formation avec l'armée

► La Fédération nationale des travaux publics (FNTTP), les secrétaires d'État à la défense et à l'enseignement technique ont signé le 7 octobre une convention tripartite destinée à favoriser la formation et l'insertion professionnelle des jeunes se préparant aux métiers des travaux publics. Cela devrait permettre à ces jeunes, en formation, d'effectuer des stages en milieu militaire, dans le génie notamment. Ils pourront également effectuer leur service national tout en utilisant leurs compétences. Enfin les entreprises de travaux publics pourront recruter ces spécialistes à l'issue de leur service national. Cette convention donnera lieu à des applications régionales. L'armée a établi que, chaque année, elle avait besoin de près de 1 400 de ces spécialistes, dont les entreprises de travaux publics manquent également.

## Nouvelle formule pour « Info Flash »

► Le bimensuel du Centre Info (Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente) vient de rejoindre sa formule, à partir de son 368<sup>e</sup> numéro. Info Flash fournira désormais un panorama plus complet de l'actualité de la formation professionnelle. Ses rubriques habituelles seront développées, qui rendent compte des accords, des conventions, des habilitations de diplôme et de l'activité législative ou réglementaire. Au cours de l'année 1993, le Centre Info, qui vient de changer de logo, transformera également son bimensuel de la formation permanente et ses fiches pratiques.

► Centre Info. Tour Europe Cedex 07, 92049 Paris-La Défense. Tél. : 47-79-13-50.

## Coquille

► Dans « Le Monde Initiatives » du mercredi 21 octobre, il fallait lire que le colloque sur l'usage des travailleurs sociaux est organisé par la Fédération Santé-sociaux CFDT, et non anti-sociaux, comme nous l'avons publié par erreur.

LIBRAIRIE

## Le Guide de l'emploi à l'étranger

par Yves Rivoal  
Editions Dunod, 308 pages, 168 francs.  
► L'ouverture des frontières et la libre circulation des hommes qui seront effectives à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993 vont peut-être permettre à ceux qui ont envie d'aller travailler à l'étranger de réaliser plus facilement leur rêve. C'est en tout cas la conviction de ce jeune journaliste qui pour aider les candidats à l'expatriation a décidé d'écrire un guide. Après avoir recensé les différentes formes de travail à l'étranger des frontaliers aux fonctionnaires internationaux en passant par la coopération et les différentes formes de stages l'auteur aborde les problèmes que pose le travail hors de chez soi : protection sociale, fiscalité etc. Enfin un carnet d'adresses indique les organismes à contacter dans les pays d'Europe et du reste du monde.

## Marchands de droit

par Yves Dazalay  
Fayard, 293 pages, 130 F.  
► Cet ouvrage, tiré de la thèse d'un sociologue du CNRS porte comme sous-titre « La restructuration de l'ordre juridique international par les mutations du droit ». Il décrit les conséquences et les modifications qui ont apportées sur les pratiques et les structures des professions juridiques. L'influence du modèle anglo-saxon et des nouvelles technologies juridico-financières. Il étudie notamment le développement des cabinets de conseil et la restructuration du champ des professionnels. Le regard d'un sociologue sur un secteur en plein bouleversement.

## L'Enjeu des tuteurs

par Paul Boulet  
Les Éditions d'Organisation, 151 pages, 120 F.  
► Les difficultés de formation des jeunes et les débats sur l'apprentissage ont récemment mis en valeur l'importance des tuteurs dans les entreprises. L'auteur raconte la manière dont la profession de la plasturgie s'est attachée à partir de 1988 à cette question. Il a agité à cette époque de préparer l'arrivée des titulaires du nouveau baccalauréat professionnel plastiques et composites. Ce livre donne des indications sur l'accueil des jeunes dans les entreprises et les relations avec les autres salariés, sur les systèmes d'organisation et d'évaluation qui permettent de réussir ces opérations. Une manière de réfléchir au rôle des entreprises dans la formation.

## Vaincre le temps

par George Stalk et Thomas Hout  
Editions Dunod, 333 pages, 235 francs.  
► Du Japon, via les États-Unis, l'obsession du temps poursuit les managers. Les deux auteurs, directeurs du Boston Consulting Group consacrent leur ouvrage à l'analyse de cet impératif et à l'importance qu'il revêt dans la conjoncture actuelle où la réponse rapide au client est une des clés de la réussite. Fondé sur une enquête auprès de nombreuses entreprises, le travail des auteurs s'attache à démontrer le rapport entre le temps et la compétitivité. Au-delà des théories du juste à temps déjà largement mises en application dans les usines, il s'agit d'étendre cette chasse au temps à tous les secteurs de l'entreprise afin d'être les premiers en matière d'innovation et de productivité. Plutôt que de donner des recettes, les auteurs ont préféré citer des exemples incontestables sur les résultats obtenus.



هذا من رايه

## Les Tribunes des Entreprises

Yves BRASSART, Responsable du Marketing et Développement à la Direction du Courrier  
Avec la participation de M. Jacques LENORMAND, Directeur Général Adjoint, Directeur des Clientèles Financières.  
Débat animé par Jean-François RABILLAUD, Rédacteur en Chef à EUROPE 1.

Pour améliorer ses performances et encore mieux répondre aux attentes de ses publics, La Poste réforme sa gestion des ressources humaines en valorisant les compétences et le professionnalisme.

### PRICE WATERHOUSE

"Auditeur et consultant : recrutement, carrières et débouchés en 1993"

Salle I, de 11 h 30 à 13 h 30

Pierre COLL, expert comptable et commissaire aux comptes, DRH groupe.  
Jean-Emmanuel COMBES, DGA, Marketing et Communication.  
Fernand DUBOIS, responsable du Conseil Financier.  
Joël GARLOT, Directeur Général, Pw Management Consultants, Associés, Price Waterhouse.  
Avec la participation de Daniel JOUVE, Associé Gérant du cabinet de recherche de dirigeants Jouve et Associés et le témoignage de collaborateurs et d'anciens de Price Waterhouse.

L'environnement actuel des affaires modifie-t-il les fondements du recrutement et de la gestion des carrières ? Quels sont les profils et les itinéraires qui favorisent les débouchés ? Comment se valorise l'expérience professionnelle acquise dans l'audit et le conseil ? La tribune permettra au public de dialoguer sur ces thèmes avec les responsables des métiers de l'audit et du conseil ainsi que des ressources humaines de Price Waterhouse et leurs invités.

### SNCF

"La SNCF : décentraliser et anticiper"

Salle II, de 11 h 30 à 13 h 30

Yannick MOREAU, Directeur Général Adjoint Ressources Humaines  
Jean-Pierre HOUILLON, Responsable du Département Traction, Direction du Transport  
Daniel REBEYROTTE, Directeur de la Région de Dijon  
Christian ANTOINE, Directeur des Ressources Humaines de la Région Metz-Nancy  
Pierre BOUTIER, Chef de l'Etablissement Exploitation de la Gare de Paris-Nord  
Joël AUBRY, Chef de l'Etablissement Traction du Hainaut-Valenciennes  
Sylvie DELOCHE de NOYELLE, Chargée de mission, Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Ressources Humaines

## Les Rendez-vous des Métiers

### Temps Dense et le CIGREF

"Profession : informatique"

Salle IX, de 17 h à 19 h

Pierre DELLIS, Délégué général SYNTEC Informatique  
Jean LHAUBET, Responsable de la Mission - Communication et Ressources Humaines de la DSI de FRANCE TELECOM  
Brigitte MAUROIS, Directeur Ressources Humaines INFORMATIQUE CDC  
Roger PLANTIER, Délégué aux Systèmes d'Information du Groupe AIR FRANCE - Animateur du groupe de travail - Formation et Carrières du CIGREF  
Alain-François ROBERT, Direction des Informations ELF AQUITAINE Production  
Agnès CHAUVIN, Dirigeante de TEMPS DENSE

Le débat s'attachera à apporter des réponses aux questions suivantes :

- L'informatique est-elle un métier de l'entreprise ?
- Quels métiers les informaticiens exerceront-ils demain ?
- Dans quel type d'entreprise ?
- Comment leur carrière sera-t-elle gérée ?

## Les Profils

Avec la MNEF, deux animations permanentes :

### Les conseillers d'orientation

6 conseillers d'orientation invités par la MNEF seront présents toute la journée pour aider les étudiants à mieux identifier les formations qui existent et à en connaître les débouchés.

Prendre rendez-vous à la banque MNEF dans le hall d'accueil.

### Le kiosque aux Stages

La MNEF vous offre la possibilité de consulter et d'accéder à toutes ses offres de stages en entreprise, dans tous les domaines et pour toutes les formations.

Salle V

### BOSSARD CONSULTANTS

"Bossard et les nouveaux territoires du conseil"

Salle I, de 16 h 30 à 18 h 30

Philippe PEYRE, Directeur Général de Bossard Consultants,  
Alain DONZEAUD, Associé,  
Jacques JOCHEM, Associé,  
Pascal GREVERATH, Consultant,  
Bernard BIRCHLER, Consultant,  
Thierry PICO, Consultant,  
Frédéric BOBO, Privatisation Manager de la Société Générale.  
Débat animé par Jean-Jacques BOURDIN, journaliste à RTL, rédacteur en chef du journal de 13 h.

Le monde du conseil explore aujourd'hui, au-delà de l'entreprise et de l'amélioration de sa compétitivité, de nouveaux territoires. Les pays de l'Europe de l'Est sont engagés dans leur mutation économique. Les préoccupations des sociétés et des individus en matière d'environnement créent des exigences nouvelles pour les entreprises et les collectivités locales. L'entreprise elle-même s'ouvre à de nouvelles voies de gestion du changement et du progrès.

### BULL

"Passer pour l'avenir ou comment faire évoluer la réalité sociale en fonction d'une ambition technologique novatrice"

Salle II, de 9 h à 11 h

Alain COUDER, Directeur Architecture Distribuée à Bull Système Produits, "l'ambition technologique",  
Bernard HUDET, Directeur de la Formation Bull en France,  
Hervé HANNEBECQUE, DRH Bull en France, animateur de la Tribune.  
Jean-Marie DESAINTEQUENTIN, Co-Auteur de "L'informatique éditée"

Quel de mieux que la métaphore de la Formule 1 que sponsorise le Groupe BULL pour illustrer les trois leviers de cette transformation :  
- le progrès du management comme système de pilotage,  
- "l'empowerment" ou l'art de redonner l'initiative aux salariés comme énergie,  
- le redéploiement des compétences comme moteur.

### ELF

"La gestion des hommes par famille professionnelle. Deux exemples : la famille des explorateurs et celle des juristes."

Salle II, de 14 h à 16 h

Jacques GASSANO, Directeur des Affaires Sociales du Groupe ELF,  
Jean-Pierre DOLLA, responsable de la famille Exploration d'ELF,  
AQUITAINE PRODUCTION,  
Nicolas DAVID, Directeur Juridique du Groupe ELF.

### Fédération Nationale des Travaux Publics

"Les travaux publics : quels métiers ? Quelles ambitions ?"

Salle IX, de 9 h 30 à 11 h 30

André CESSART, Administrateur de la Fédération Nationale des Travaux Publics, Directeur Territorial de la Direction Sud-Ouest de l'Entreprise Jean LEFEBVRE  
Christian CORBIER, Directeur des Ressources Humaines GTM - BTP  
Georges VILAIN, Conducteur de Travaux à l'Entreprise GTM - BTP  
Maurice GUILLAUD, Responsable du Développement International de l'Entreprise SOLETANCHE  
Régis VALLEE, Directeur des Etudes à l'Ecole Spéciale des Travaux Publics ESTP  
Michèle SALTIEL, Chargée de communication à l'Ecole Spéciale des Travaux Publics

L'importance et la constance des besoins d'infrastructures font des travaux publics et du génie civil un secteur d'activités déterminant pour le pays. L'autonomie, la responsabilité, la diversité des fonctions et la variété des carrières sont de nature à satisfaire les aspirations professionnelles des jeunes diplômés. Venez les découvrir.

### Fédération Nationale du Bâtiment

"Profession Bâtiment"

Salle IX, de 14 h 30 à 16 h 30

Michel JACQUEMIN, Directeur des Ressources Humaines de GUERRA TARY,  
Louis LENDORMY, Président-Directeur Général de GUILLAUME  
Patrick FOUSSIER, Directeur de l'Institut du Bâtiment Gérard TROUVE  
Michel MISSENAUD, Président-Directeur Général de MISSENAUD-QUINT CLIMATIQUE  
Jean-Paul ROBERT, Président Directeur Général de l'Entreprise ROBERT

Le Bâtiment - premier secteur économique du pays - renouvelle ses cadres. Il offre aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, ingénieurs et techniciens, un large éventail de fonctions et de responsabilités. Elles se caractérisent par le travail en équipe et des perspectives de carrière intéressantes combinant la promotion par l'expérience et la formation, des rémunérations motivantes et des avantages sociaux spécifiques à la Profession. Venez rejoindre le Bâtiment qui recrute aujourd'hui ses dirigeants de demain.

## Le Débat

"Vendeurs et commerciaux : comment combler le déficit ? Les enjeux de la formation des vendeurs de demain."

Salle I de 19 h à 21 h

Françoise BERHO, Inspecteur général de l'Education Nationale  
Didier GRUMBACH, Directeur des Etudes à l'Institut Français de la Mode, Président de Thierry Mugler  
Yves NEGRO, Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand  
Louis-Claude SALOMON, Directeur Général des Ventes de Procter et Gamble  
Christian VUILLEZ, Directeur de l'Enseignement à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

Débat animé par : Frédéric GAUSSEN, Directeur du Monde de l'Education.

### 3615 LM

Durant toute la journée du 28 octobre, Le Monde met à votre disposition son service télématique emploi pour :

- laisser votre CV ou un message aux entreprises qui animent une Tribune,
- consulter librement toutes les offres d'emploi parues dans Le Monde depuis un mois.

Salle des Actes

### à gestion des ressources humaines

Pour une entreprise performante, la gestion des ressources humaines est un enjeu stratégique. Elle implique la mise en œuvre de politiques cohérentes, la formation, le recrutement, la gestion des carrières, la rémunération, la gestion des conflits, la gestion des risques, la gestion des ressources humaines.

125 rue de la République, 93043 Lillo  
Tél : 01 41 20 52 33

### Assises européennes de l'insertion par l'économique

Le 19 et 20 novembre 1992, les Assises européennes de l'insertion par l'économique se tiendront à Paris. Elles seront présidées par M. Jacques LENORMAND, Directeur Général Adjoint, Directeur des Clientèles Financières. Elles auront pour thème : "L'insertion par l'économique : enjeux, défis, perspectives".

125 rue de la République, 93043 Lillo  
Tél : 01 41 20 52 33

### Travaux publics : l'information pour l'avenir

Le 28 octobre 1992, la Fédération Nationale des Travaux Publics organise une journée d'information pour les jeunes diplômés. Elle aura pour thème : "Les travaux publics : quels métiers ? Quelles ambitions ?". Elle sera présidée par M. André CESSART, Administrateur de la Fédération Nationale des Travaux Publics. Elle aura lieu à 14 h 30, Salle IX, au Centre Joffre.

### Nouvelle formule pour l'Info Flash

Le Centre Joffre lance une nouvelle formule pour l'Info Flash. Elle consiste à offrir aux étudiants une formation continue en informatique. Cette formation sera dispensée par des experts du Centre Joffre. Elle aura lieu à 14 h 30, Salle IX, au Centre Joffre.

Centre Joffre, Tour Europe  
Paris 17 92049 Paris-17  
Tél : 47 78 13 50

### Coquille

Le Centre Joffre lance une nouvelle formule pour la Coquille. Elle consiste à offrir aux étudiants une formation continue en informatique. Cette formation sera dispensée par des experts du Centre Joffre. Elle aura lieu à 14 h 30, Salle IX, au Centre Joffre.

Journées Prospectives du Monde, Programme du 28 octobre 1992 - Unesco 125, avenue de Suffren - Métro Ségur



هكذا من راحل

# OPÉRATION SPÉCIALE INGÉNIEURS

Impliquez-vous dans la maîtrise d'œuvre de grands programmes spatiaux européens !

Deux missions sont proposées au sein des équipes de la Division Études et Développement à des jeunes ingénieurs souhaitant valoriser leur première expérience (1 à 3 ans) :

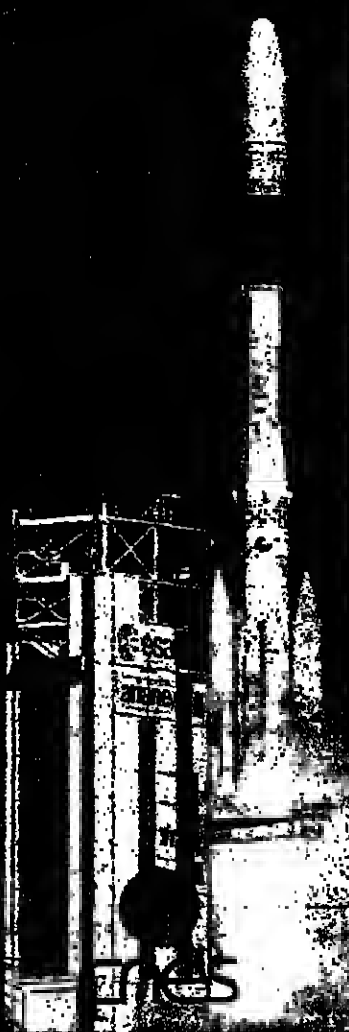
De bonnes connaissances en mécanique, matériaux et tribologie sont nécessaires. Ref. 92/DLA/18

Votre première expérience vous a permis de conforter vos connaissances en thermique, transfert thermique, chimique. Ref. 92/DLA/22

La Sous-Direction Sol propose un détachement de 3 ans minimum en Guyane française, après une période de formation de quelques mois en France (Evry) :

3 ans d'expérience industrielle dans les systèmes informatiques (réseaux, temps réel, bases de données, microprocesseurs) vous permettront d'en prendre la responsabilité. Ref. 92/S05/12

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi, à la Division du Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex, Minitel 3615 code CNESPACE.



AM, ESTP, INSA, ENSI ou diplôme universitaire équivalent

## APAVE PARISIENNE

Avec plus de 1000 personnes (dont 2/3 d'ingénieurs et Techniciens) et près de 400 millions de francs de chiffre d'affaires, nous sommes la plus importante unité du leader de l'Assistance et du Contrôle Technique en France.

### Partenaire des Entreprises

Après des Industries, du bâtiment et du tertiaire en matière de contrôle de sécurité - notre métier d'origine - nous dispensons notre savoir-faire en terme notamment d'Assistance Technique, d'Audit, de Formation Professionnelle et de Conseil.

### Des domaines d'activité variés

Nous intervenons en fabrication des équipements, appareils à pression, installations électriques, levage et manutention, bâtiment et génie civil, thermique, prévention des accidents et maladies professionnelles, protection de l'environnement, maîtrise des risques techniques, qualité des organisations et des produits, sécurité des systèmes, énergie et fluides, contrôles non-destructifs, maintenance, machines et installations automatisées, essais et mesures...

### Des carrières à Paris et en province

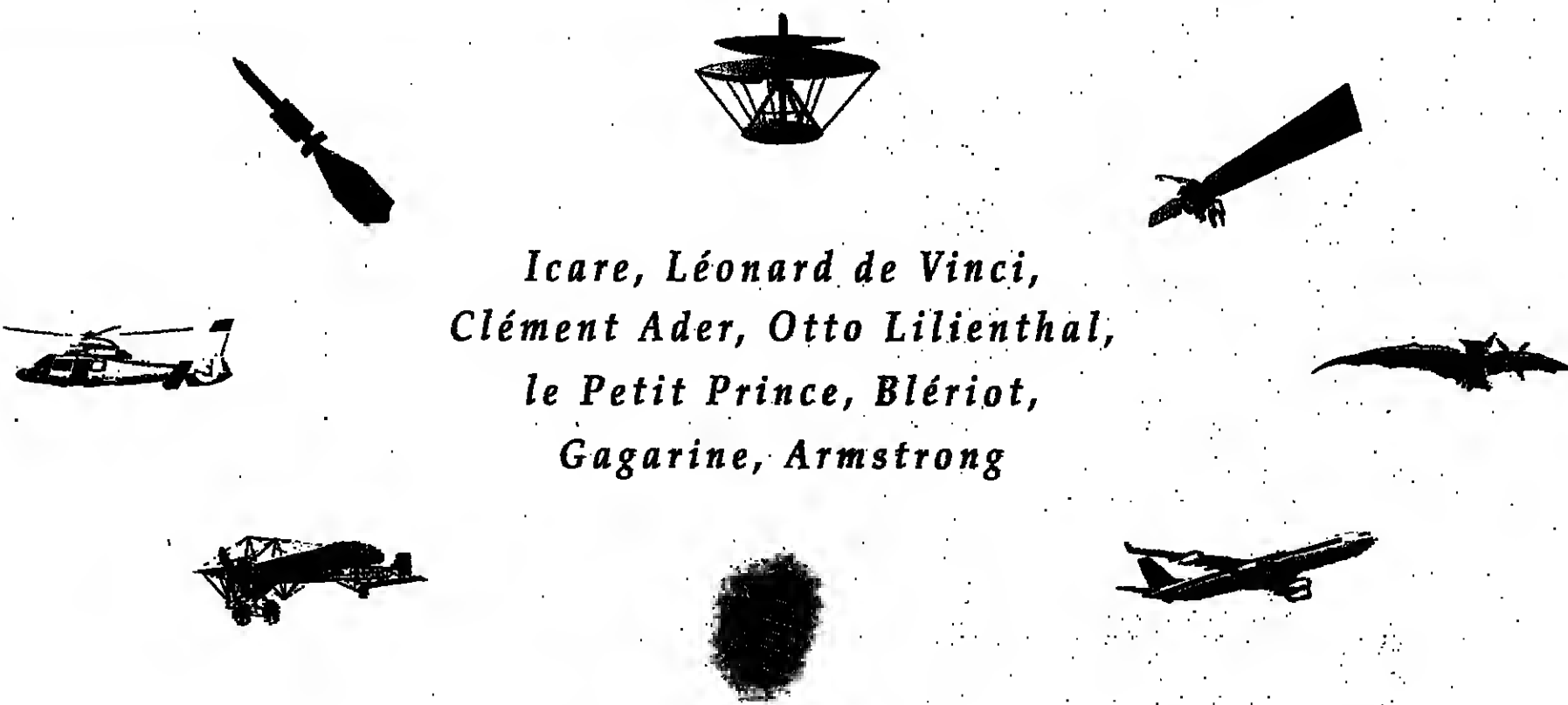
La grande variété de nos métiers et les différentes façons de les exprimer conviennent bien à des ingénieurs, généralement débutants mais aussi porteurs d'une expertise acquise au cours de leurs expériences industrielles antérieures. Des carrières de spécialistes dans une ou plusieurs disciplines, ou de managers, peuvent se dérouler tant dans les services techniques centraux en région parisienne que dans le cadre des agences et bureaux locaux.

N'hésitez pas à nous contacter en précisant la région qui vous intéresse.



APAVE PARISIENNE  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
(Référence JPM/92)  
17 RUE SALNEUVE, 75854 PARIS CEDEX 17.  
Fax (1) 40.54.57.99

ILE DE FRANCE, CENTRE, NORD-EST, COTE D'AZUR, DOM



Icare, Léonard de Vinci,  
Clément Ader, Otto Lilienthal,  
le Petit Prince, Blériot,  
Gagarine, Armstrong

vous remercient de poursuivre l'aventure.

**Jeunes diplômés.** Donner chaque jour un avenir au plus vieux rêve de l'homme, quoi de plus enthousiasmant ! Aérospatiale est le seul groupe européen à concevoir et mettre en œuvre une vaste gamme de produits aéronautiques et spatiaux à travers ses activités Avions, Missiles, Hélicoptères, Espace et Défense. C'est un groupe dont les Divisions et Filiales sont à la pointe de la technologie et de la compétitivité, réalisant, avec 43 000 personnes, dans 115 pays, un CA de 49,6 milliards de francs. C'est un groupe qui investit en leader dans le domaine de la recherche et du développement et poursuit une remarquable avancée d'innovation dans son Centre Commun de Recherche. Jeunes diplômés, ingénieurs ou gestionnaires, spécialistes ou managers, au cœur de la construction aéronautique et spatiale, rencontrer l'innovation, c'est aussi rencontrer l'émotion. Aérospatiale, Direction des Ressources Humaines, 37 boulevard de Montmorency, 75016 Paris.

LE RÉALISME, C'EST D'ÊTRE EN AVANCE.







## APAVE PARISIENNE

Avec plus de 1000 personnes (dont 23 ingénieurs et techniciens) et près de 400 millions de francs de chiffre d'affaires, nous sommes la plus importante entreprise de l'Assistance et du Contrôle Technique en France.

### des Entreprises

Assistance et du Contrôle Technique en France. Nous sommes la plus importante entreprise de l'Assistance et du Contrôle Technique en France.

### des d'activité variés

Assistance et du Contrôle Technique en France. Nous sommes la plus importante entreprise de l'Assistance et du Contrôle Technique en France.

### des à Paris et en province

Assistance et du Contrôle Technique en France. Nous sommes la plus importante entreprise de l'Assistance et du Contrôle Technique en France.

Assistance et du Contrôle Technique en France. Nous sommes la plus importante entreprise de l'Assistance et du Contrôle Technique en France.

CENTRE, NORD-EST, COTE D'AZUR, DOM

REPRODUCTION INTERDITE



## INGÉNIEUR COMMERCIAL ZONE EUROPE

Adjoint du responsable de l'Europe vous aurez la charge d'un axe de développement : détection des opportunités, montage des dossiers, négociation des contrats, suivi commercial des projets et des clients (ministères, administrations).

De formation supérieure, vous avez après 7 ans d'expérience une solide pratique de l'export orientée vers des clients du Secteur Public et vous connaissez les problèmes posés par les financements internationaux.

Vous maîtrisez l'anglais et l'allemand, une 3<sup>e</sup> langue serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous référence M27/10 à Mme C. BOUTELLIER, SOFRECOM, 24 avenue du Petit-Parc, 94307 VINCENNES CEDEX.



## Directeur Diplômé Grande École

Notre Groupe International, CA 12 milliards de Francs, est 3<sup>e</sup> mondial dans son domaine. Sa filiale, LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES ASCENSEURS KONE, emploie 2 600 personnes, occupe 15 % du marché national et affiche une bonne rentabilité (> 5 %).

Une stratégie claire, des objectifs ambitieux, une place importante donnée aux hommes... Nous vous proposons un parcours à long terme dans une entreprise qui anticipe les évolutions et se bat pour être la meilleure de son secteur.

Dans une première étape, vous serez rattaché au Directeur Général pour développer la politique d'acquisitions de la société.

Au bout d'un an environ, vous prendrez la responsabilité d'un des secteurs d'activité de l'entreprise et serez membre du comité de direction.

A 32-35 ans, une première expérience du milieu industriel ou second œuvre bâtiment vous a donné une pratique opérationnelle de la vente et/ou de la production et s'est développé vos qualités de "manager".

Nous cherchons avant tout une personnalité de fort potentiel, pragmatique, mais aussi conceptuelle, créative, motivée par une évolution vers de plus grandes responsabilités.

Anglais et mobilité indispensables.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous référence LM 65Z à notre Conseil ARCO - 18 avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

ARCO

PARIS/RHÔNE-ALPES



## L'EFFICACITÉ NAÎT DE LA SIMPLICITÉ

Filiale d'EURIWARE, 2<sup>e</sup> groupe français de logiciels et services pour l'industrie, INTELLITIC INTERNATIONAL est le SGBD-O MATISSE et se place parmi les leaders mondiaux dans cette nouvelle génération de bases de données. Dans le cadre de son développement international, nous commercialisons MATISSE directement et nous recherchons des partenaires. Notre développement international est orienté vers les grands comptes industriels et administratifs.

## INGÉNIEUR CONSULTANT

chargé de développement et de vente de logiciels.

• Votre mission est de développer et de vendre des logiciels. En amont des projets, vous devez analyser les besoins et proposer des solutions les plus adaptées. Vous apporterez une assistance technique et vous serez chargé de développer des logiciels.

• De formation supérieure (école d'ingénieurs ou université), vous maîtrisez l'anglais et l'allemand. Vous avez une expérience dans la conception et le développement de logiciels. Vous maîtrisez au moins deux langues étrangères.

Adressez votre candidature en précisant sur l'enveloppe la référence INTILM3 à : INTELLITIC INTERNATIONAL 14, rue du Fort de Saint-Cyr - BP 317 - 78054 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

INTELLITIC INTERNATIONAL

## JEUMONT SCHNEIDER INDUSTRIE

GROUPE SCHNEIDER

## CADRES COMMERCIAUX EXPORT

Représentant d'une large gamme de produits, vous serez chargé d'analyser les demandes des clients, d'organiser les ventes et de réaliser les opérations d'exportation. Vous participerez à la stratégie commerciale et serez chargé de développer les ventes d'exportation.

Adressez votre candidature en précisant sur l'enveloppe la référence M27/10 à : JEUMONT-SCHNEIDER INDUSTRIE, Direction des Ressources Humaines, 70, avenue du Petit-Parc, 94307 VINCENNES CEDEX.

ÉLECTRICITÉ SANS FRONTIÈRES



## L'EFFICACITÉ NAÎT DE LA SIMPLICITÉ

Filiale d'EURIWARE, 2<sup>e</sup> groupe français de logiciels et services pour l'industrie, INTELLITIC INTERNATIONAL est le SGBD-O MATISSE et se place parmi les leaders mondiaux dans cette nouvelle génération de bases de données. Dans le cadre de son développement international, nous commercialisons MATISSE directement et nous recherchons des partenaires. Notre développement international est orienté vers les grands comptes industriels et administratifs.

## INGÉNIEUR COMMERCIAL

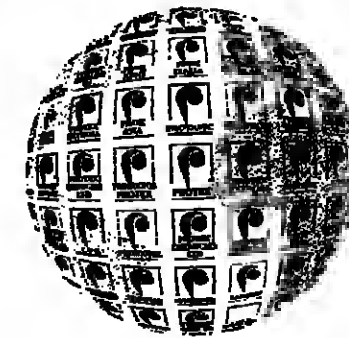
De formation supérieure (grande école ou université), vous justifiez de 5 à 7 ans d'expérience commerciale en informatique dans un environnement de produits SGBD relationnels. Vous savez faire dans la vente, directe ou indirecte, vous avez permis de réaliser des performances commerciales significatives auprès de grands comptes industriels ou administratifs.

• INTELLITIC vous propose de rejoindre ses équipes pour participer au développement de ses ventes. Homme de contact, proche du terrain, vos résultats vous permettront d'évoluer vers des fonctions d'encadrement commercial : nous saurons reconnaître et valoriser vos capacités de leader.

Vous parlez couramment l'anglais et êtes complètement mobile. Poste basé à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Adressez votre candidature en précisant sur l'enveloppe la référence INTILM3 à : INTELLITIC INTERNATIONAL 14, rue du Fort de Saint-Cyr - BP 317 - 78054 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

INTELLITIC INTERNATIONAL



## LA CHIMIE RECHERCHE LA NATURE EXISTE



6, rue Barbès - BP 177 - 92305 LEVALLOIS - PARIS - FRANCE - Fax : 33 (1) 47 57 12 71

- PROTEX, fabricant de produits chimiques spéciaux représente :
  - 400 MF de CA, 350 personnes dont plus de 100 Ingénieurs et Cadres.
  - 30 filiales en Europe, aux USA, et en Asie.
  - 70 % des ventes réalisées à l'étranger.
- Une activité en plein essor dans des secteurs de pointe :
  - Electronique • Biochimie • Traitement des eaux
  - Agro-Alimentaire et dans des secteurs traditionnels aussi diversifiés que : • Papeterie • Textile • Parfums • Matières plastiques.
- Une volonté de croissance soutenue par de nombreux investissements contribuant à moderniser en permanence et à informatiser les unités de production avec comme objectif prioritaire : être écologiquement performant.
- Un budget de Recherche et de Découverte de 6 % du chiffre d'affaires et un portefeuille de plus de 100 Brevets.
- Le dynamisme commercial et une forte innovation associés à une gestion rigoureuse et à la qualité de produits caractérisent la culture PROTEX.
- Pour concrétiser son développement, PROTEX, société indépendante - destinée à le rester - offre de nombreuses opportunités de carrière en France et à l'étranger à des Cadres et Ingénieurs, expérimentés ou débutants (Vente et Marketing, Gestion, Production, Recherche, Applications...) particulièrement en Europe, aux USA et en Asie.

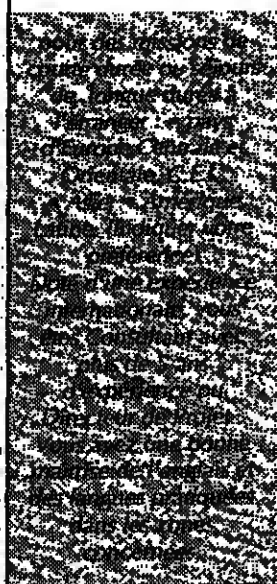
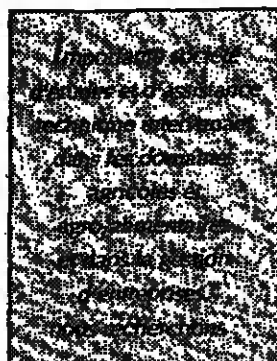




مركز لاصق

OPÉRATION SPÉCIALE

# INGÉNIEURS



- ECONOMISTES
- AGRO-ECONOMISTES
- AGRONOMES
- SPÉCIALISTES DES AGRO-INDUSTRIES
- GESTIONNAIRES
- SPÉCIALISTES PRIVATISATION/ DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle en précisant sur l'enveloppe la référence 904 LM à MEDIA PA 5054, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL  
Quartier Etoile  
recherche pour sa  
Direction des Affaires  
Techniques un

## Ingénieur Normalisation

Vous disposez d'une formation technique supérieure spécialisée dans le bâtiment et vous avez plusieurs années d'expérience dans un bureau d'études ou dans la conduite de chantier. Vos connaissances dans le domaine de la résistance des matériaux et votre expérience de l'organisation et des matériels de chantier font de vous un professionnel compétent et apprécié capable de prendre en charge :

- Le suivi de travaux de normalisation et l'animation de commissions en particulier dans :
  - le gros oeuvre et les structures,
  - l'organisation et le matériel de chantier,
  - l'hygiène et la sécurité du travail.
- L'aide technique à nos services internes sur des dossiers de pathologie des bâtiments.

De courts déplacements en province sont à prévoir. Anglais technique souhaité.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 91458 à LTA/VITAE 31 Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris (qui transmettra).



## Un simple mouvement n'est pas toujours un mouvement simple

Le danseur donne à son geste la précision et la clarté de l'évidence. La perfection du mouvement masque l'étude, la recherche, la concentration et les efforts déployés. Chez SKF, nous comprenons ce travail discret. Dans son esprit, il est proche du nôtre. Derrière la simplicité apparente d'un de nos

roulements se cache une multiplicité de savoir-faire, de technologies, d'applications et de marchés.

Le groupe SKF implanté dans plus de 130 pays est le leader mondial du roulement avec 20% du marché soit deux fois plus que son concurrent le plus proche. Chaque jour,

45000 personnes déclinent à travers le monde le concept de qualité pour toutes les industries des plus simples aux plus sophistiquées qui font appel au savoir-faire, à la technologie et à la puissance industrielle SKF.

SKF France - 8, avenue Réaumur 92142 CLAMART - Tél. : 45.37.73.00.

SKF France

**SKF**

*Eurisys*  
CONSULTANTS  
RESEAU EURISYS

Sûreté des Installations  
Fiabilité des Organisations  
Motivation des Equipages  
Qualité des Produits  
Retour d'Expérience  
Stratégie Industrielle

Pour accélérer notre développement dans le domaine du conseil en prévention des risques industriels dans les secteurs Energie, Transport, Collectivité, Agroalimentaire, Pharmacie..., nous recherchons des

**INGENIEURS**  
**GRANDES ECOLES**  
ou  
**UNIVERSITAIRES (BAC + 5)**

Double formation recommandée  
(Organisation, Maintenance, Logistique, Qualité, Ergonomie, Sociologie...)

5 ans d'expérience dont impérativement 2 ans dans un cabinet de conseil en milieu industriel.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions)

EURISYS CONSULTANTS  
14, rue du Printemps  
75017 PARIS

CLINTEC NUTRITION CLINIQUE  
AFFILIATION A  
BAXTER HEALTHCARE CORPORATION  
& NESTLE S.A.

Groupe leader dans son activité, recherche pour son unité industrielle de MONTARGIS (45)

**INGENIEUR PRODUCTION INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

A 35 ans environ, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur (type ENI), vous justifiez d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans un domaine industriel comparable. Rompu à l'encadrement de production dans un environnement proche ou connexe (pharmacie, chimie, agro...), vous êtes rigoureux et pragmatique.

Véritable organisateur et animateur, vous contribuerez à l'optimisation des moyens de production et veillerez à l'atteinte des objectifs de coût, délai, qualité.

Homme de terrain, de management et de communication, vous saurez dynamiser et motiver vos équipes afin de valoriser rapidement vos compétences.

La pratique de l'anglais est vivement souhaitée.

Si ce challenge vous séduit, merci de faire parvenir votre lettre de motivation, CV et prétentions s.v.p. à CLINTEC NUTRITION CLINIQUE, Etienne JONES, 8 rue des Frères Caudron, 78140 VELIZY.

**Clintec**  
— CERNEP —

LES LOGIC



REPRODUCTION INTERDITE

# INGÉNIEURS OPÉRATION SPÉCIALE

## Soft Side Story

v.f.

"Un ordinateur sur chaque bureau et dans chaque foyer". Microsoft, numéro 1 mondial du logiciel pour micro-ordinateur, continue de relever ce défi lancé par Bill Gates. Créé en 1983, Microsoft France a su s'entourer d'une jeune équipe de professionnels venus de tous les horizons pour se hisser au premier rang des filiales du groupe.



### "Mériter la fidélité de ceux qui nous font confiance"

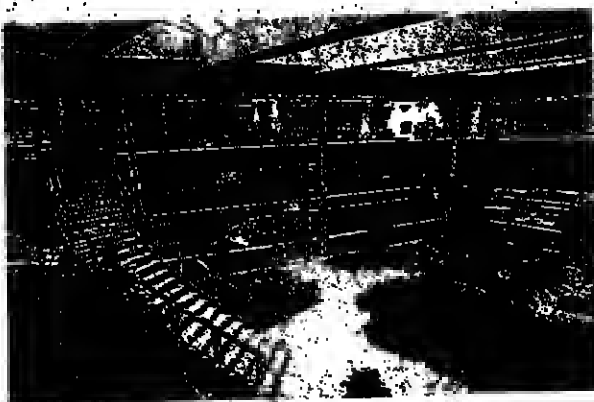
Pour répondre à cet enjeu, Michel Lacombe, Directeur Général Europe du Sud qui dirige Microsoft France, sait qu'il peut compter sur l'enthousiasme des 390 Microsoftes qui ont fait de leur entreprise le leader français du logiciel.

### Le premier réseau de revendeurs du marché

Microsoft France c'est 1,250 million de produits vendus en 1991, un chiffre d'affaires de près de 1,5 milliard de francs... des chiffres qui en disent long sur l'efficacité d'une politique commerciale axée sur la vente indirecte. Les relations de partenariat établies par Microsoft France avec tous les revendeurs, grossistes et constructeurs, se voient renforcées par la mise en place d'agences régionales.

### Une offre complète face aux grands comptes

Systèmes d'exploitation, applications, maîtrise des réseaux et des langages, Microsoft est le seul éditeur de logiciels à couvrir l'ensemble de la "chaîne" informatique. Grâce à Microsoft France, beaucoup de grandes sociétés peuvent aujourd'hui facilement intégrer la micro et ses outils dans leur schéma directeur informatique.



Merci d'adresser votre lettre de candidature sous la référence 179 à MICROSOFT France - Direction des Ressources Humaines 18, avenue du Québec - 91957 Les Ulis Cedex.

### 38 nouveaux produits à lancer cette année

C'est le pari de l'équipe marketing. Mobilisé très en amont de la sortie d'un logiciel, Microsoft France a su faire de tous ses produits des best-sellers en adaptant les techniques les plus sophistiquées du marketing à des produits high tech.



### LAN Manager, SQL Server, ou l'intelligence distribuée

Nos ingénieurs mettent au service de nos partenaires grossistes, revendeurs, constructeurs, VAR, SSII toutes les compétences techniques et marketing qui permettent aux utilisateurs de micro d'accéder à travers LAN Manager et SQL Server aux fonctions jusque là réservées à l'informatique gros systèmes.

### Les Services au Support Technique : 2500 appels par jour

Un formidable outil mis en place pour répondre avec le maximum d'efficacité à la demande de nos clients et partenaires sur l'installation et l'utilisation de nos produits. Les 130 ingénieurs et spécialistes logiciels, organisés par ligne de produits Applications et Systèmes, unissent leurs compétences pour apporter le meilleur service aux utilisateurs.

### Microsoft Consulting Services

Nos consultants apportent l'expertise sur les développements de projets en environnement graphique (Windows), réseaux et bases de données et dispensent la formation nécessaire à l'introduction des nouvelles technologies logicielles dans les grandes entreprises.

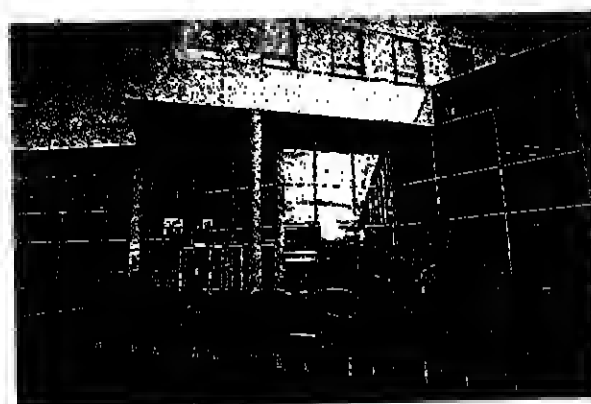


### Le Service Clients : une priorité et une conviction

Sa vocation : apporter toujours plus de satisfaction à nos clients en répondant à toutes leurs demandes d'information. Une volonté partagée par le service logistique qui assure les livraisons sous 48 h.

### Un bâtiment en forme de papillon

Reflète du dynamisme et de la croissance de Microsoft France, le siège de Microsoft, situé aux Ulis, offre un cadre de travail lumineux où convivialité rime avec efficacité... avec bien sûr "un ordinateur sur chaque bureau".



### L'enjeu Ressources Humaines : 130 professionnels nous rejoindront d'ici juin 1993

Pour être toujours plus proche de ses clients, Microsoft France s'est fixé un double objectif : conforter sa position de leader et sa progression sur de nouveaux marchés. Ce challenge, c'est avec des femmes et des hommes animés comme vous par leur passion pour la micro-informatique que nous voulons le relever. Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux, professionnels du marketing, consultants, ingénieurs et spécialistes logiciels et administratifs, rejoignez-nous.

**Microsoft**

LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

## Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation

Ingénieur Normalisation



## OPÉRATION SPÉCIALE

## INGÉNIEURS

## ÉCOLE DES MINES DE PARIS

Jeune diplômé en

## mécanique matériaux

Vous voulez valoriser votre diplôme,  
Grandes Ecoles - D.E.A.l'école des mines  
de ParisVous proposez de préparer une thèse  
de doctorat au  
centre de mise en forme  
des matériaux (Sophia-Antipolis - 06)en liaison avec des partenaires indus-  
triels européens (contrat BRTE) sur  
"l'optimisation d'un procédé de  
fabrication de films polyéthylène".Durée : 3 ans.  
Rémunération : 106 000 F net/anEnvoyer CV détaillé + photo à Mme  
B. CAPTANT Ecole des Mines/Cemef -  
BP 207, 06904 Sophia-Antipolis  
Tél. 93 95 74 37IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS-CONSEILS  
SPÉCIALISÉE DANS LE DOMAINE DE L'EAUrecherche  
dans le cadre du développement de ses activités à l'export

## 2 CHEFS DE PROJETS

Alimentation en eau potable et assainissement

Ces deux postes de résidents Europe de l'Est sont à pourvoir  
rapidement et s'adressent à des ingénieurs ayant au minimum  
15 ans d'expérience.

Pratique courante de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, c.v., photo et  
rémunération) à notre Conseil, sous la réf. 21092/LM, qui garan-  
tit la confidentialité.

NATRIA CONSEILS - 20, rue des Maraîchers - 67000 STRASBOURG

Filiale d'EURIWARE, deuxième groupe informatique  
français d'ingénierie et services dédiés à l'industrie,  
GRAPHIAEL intervient sur l'ensemble des systèmes  
d'information et de communication des entreprises :  
gestion de données techniques, application de  
CAO/Calcul, architecture de systèmes distribués,  
mise en œuvre de solutions Télécom...Notre offre est diversifiée : conseil, audits, schémas  
directeurs, conception et réalisation de systèmes,  
assistance technique, FM...

Notre croissance soutenue nous conduit à intégrer des

## Ingénieurs concepteurs

De formation supérieure Bac + 5 (Grande Ecole ou universitaire),  
vous avez 2 à 3 ans d'expérience informatique dans un  
environnement industriel : vous avez participé à des projets  
d'envergure.Vous avez pratiqué la méthode MERISE et vous maîtrisez l'un des  
environnements techniques suivants : réseaux, SGBD/R (ORACLE,  
INGRES ou SQL Server), système UNIX, SQL et/ou Windows.Nous vous proposons de concevoir et de contribuer à la mise en  
service des systèmes d'information de nos clients industriels.Vos compétences vous permettront de prendre, à terme, la  
responsabilité complète des projets que nous vous confierons : c'est  
avant tout votre esprit de service qui vous distinguera.Merci d'adresser votre dossier sous référence LM/05 à  
Marie-Hélène Bugori, GRAPHIAEL, Achipale, 12/14 rue du Fort  
de Saint-Cyr, 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.Graphiael  
RESEAU EURISYS36 15  
LMChaque mois, 25 000 utilisateurs  
se connectent sur 3615 LM,  
le service télématique  
expert de l'emploi des cadres.  
Depuis un an, 40 000 CV  
ont été déposés sur 3615 LM.

هكذا من لاصح

Ingénieurs  
confirmésd'expérience minimum  
domaines suivants :

- HYDRAULIQUE  
URBAINE
- TRAITEMENT  
DES EAUX
- ENVIRONNEMENT

Basée à Paris, en province ou à l'étranger,  
les postes proposés requièrent une bonne  
maîtrise de l'anglais.Nous recherchons  
dans le cadre du  
développement  
rapide de nos  
activités tant en  
France qu'à  
l'étranger, desMerci d'adresser c.v., photo et prétentions  
à SAFEGE, Madame Houel, Parc de l'Île,  
15-27 rue du Port, B.P. 727,  
92007 Nanterre Cedex.SAFEGE  
Ingénieurs ConseilsL'informatique  
au service de  
l'informationL'AGENCE FRANCE PRESSE, avec plus de 150 ans d'existence,  
est l'une des premières agences mondiales d'information.  
Implantée sur les cinq continents, avec une diffusion de l'actualité  
24h/24h et 365 jours par an, grâce à des moyens de communication  
puissants, elle est à la pointe de la Technologie et recherche unIngénieur Etudes  
et DéveloppementEn rejoignant un Service d'AVANT GARDE dans le traitement et la  
distribution d'images, vous renforcerez une équipe performante  
tant au niveau hard que soft. Nous sommes la 1ère agence à avoir  
conçu une chaîne complète de transmission numérique et de  
diffusion par satellite.Diplômé d'une grande Ecole d'ingénieur, vous êtes familiarisé avec  
les protocoles de communication, le langage C, et si possible UNCL.  
Une première expérience de développement, acquise de  
préférence sur Mac, constituerait un plus. Intégré dans un  
environnement de haut niveau, vous serez chargé de développer,  
entre autres, des logiciels liés à l'interface entre le monde PC et le  
monde MAC.

Poste basé à Paris. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + prétentions) à  
notre Conseil sous la référence 1012/LMCONSULTANTS SA  
4, avenue Franklin Roosevelt - 75008 PARISGROUPE DE COMMUNICATION, LEADER SUR  
SON MARCHÉ AVEC UNE PROGRESSION DE  
40%. RECHERCHEINGÉNIEUR  
INFORMATICIENAYANT 3 À 5 ANS D'EXPÉRIENCE POUR PARTICIPER  
À SON DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE.VOUS MAÎTRISEZ LE LANGAGE C/C++, L'ENVIRON-  
NEMENT GRAPHIQUE WINDOWS, LES RÉSEAUX ET  
TÉLÉCOMS.OUTRE CES COMPÉTENCES, LA CONNAISSANCE DE  
L'AS400 CONSTITUE UN ATOUT.POUR NOUS REJOINDRE, MERCI D'ENVOYER VOTRE  
CANDIDATURE (CV + PHOTO) À GROUPE IMR  
2, AVENUE DE L'EUROPE - 78402 CHATOU CEDEX.



هكذا من راصل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 28 octobre 1992 35

# INGÉNIEURS OPÉRATION SPÉCIALE

## directeur d'usine

COTON

SUD-EST

Notre Groupe (350 pers. - 400 millions de Francs) a rapidement acquis une position dominante dans les activités "hygiène". Nos différentes usines en France sont performantes. Nous nous développons aussi en Europe et en Amérique du Nord.

Notre Président recherche un Directeur d'Usine pour notre entité spécialisée dans le coton.

Il devra rendre son outil de travail particulièrement performant (gestion, productivité, qualité, service) et aura pour mission :

- Supervision du personnel.
- Achats et gestion des approvisionnements.
- Gestion des stocks Matières Premières et Produits Finis.
- Ordonnancement - Lancement.
- Fabrication.
- "Méthodes - Industrialisation".
- Suivi des livraisons.
- Gestion de la qualité (Matières Premières et Produits Finis).

Dynamique et créatif, entrepreneur sachant encadrer, vous avez une expérience significative et réussie dans l'industrie textile et si possible dans le domaine des cardes. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

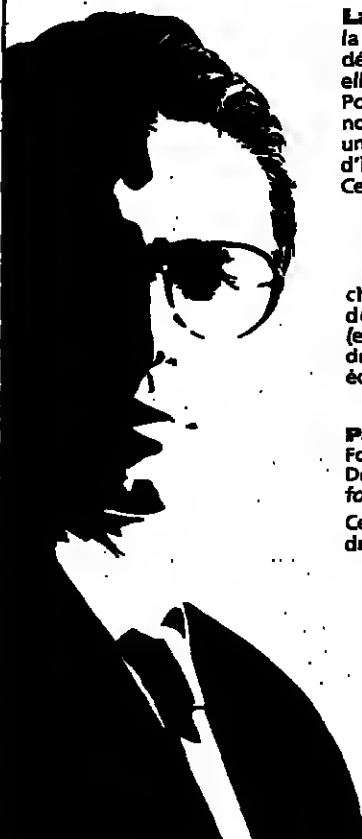
Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. + prétentions) sous la réf. JL 20 à notre Conseil qui vous garantit la stricte confidentialité de votre candidature.

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16  
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

**COCEPLAN**

*à l'écoute des talents*

## J'AI CHOISI LA PERFORMANCE



La Délégation Générale pour l'Armement (DGA) conduit la politique d'armement dont la France a besoin pour assurer sa défense. Elle consacre un budget d'environ 100 Mds de francs au développement et à la production de matériels de technologie avancée. Diverses dans ses structures, elle emploie 55 000 personnes dont 6 000 ingénieurs sur une cinquantaine de sites.

Pour tirer, en matière d'administration et de gestion, le meilleur parti des possibilités nouvelles ouvertes par l'informatique et les réseaux de télécommunications, la DGA vient de créer une cellule de coordination chargée, dans ce domaine, de concevoir, organiser et piloter les actions d'intérêt commun.

Cette entité souhaite recruter :

### deux ingénieurs systèmes d'information

chargés de coordonner la conception et la définition des applications de gestion (expression du besoin, établissement des cahiers des charges), d'en suivre la réalisation par les équipes de projet, ainsi que la mise en service.

Réf. A

### un ingénieur bureautique communicant

chargé d'évaluer les besoins de la D.G.A. à partir de l'état de l'existant, de suivre l'évolution des matériels et logiciels proposés par le marché, de conduire les négociations avec les fournisseurs potentiels.

Réf. B

### Profil recherché :

Formation d'ingénieur (X, Mines, ECP, ENST, etc.), orientation informatique. Débutant ou, très souhaitable, jeune ingénieur pouvant se prévaloir d'une première expérience dans des fonctions analogues exercées au sein d'une grande entreprise.

Ces postes demandent un bon esprit d'analyse et de synthèse, de l'imagination, un sens aigu de l'écoute et du dialogue, associés à une démarche méthodique et rigoureuse.



PRÉRIE D'ADRESSER LETTRE DE CANDIDATURE PRÉCISANT LA RÉFÉRENCE OU POSTE RETENU ET LA RÉMUNÉRATION SOUHAITÉE, AVEC C.V. DÉTAILLÉ, À MONSIEUR V. ELZIERE - DGA/STI 18, RUE DU DOCTEUR ZAMENHOF - 92131 ISSY LES MOULINEAUX.

## L'Informatique au service de l'Information

Le Service Informatique de l'Agence Nationale pour le Développement de l'Évaluation Médicale (ANDEM) recherche des ingénieurs et des techniciens pour des missions de développement et de maintenance de logiciels.

## Ingenieur Etudes développement

Le Service Informatique de l'Agence Nationale pour le Développement de l'Évaluation Médicale (ANDEM) recherche des ingénieurs et des techniciens pour des missions de développement et de maintenance de logiciels.

Le Service Informatique de l'Agence Nationale pour le Développement de l'Évaluation Médicale (ANDEM) recherche des ingénieurs et des techniciens pour des missions de développement et de maintenance de logiciels.

Le Service Informatique de l'Agence Nationale pour le Développement de l'Évaluation Médicale (ANDEM) recherche des ingénieurs et des techniciens pour des missions de développement et de maintenance de logiciels.

L'Agence nationale pour le Développement de l'Évaluation Médicale (ANDEM) réalise des études d'évaluation concernant les stratégies médicales dont une composante importante est l'approche économique.

Dans ce cadre, l'ANDEM recherche

### UN ECONOMISTE

ou

### UN INGÉNIEUR-ECONOMISTE

Vous aurez pour mission de :

1. développer les contacts et réseaux de l'Agence dans le domaine économique.
2. mettre en œuvre et formaliser les méthodes économiques adaptées aux études de l'Agence.

Ce poste requiert un candidat :

- familiarisé avec la réalisation d'études coût-bénéfice, coût-efficacité, coût-utilité et l'analyse de décision,
- ayant une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Une expérience dans le domaine de la santé serait un plus.

Ce poste est basé à Paris • Salaire en fonction de l'expérience du candidat • Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature à :

L'Agence nationale pour le Développement de l'Évaluation Médicale (ANDEM)  
5 bis, rue Pérignon, 75015 PARIS  
Tel. : 44-38-50-27

## Ingénieur informaticien

Participez au développement du service Informatique (37 personnes) d'un Etablissement Financier regroupant 700 collaborateurs.

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, dans le cadre d'une création de poste, vous aurez pour missions :

- d'être à l'écoute des besoins des utilisateurs, dans le contexte particulier d'une salle des marchés ;
- d'élaborer le cahier des charges et réaliser les applications micro (Excel, Windows 3, C, SQL) ;
- d'apporter une assistance permanente aux opérateurs.

Débutant ou première expérience, de formation supérieure en informatique (école d'ingénieurs, de commerce ou MIAGE), vous êtes capable de travailler en anglais, et vous maîtrisez Windows et Excel. Avidé d'apprendre, vous souhaitez vous investir personnellement dans le milieu financier.

Ce poste évolutif est basé à Paris Saint-Lazare.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. 1141/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

**BERNARD KRIEF RECRUTEMENT**

PARIS - LILLE - LYON - BORDEAUX - ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

## Ingénieur Etudes

CENTRALE - MINES - ENSI OU EQUIVALENT

Société d'études et réalisation d'équipements mécaniques de Haute Technologie  
LEADER MONDIAL DANS SON DOMAINE  
PARIS 8<sup>e</sup>

Vous possédez 5 ans d'expérience de la mécanique, de préférence dans le nucléaire. La pratique de la langue anglaise est indispensable. Au sein du Service Etudes, composé d'une équipe de 10 personnes, vous serez responsable d'études thermiques, résistance des matériaux, calcul des structures. Votre sens du travail en équipe, votre esprit créatif et organisé vous permettront de remplir la fonction avec succès.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 1017, à :

AGENCE/MILLE

100 BOULEVARD SÉBASTOPOL - 75003 PARIS. QUI TRANSMETTRA

## DARJEELING CULTIVE DES CAMPAGNES DIFFÉRENTES



A défricher les nouveaux territoires des ressources humaines... A semer les bases de relations différentes entre les entreprises et les futurs leaders d'opinion... A cultiver les outils de la communication de demain... On récolte le prix de la meilleure agence de communication de recrutement de l'année (Top Com 1992). Darjeeling dédie ce prix à toutes les entreprises qui aujourd'hui plus que jamais défendent le monde des idées.



AGENCE CONSEIL EN COMMUNICATION  
54, RUE BEAUBOURG - 75003 PARIS - TÉLÉPHONE : 42 76 02 76

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM



مركزا من رلاصل

OPÉRATION SPÉCIALE

# INGÉNIEURS

Leader mondial des systèmes de régulation en climatisation recherche pour sa structure européenne un

## Ingénieur Application Froid

Partenaire de nos filiales et clients Européens en matière de support technique, vous aurez en charge le suivi d'une gamme complète de produits de régulation destinés au marché du froid et de la climatisation.

Vous serez l'interlocuteur des clients utilisateurs (OEM, intégrateurs) afin de définir en collaboration avec leurs services techniques et marketing les produits les mieux adaptés. Vous assurerez la promotion et la présentation de votre gamme. De même, vous serez l'interface filiale/usine en matière de connaissances des applications du froid et participerez à l'élaboration de la documentation technique sur les applications rencontrées chez les OEMs.

Ingénieur thermicien de formation, possédant quelques années d'expérience, votre personnalité souple et ouverte vous rend apte à la négociation.

Le poste est basé à Stuttgart (Allemagne) et nécessite de fréquents déplacements de courte durée.

La langue de travail est l'anglais et la pratique de l'allemand est souhaitée.

**NINTA**

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 105HW à notre Conseil NINTA RESSOURCES HUMAINES - 30 rue du Faubourg Montmartre, 75009 PARIS.

## Ingénieur pétrochimie Et si votre expertise devenait mondiale?



Premier réassureur français, cinquième mondial, avec 1 000 personnes et 11 milliards de CA, nous sommes présents sur les cinq continents.

**SCOR**

A 30/35 ans, vous êtes actuellement ingénieur : avez une expérience significative (5 ans minimum) soit en production, soit en ingénierie et maîtrisez parfaitement l'anglais (une troisième langue serait un plus).

Au sein d'une équipe de 5 ingénieurs, reconnue au niveau mondial, et après une formation approfondie à nos techniques, vous serez ingénieur souscripteur de notre branche pétrochimie.

Vous réaliserez des diagnostics techniques sur sites, évaluez la qualité des installations pétrolières et pétrochimiques des grandes compagnies, négociez les contrats de réassurance et gérez les sinistres. Vous jouez un rôle de conseil auprès de nos clients et développez l'activité de notre branche.

Le poste est basé à La Défense et nécessite des déplacements dans le monde entier (3 mois par an).

Les perspectives de carrières sont réelles : le titulaire du poste étant, aujourd'hui, l'un des directeurs de notre filiale espagnole.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions, sous réf. 211PC, à SCOR Service Recrutement, 1 avenue du Président-Wilson, 92074 Paris-La Défense 8 Cedex 39.

L'ASSUREUR DES ASSUREURS

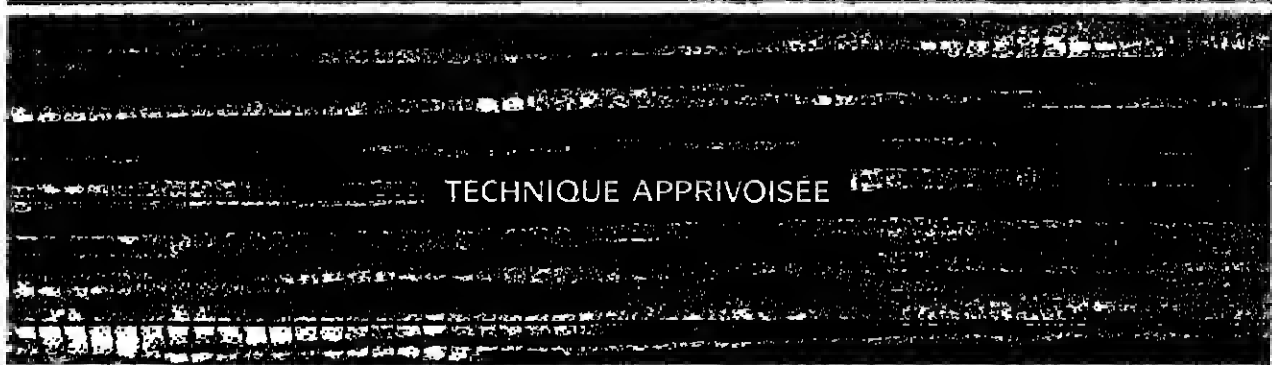
## L'AUTRE FAÇON DE VOIR LE MONDE



VIE EN SOCIÉTÉ



MATIÈRE À RÉFLEXION



TECHNIQUE APPRIVOISÉE

## CGG : UNE TERRE DE COMPÉTENCES

ingénieurs grandes écoles

ENTRER DANS UNE ENTREPRISE QUI A POUR VOCATION L'ÉTUDE DU SOL ET DU SOUS-SOL, C'EST CHOISIR LA POSSIBILITÉ D'UN MONDE DE MÉTIERS À FORT POTENTIEL HUMAIN ET TECHNIQUE. AVEC PRÈS DE 3 MILLIARDS DE FRANCS DE CHIFFRE D'AFFAIRES DONT 90 % SONT RÉALISÉS À L'ÉTRANGER, ET GRÂCE À UN SECTEUR RECHERCHE TRÈS PERFORMANT, CGG EST L'UN DES LEADERS MONDIAUX DE LA GÉOPHYSIQUE. DE L'ACQUISITION DES MESURES SUR LE TERRAIN À LEUR TRAITEMENT SUR ORDINATEUR ET À LEUR INTERPRÉTATION, VOUS ÉVOLUEZ DANS LE MONDE ENTIER. VOUS ÊTES DE FORMATION GRANDES ÉCOLES D'INGÉNIEURS. LE TERRAIN ET LE MANAGEMENT SONT DANS VOTRE NATURE. RAPIDEMENT VOUS PRENEZ LA RESPONSABILITÉ D'UNE ÉQUIPE DE PROSPECTION ET BÉNÉFICIEZ D'UNE GRANDE AUTONOMIE. ET SI EN PLUS L'ANGLAIS NE VOUS EST PAS ÉTRANGER, VOUS AVEZ LES ATOUTS POUR REJOINDRE NOTRE TERRE DE COMPÉTENCES.

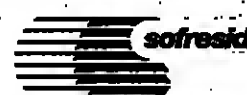


Compagnie Générale de Géophysique

Direction du Personnel

1, rue Léon Migaux - 91341 MASSY cedex.

M  
Allez où  
vous serez  
le mieux  
entourés !



DIVISION INGENIERIE GENERALE  
recherche dans le cadre de son développement

## CHEF DE PROJET de haut niveau (réf. M110) Ingénieur Grande Ecole

Ayant le sens des contacts et connaissant bien le Génie Civil et les Infrastructures, il gèrera les projets sur les plans technique, commercial et financier.

## INGENIEUR GENERALISTE de haut niveau (réf. M111)

Pour ces deux postes une expérience de 10 ans minimum est demandée. ALLEMAND COURANT INDISPENSABLE - Anglais souhaité - Une expérience en Allemagne serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé sous réf. correspondante à SOFRESID Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République 93100 MONTEUIL.



## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE  
DE LA NIEVRE  
CONFIRME  
SA DYNAMIQUE  
DE SUCCES :  
32 AGENCES  
400 SALARIES



### COLLABORATEUR JURIDIQUE H/F NEVERS

De formation supérieure (droit des affaires ou droit privé) vous avez acquis une expérience dans la fonction.  
Votre connaissance du secteur bancaire et financier vous permettra de mener à bien la mission que nous vous confierons.  
Au sein d'une équipe jeune et dynamique vous participerez à l'ensemble des missions du service et assurerez le conseil juridique.  
Des évolutions seront possibles pour un candidat de valeur.  
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, s/réf. LM à CRAM DE LA NIEVRE - DRH - BP 7 - 58000 NEVERS.

Paris

### RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

D'origine américaine et présent dans le monde entier, notre groupe dispose d'une très forte notoriété et d'une position de leader international sur son marché, le service.  
Pour notre filiale française, nous créons aujourd'hui le poste de Responsable des Ressources Humaines, basé à Paris.

Rattaché au Directeur Général France et rapportant sur le plan fonctionnel auprès du Directeur International des Ressources Humaines, vous prendrez en charge et développerez l'ensemble de la fonction : relations humaines, recrutement, formation, administration du personnel et rémunérations. Vous conseillerez nos directeurs opérationnels et animerez une petite équipe.

Agé de 30 à 35 ans, de formation supérieure (Sciences Po, DESS, DEA), vous avez une expérience tangible de la fonction acquise impérativement dans un contexte très international. Au delà de votre excellent niveau d'anglais, vous parlez également une seconde langue. Vous maîtrisez les différents métiers de la fonction RH et souhaitez aujourd'hui exprimer vos talents dans un poste à responsabilités.

Nos projets ambitieux et le contexte très changeant de notre activité nécessitent l'intégration d'un professionnel jeune mais de haut niveau.

Implication, diplomatie, autonomie, sens des contacts, professionnalisme, aptitude à l'encadrement, flexibilité, autant de qualités pour réussir dans cette fonction et évoluer dans notre groupe en France et surtout à l'international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 754677 B à :

EGOR TECHNOLOGIES  
17, avenue Maitland - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AIX EN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BRUXELLES DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

### BANQUE D'AFFAIRES PARIS

recherche pour son Département Organisation (6 personnes)

### ORGANISATEUR

Rattaché au Responsable de l'Organisation, vous aurez pour mission :

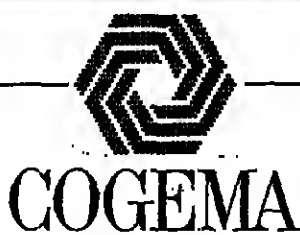
- la conception, la rédaction et la mise en place de procédures,
- les analyses fonctionnelles
- les études d'opportunité.

Profil :

- Formation supérieure en Gestion/Finance.
- Expérience professionnelle en organisation de 5 ans et plus, acquise dans un Cabinet ou un Etablissement bancaire. Connaissance des produits de marché appréciée.
- Langue anglaise souhaitable.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo sous référence 2266 à EUROMESSAGES - BP 80-92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier ou déposer votre CV sur Minitel 3616 EUROMES code 2266

3616  
EUROMES

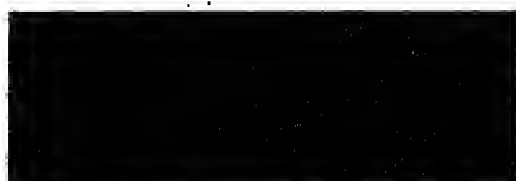


LE GROUPE  
COGEMA

16 000 PERSONNES

21,7 MILLIARDS  
DE CA  
DONT 31 %  
À L'ÉTRANGER

150 RÉACTEURS  
NUCLÉAIRES  
ALIMENTÉS DANS  
LE MONDE.



La Direction Technique (700 personnes) du site de La Hague (3 000 personnes) gère des budgets de fonctionnement et d'investissements extrêmement importants.

Le contrôleur de gestion que nous lui cherchons anime l'équipe (15 personnes), assure le rôle de conseil effectif auprès du Directeur et des chefs d'unités dans l'ensemble des domaines de la gestion et prend en charge tous les aspects de la fonction : garantie des normes, élaboration des budgets, propositions d'améliorations, exploitation des résultats et analyse des écarts... en collaboration fonctionnelle très étroite avec le contrôleur de gestion centrale du site.

Le positionnement de cette fonction dans l'organisation nous amenant à rencontrer pour ce poste un ESC, universitaire ou ingénieur plus gestion justifiant de 7 ans environ d'expérience.

Professionnel, accoutumé aux structures de groupes industriels, votre carrière s'est déroulée au moins pour partie dans un des domaines du service aux industries ou dans une activité à forte sous-traitance. Vos qualités de rigueur, de diplomatie, de contact, votre sens du résultat et de la qualité représentent au-delà de vos compétences effectives des qualités indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. C85 AN, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.



PARIS  
LYONS  
BRUXELLES  
DUSSELDORF

CONSEIL  
Ressources Humaines

### Développer une véritable politique de ressources humaines

Un Important Groupe du secteur tertiaire en expansion recherche pour l'une de ses filiales exploitant un ensemble d'établissements (effectifs 5 000 personnes) le :

### DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS SOCIALES

Directement rattaché au Directeur Général et membre de l'équipe dirigeante, il assure en cohérence avec les politiques du Groupe l'intégrité de sa fonction.

Sa mission : - Participer à la définition des politiques en matière de : recrutement, gestion des carrières, formation, rémunération, communication interne et politique sociale - Animer une équipe étoffée (30 personnes) en charge de la gestion administrative du personnel, de la paie, du respect des budgets alloués - Conseiller et assister les Directions opérationnelles et fonctionnelles - Organiser les relations avec les organisations représentatives des salariés et s'assurer du bon fonctionnement des différentes instances - Animer les commissions paritaires de négociations.

Son profil : - Une formation supérieure : Droit - IEP - Ecole Supérieure de Commerce, complétée si possible, d'un troisième cycle en Ressources Humaines - Une solide expérience de 10 ans environ acquise au sein d'une société à établissements multiples et de préférence dans le secteur tertiaire - Une personnalité "d'entrepreneur" et d'homme de dialogue.

Poste intéressant et évolutif basé ville du Val de Loire.

Entrée sous réf.  
44A 2465 2M  
Discretions absolues

etap

71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

### Jeune Directeur Administratif et Financier Pour compléter une équipe de direction motivée PME en forte croissance PARIS

Une solide santé financière, une gamme de produits leaders sur leur marché, un outil de production performant, sont des atouts qui nous permettront de réussir notre croissance et le développement international que nous avons entrepris.

En liaison directe avec notre Président, vous prenez en charge l'intégralité des fonctions classiques d'une D.A.F. pour l'ensemble de notre groupe en France et dans nos filiales européennes (comptabilité, gestion, trésorerie, personnel, informatique, juridique et fiscal... etc). Vous participez à la définition et la mise en œuvre d'une politique financière au service de notre stratégie de développement.

A 35 ans environ, après une formation supérieure en gestion (Ecole de Commerce, Dauphine, MBA... etc), vous avez plusieurs années d'expérience de la fonction, acquise dans une entreprise industrielle et commerciale à vocation internationale.

Vous parlez l'anglais et si possible l'allemand.

Au delà de votre compétence, nous attendons de vous une personnalité forte, un esprit ouvert et créatif, le sens de la stratégie, l'envie de vous intégrer à une équipe de direction efficace et performante pour réussir un projet de développement ambitieux.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à notre Conseil sous référence G. DAF 10 M :

EQUIPES ET ENTREPRISES  
3, rue de la Bourse 75002 PARIS

PARIS • LONDRES • MANCHESTER • FRANKFURT • STUTTGART • MILAN • MADRID • ULTRECHI

### FISCALISTE



CAISSE D'EPARGNE  
CENTRE NATIONAL

De formation supérieure juridique et fiscale, vous avez une solide expérience de 8 à 10 ans dans l'univers bancaire.

Vous aurez pour missions principales :

- d'effectuer les audits nécessaires à la limitation des risques fiscaux et de déterminer en fonction les règles fiscales applicables aux organismes du Réseau;
- d'assurer le conseil et l'assistance des entités du groupe dans le cadre de la politique fiscale;
- d'étudier tous les aspects des différents accords contractuels que nous signons avec nos partenaires;
- de représenter le Réseau auprès des organismes officiels et des autres établissements bancaires.

Au delà de vos compétences, vos qualités personnelles de contact et d'écoute vous permettront de vous affirmer dans cette fonction et d'élargir vos responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence LM/101 à : M. Jacky Gauvain, CENCEP 21/29 rue de la Tombe Issoire - 75673 Paris Cedex 14.



مذا من لامل

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



**Société Française d'Ingénierie**  
de dimension internationale  
- 500 personnes, 320 MF C.A. -  
recherche

### JURISTE

A 28/30 ans, de formation juridique supérieure (BAC + 5), vous bénéficiez impérativement d'une première expérience acquise de préférence en société de services oeuvrant à l'international.

Vous assisterez nos différentes divisions dans la rédaction de clauses contractuelles (marchés, associations, sous-traitance, etc...), l'élaboration des protocoles et apporterez un conseil en matière de contentieux.

Rigueur associée à une grande adaptabilité et sens du contact seront vos atouts majeurs pour participer concrètement et activement au développement de la fonction juridique de notre société.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable ; de bonnes connaissances en espagnol seraient un plus.

Ce poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et photo, sous référence 92/24 à :  
**BCEOM - D.R.H.**

Place des Frères Montgolfier  
78286 GUYANCOURT Cedex. Fax : (1) 30.12.10.95.

Banque d'Affaires  
à taille humaine,  
filiale d'un important  
groupe financier,  
nous recherchons  
aujourd'hui, pour  
notre Direction  
Juridique un

### Juriste H/F

Doté au moins d'une  
maîtrise en Droit Privé,  
avec de solides connais-  
sances en Droit Civil et  
Commercial, vous justifiez  
d'une expérience profes-  
sionnelle de 5 ans minimum  
acquise au sein d'un

Cabinet d'Avocats spécialisé  
en Droit des Affaires et  
Bancaire, et/ou au sein  
de la Direction Juridique  
d'un Etablissement Bancaire  
ou Financier.

Vous aurez en charge  
l'élaboration, en relation  
avec la Direction Com-  
merciale, des crédits et  
des garanties qui s'y  
trouvent attachées, et  
le suivi des dossiers à  
caractère contentieux en  
liaison avec nos Conseils  
Extérieurs.

Ce poste est à pourvoir  
rapidement.

Merci d'adresser lettre  
manuscrite, CV, photo et prêt,  
sous référence 911 à  
**MEDIA PA - 50/54, rue de  
Silly - 92513 BOULOGNE-  
BILLANCOURT CEDEX,**  
qui transmettra.



**RCL**  
Rivoli & Carret  
ILLUSTRU

Un partenaire européen  
pour des télécommunications mondiales

Recherche pour renforcer son département  
"Contrats Commerciaux" un

### Juriste Contrats h/f

B.T. est l'un des plus grands opérateurs de TELECOMMUNICATIONS dans  
le monde. Nous offrons aux grandes entreprises des solutions globales de  
Télécommunications.

Votre mission consiste à analyser, concevoir, rédiger et négocier des  
contrats de services portant sur des engagements de longue durée dans un  
marché de haute technologie et un environnement international.

Cette mission nécessite des contacts avec le client et son équipe  
à l'exécution complète du projet.

Votre rôle s'étend également à l'identification et à la couverture des risques  
commerciaux et plus largement, au conseil de nos ingénieurs marketing  
et produits.

Votre profil est celui d'un jeune professionnel diplômé en droit des affaires  
(niveau DESS) ayant déjà eu, idéalement, à traiter des problèmes de contrat.  
Votre expérience de 3/5 ans dans un contexte français et international vous a  
permis de développer votre capacité à maîtriser les négociations à haut  
niveau. Votre anglais est courant, une autre langue serait un atout  
supplémentaire. Vous communiquez bien, vous abordez la technologie avec  
intérêt et les affaires avec enthousiasme.

Nous vous offrons l'opportunité de contribuer à notre développement,  
porteur de votre évolution.

Si vous êtes intéressé par ce poste, envoyez votre dossier complet  
(lettre manuscrite, C.V. en anglais et français, photo et prétentions)  
à BT FRANCE - Sylvie Charrier, Direction des Ressources Humaines,  
Immeuble Jean Monnet, Cedex 56, 92061 Paris la Défense 5.

La Défense

**BT**

## DIRECTEUR CREDIT FINANCES

Banque à réseaux

Vous avez une expérience réussie  
de direction dans le domaine  
du crédit et du financier.

Vous savez imaginer et développer  
tout en mesurant et en contrôlant  
le risque à divers niveaux :

- clients : engagements, contentieux
- banque : gestion financière, contrôle  
de gestion.

Vous avez environ 35 ans,  
vous êtes méthodique et savez  
animer des cadres très "pro"

et une équipe de 25 à 30 personnes.

Vous serez membre d'un groupe

de direction bien structuré dont

l'action s'exerce sur 50 agences en

région ouest à deux heures de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo sous la réf. 1037  
à ETHNOS - Conseil en recrutement - 113 boulevard de Sébastopol 75002 Paris -  
Membre de Syntec, qui l'étudiera en toute confidentialité.

**ETHNOS**

Entreprise  
de Service  
et Conseil  
située à  
Paris,  
recherche  
un(e)

### Spécialiste de l'évaluation des compétences et des potentiels

Autour de la quarantaine, son expérience  
acquise en cabinet et/ou en entreprise,  
ainsi qu'une formation supérieure en  
psychologie seront les garantes de sa  
réussite.

Pour ce poste destiné à un(e)  
professionnel(le) réellement motivé(e),  
merci d'adresser lettre manuscrite avec  
c.v., photo et rémunération souhaitée sous  
référence 1997 à AXIAL, 27 rue Taitbout,  
75009 Paris, qui transmettra.

### CHARGE D'AFFAIRES GRANDES ENTREPRISES

CONFIRME

LE CREDIT AGRICOLE

D'ILE DE FRANCE

CONFIRME SON

IMPLANTATION EN

RÉGION PARISIENNE :

264 AGENCES, 3000

COLLABORATEURS.



Vous maîtrisez le risque, les  
placements financiers, les relations  
commerciales, vous êtes un vrai  
professionnel depuis un certain  
nombre d'années (5 à 10 ans)  
de ce type de clientèle.

Développer un portefeuille, suivre le  
potentiel de clients existants dans  
des secteurs économiques porteurs  
vous permettent d'exprimer tout  
votre savoir-faire à travers la  
promotion d'une gamme compétitive  
de produits et services bancaires et  
l'étude de montages spécifiques.

Vos qualités personnelles alliées à  
votre diplôme de l'Enseignement  
Supérieur ou Grande Ecole vous  
permettront de vous réaliser en  
évoluant à terme vers un poste  
de gestionnaire d'équipe.

Ce poste se situe au sein de notre  
Siège, à la Direction des Entreprises.

Merci d'adresser votre candidature sous la  
référence CC/88 au Service du  
Recrutement - Crédit Agricole d'Ile de  
France - 26 quai de la Rapée - 75012 Paris.

**Société Industrielle  
Internationale,  
leader sur son secteur  
d'activité,  
recherche pour  
l'une de ses unités  
de production et pour  
son dépôt central, un**

### Contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur  
Industriel et en étroite relation  
avec la Direction  
Financière du siège, votre  
mission sera de :

- définir les procédures  
de contrôle de gestion afin  
d'optimiser les flux  
physiques et financiers  
au sein du site,
- contrôler l'application  
des procédures et vérifier  
leur cohérence.

- effectuer les clôtures  
mensuelles, calculer  
les coûts réels et standards,  
analyser les écarts,  
préparer et suivre les  
budgets d'exploitation et  
d'investissement.

De formation Ecole Supérieure  
de Commerce ou équivalent,  
vous possédez une expérience  
réussie de 5 ans minimum  
du contrôle de gestion acquise  
en milieu industriel dans un  
environnement international.  
Vous maîtrisez la comptabilité  
analytique et la comptabilité  
générale, les outils de gestion  
industrielle et de gestion  
des stocks.

Votre anglais est opérationnel  
et vous savez allier rigueur et  
aisance relationnelle.

Ce poste est basé près  
de Rouen.

Vous souhaitez vous investir  
dans une entreprise qui vous  
offre de réelles opportunités  
d'évolution, écrivez-nous !

Merci d'adresser lettre, CV et  
rémunération actuelle, sous la  
réf. 917, à MEDIA PA  
50/54, rue de Silly  
92513 BOULOGNE-  
BILLANCOURT CEDEX,  
qui transmettra.



## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

### INNOVATRON INDUSTRIES

Unité industrielle du Groupe INNOVATRON spécialisée dans les transactions électroniques et présidée par Rolend Moreno, l'inventeur de la carte à puce,

recrute son



Rattaché directement à la Direction générale, vous interviendrez dans chacune des cinq branches d'activités du Groupe.

- Vous participerez à l'élaboration des budgets et business plans.
- Vous organiserez et vous suivrez la mise en place d'un reporting mensuel.
- Vous contrôlerez les coûts de production des produits existants et des nouveaux produits.
- Vous procéderez à l'audit des procédures internes.

De 35 à 40 ans, diplômé d'études supérieures en Gestion/Comptabilité/Finance, vous parlez couramment anglais et avez une expérience réussie du contrôle de gestion dans un groupe européen.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite et CV, sous référence MD/80 à Innovatron Industries Smart Card Center 137, boulevard de Sébastopol 75002 PARIS

Group

## SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

### Agence de l'Eau Adour Garonne

Nous aménageons les ressources en eau, luttons contre les pollutions et veillons au respect du milieu naturel aquatique. Nous cherchons trois

### CHARGÉS D'ÉTUDES "COLLECTIVITÉS"

pour Bordeaux, Pau et Toulouse.

Venez réduire les pollutions par vos actions auprès des collectivités locales et des départements. Vous assurez le montage technique et financier des dossiers (équipements d'assainissement, aménagements...) et suivez l'efficacité des solutions mises en place.

Votre formation (BAC + 4, par exemple) et, dans l'idéal, une première expérience vous ont fait connaître les techniques de traitement des eaux.

Vous pourrez vous investir dans un métier très varié (nombreux contacts et déplacements) puis évoluer au sein de l'agence.

Ecrivez à notre conseil,  
M. Bernard LEGOUËX (réf. 3215 LM  
en indiquant la ville choisie)



ALEXANDRE TIC  
97, RUE ROBERT - 31000 TOULOUSE



Le Conseil Général de la Sarthe

recherche son

### CHARGE DE MISSION COMMUNICATION



Directement rattaché au Directeur de Cabinet, vous aurez pour mission :  
• l'animation du Service pour la mise en œuvre d'une stratégie globale et dynamique de communication externe,  
• le développement de la communication interne, en collaboration avec la Direction des Ressources Humaines,  
• la création événementielle et promotionnelle,  
• la gestion du budget du Service.

Professionnel de la communication, vous bénéficiez d'une première expérience privée ou publique, et disposez d'un sens aigu du Public Relation (partenaires, presse, radio...).

Créativité et capacités rédactionnelles constituent des atouts majeurs.

Connaissances en anglais et en informatique appréciées.

Ce nouveau collaborateur sera recruté en qualité de contractuel (rémunération et avantages à négocier).

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous référence 636.09 à ATLANTIC RECRUTEMENT - P. LECLAIR, 53 rue Sainte Croix, 72000 LE MANS.

## LE MONDE DES COMMERCIAUX



### ENVIRONNEMENT

Tout premier spécialiste de systèmes et instrumentation de mesure de l'environnement recherche (h/f)

### INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE

Analyse : EAU - AIR  
De formation Physico-Chimie.

Poste évolutif.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence 85691 à PROJETS - 42 rue Denis Papin - 94851 IVRY-SUR-SEINE Cedex qui transmettra.

### Biochimie - Agro Industrie

### RESPONSABLE COMMERCIAL Participer à un démarrage de société

Un Groupe Européen implante une société en France (fabrication et commercialisation) et recherche un responsable commercial d'excellent niveau témoignant d'un fort potentiel d'évolution.

Membre du Comité de Direction, il assurera des responsabilités polyvalentes : commercialisation de plusieurs types de produits auprès d'une clientèle industrielle (France et exportation), achats d'une partie des matières premières de production, gestion de la logistique (réceptions et expéditions), administration commerciale. Il animera une équipe.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (Ingénieur ou Ecole de Commerce) ayant idéalement 10 ans d'expérience professionnelle dans la vente de produits destinés aux industries agro alimentaire ou de la chimie de spécialités.

Dynamique, organisé, bon négociateur, il sera désireux et capable de jouer un rôle moteur dans la réussite d'un projet ambitieux.

Connaissance de l'anglais indispensable, connaissance de l'allemand souhaitée.

Poste : ville Est France



44A 2464 2M  
Discretion absolue

71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

Retrouvez  
les rubriques

### CARRIÈRES INTERNATIONALES

et

### LE MONDE DES CADRES

en pages 15, 16 et 17  
du quotidien

### MARKETING DIRECT BUSINESS TO BUSINESS

### Commercial

#### L'entreprise

■ N°1 du mailing groupé, les Cartes d'Information Directe sont adressées, plusieurs fois par an, aux 800 000 principaux dirigeants d'entreprise de France. Plus de 80% de leurs clients sont de grandes entreprises leaders sur leur marché.

#### Le poste

■ De formation supérieure, vous avez entre 24 et 30 ans et une expérience réelle de la vente en entreprise.

■ Cultivé, vous possédez une excellente maîtrise de la langue française.

■ Véritable homme d'action, vous devez être capable :

- de prospecter, négocier, vendre
- d'expliquer correctement les stratégies de commercialisation des prospects et clients
- de rédiger des recommandations stratégiques claires et pertinentes
- de contribuer de façon déterminante à la conception-rédaction de nos messages en collaboration avec nos clients et notre équipe de création.

■ Votre fort tempérament commercial doit aller de pair avec de grandes qualités d'écoute.



1, place des Marseillais  
94227 Charenton-le-Pont cedex

Poste basé à Charenton-le-Pont (Métro Liberté).  
Ecrivez à l'attention personnelle de Chantal Radiguet  
(lettre manuscrite, CV + photo + prétentions). Discretion totale garantie.

### CHEF DE DISTRICT Sud-Ouest



### "Animer un réseau de concessionnaires"

Commercial, gestionnaire, homme de marketing, vous animerez sur le terrain les concessionnaires automobile BMW de votre secteur, en assurant la promotion des ventes et l'optimisation de l'organisation commerciale.

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure (ESC, Ingénieur, Université) et avez déjà prouvé vos qualités d'"homme de terrain" lors d'une première expérience de 3/4 ans, de préférence dans le milieu automobile.

La maîtrise de l'allemand et/ou de l'anglais serait un atout supplémentaire.

A terme, votre évolution de carrière devrait vous orienter vers des postes d'encadrement d'une équipe et éventuellement à l'international dans le cadre du Groupe BMW.

Ce poste est basé en Région Sud-Ouest et implique une grande mobilité. Une voiture de service est fournie. Adressez votre candidature, CV et prétentions, sous référence 92/10/M, à :

BMW France  
Département des Relations Humaines  
78886 Saint-Quentin en Yvelines Cedex



مكتبة من الاموال

# OPÉRATION SPÉCIALE

# INGÉNIEURS

Choisissez une vie au service de la vie



L'eau que vous buvez, l'énergie qui vous chauffe, la propreté de nos villes, la route que vous prenez, les autobus que vous empruntez, les bureaux où vous travaillez, le logement que vous habitez, les soins qui vous guérissent, la télévision que vous regardez... Toutes ces choses de votre vie, nous y participons à travers nos métiers. L'avenir est au service. L'avenir est à l'esprit d'entreprise. Diplômé d'une grande Ecole (X, Mines, Ponts, Centrale, HEC, ESSEC...), débutant ou expérimenté, vous aimez les contacts, l'action et l'autonomie. Venez nous rejoindre.

Compagnie Générale des Eaux  
Service Relations et Ressources Humaines - réf. MO/10 -  
52, rue d'Anjou - 75384 Paris cedex 08.



RENDONS SERVICE A LA VIE

**EDF**  
Electricité  
de France

Direction des Études  
et Recherches

Département  
Traitement de l'Information  
et Études Mathématiques

## INGÉNIEUR GÉNIE LOGICIEL QUALITÉ DU LOGICIEL

- Au sein du service Informatique et Mathématiques Appliquées, nous sommes une équipe spécialisée dans l'ingénierie du logiciel : qualité des logiciels, méthodes et outils de génie logiciel pour l'informatique scientifique, techniques avancées pour la maintenance des logiciels.
- De formation bac + 5 de type grande école, vous avez une expérience d'au moins trois ans en réalisation de logiciels. Vous connaissez bien les techniques à mettre en œuvre pour construire des logiciels de qualité (système qualité, manuel et plan qualité...).
- Chez nous, à la Direction des Études et Recherches et ailleurs à EDF, vous conseillerez des responsables de projets dans la mise en place et le suivi de leur démarche qualité et vous collaborerez à l'établissement des documents de recommandations en matière de qualité des logiciels.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :  
EDF - Direction des Études et Recherches - IMA-TIEM-QIL  
1, avenue du Général-de-Gaulle - 92141 CLAMART Cedex.

## Ingénieur réseau

Participez au développement du service informatique (37 personnes) d'un Etablissement Financier regroupant 700 collaborateurs. Sous la responsabilité du Responsable Télécommunications, dans le cadre d'une création de poste, vous participerez :

formation supérieure (Bac + 5), vous connaissez les réseaux : X 25, TCP/IP, ETHERNET, TRANSPAC, TRANSEDF, RNIS, PABX. Vous maîtrisez correctement l'anglais. Le poste est basé à Paris Saint-Lazare.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. 1142/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



**BERNARD KRIEF RECRUTEMENT**  
PARIS LILLE LYON SOFIA-ANTIPOLIS  
Un département de Bernard Krief Consulting Group

## L'atome : une stratégie pour l'avenir

### JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

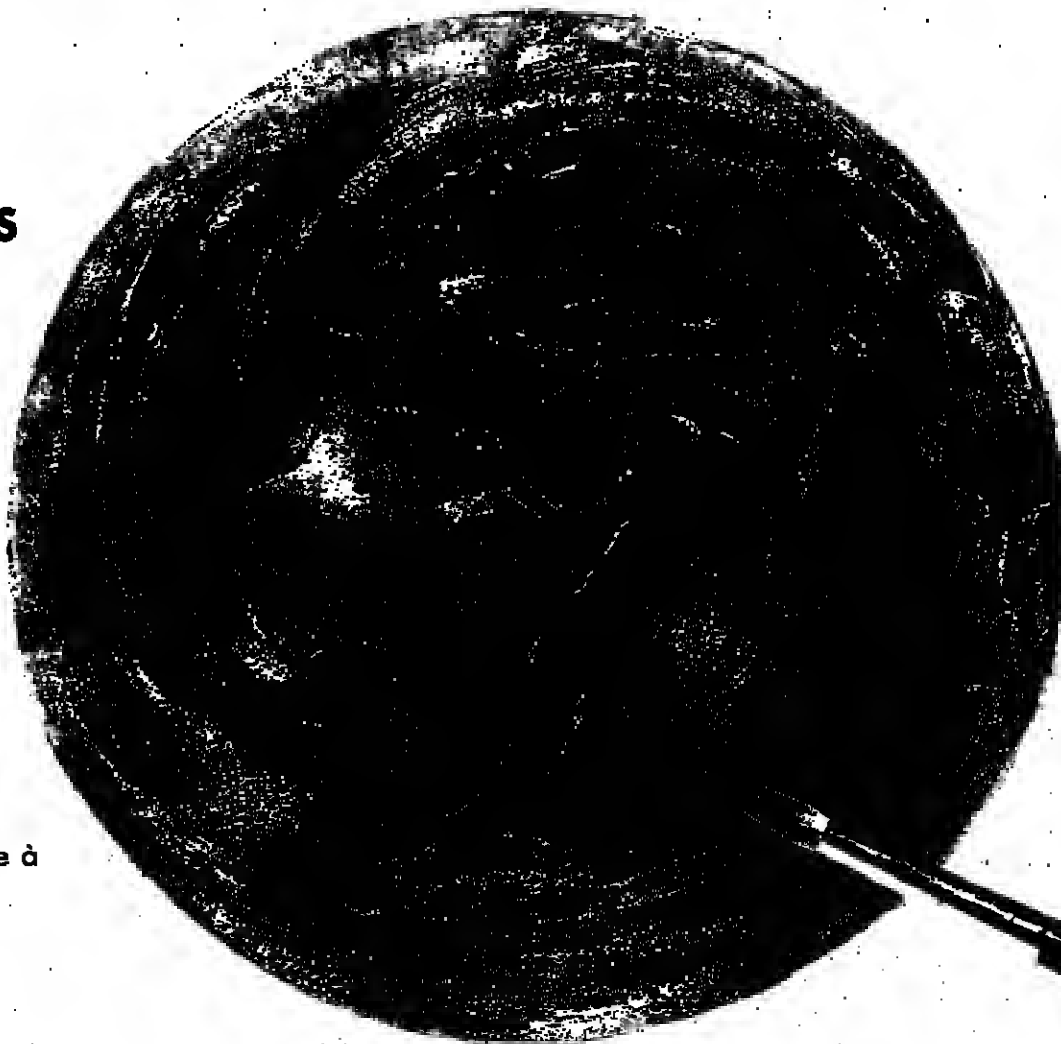
Maîtriser l'atome pour préparer l'avenir : telle est la vocation du CEA.

Chaque jour ses 18 900 chercheurs, ingénieurs et spécialistes engagent leurs compétences, leur enthousiasme et leur sens des responsabilités pour dessiner un monde plus sûr et plus facile.

Ils ont acquis pour cela un savoir-faire technologique inégalé dans tous les métiers de pointe : physique, mécanique, science et technologie des matériaux, chimie, biologie, électronique, intelligence artificielle, robotique, sciences de la terre et de l'environnement...

Si toutes les disciplines scientifiques et techniques sont représentées au CEA, nos besoins de recrutement concernent aujourd'hui plus particulièrement les formations de très haut niveau en physique, mécanique, optronique, réseaux et télécommunications.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature à Paul Queyssel CEA - 31/33, rue de la Fédération 75015 PARIS



L'ATOME, DE LA RECHERCHE A L'INDUSTRIE